

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Chasse en Alsace-Lorraine

(Etude de Droit comparé)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 17 Novembre 1928, à deux heures

PAR

Georges NAFZIGER

Président : M. HITIER.

Suffragants } MM. PERREAU, *Professeur.*
 PILON, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

1928

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Chasse en Alsace-Lorraine

(Etude de Droit comparé)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 17 Novembre 1928, à deux heures

PAR

Georges NAFZIGER

Président : M. HITIER.

Suffragants } MM. PERREAU, *Professeur.*
PILON, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v^e)

1928

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



INTRODUCTION

La réglementation législative de la chasse en France est à l'heure actuelle l'objet de controverses nombreuses et agitées. L'explication s'en trouve dans plusieurs faits. La chasse compte des partisans de plus en plus nombreux. Il n'est aujourd'hui plus de hameau qui ne compte un porteur de permis de chasse. Cet engouement pour la chasse se manifeste dans toutes les classes de la société ; et on n'a qu'à consulter les statistiques pour être convaincu du progrès rapide du nombre des chasseurs français ; alors qu'en 1830, il n'y avait que 44.000 porteurs de permis, on en compte aujourd'hui 1.400.000. Et encore faut-il ajouter à ces chasseurs officiels, porteurs de permis, la foule de ceux qui se dispensent de cette autorisation et qui n'est certes pas allée en diminuant avec les années. Il apparaît donc que les problèmes législatifs touchant la question de la chasse deviennent tout de suite objet d'une discussion qui passionne un milieu comptant des adhérents de jour en jour plus nombreux ; cela d'autant plus qu'au monde des chasseurs s'ajoute la masse des agriculteurs qui — même non chasseurs — sont directement intéressés par la présence du gibier. Mais si le grand nombre de personnes intéressées explique l'ampleur que prend toute question relative au droit de chasse, il ne nous montre pas pourquoi ces questions se posent. Or ce qui fait que le problème de la réglementation législative de la chasse avec tous ceux qui s'y rattachent

— est on peut le dire — à l'ordre du jour, c'est qu'on est à peu près unanime à admettre les résultats désastreux du droit de chasse actuel. On envisage donc une réforme de ce système, d'autant plus que par le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le monde des chasseurs et des agriculteurs a été mis en présence d'une législation dont il eut vite fait de reconnaître les effets bienfaisants. Frappé par la richesse de ce pays en gibier, il en a recherché les causes. Et les ayant trouvées dans les principes d'une législation s'appliquant encore de nos jours dans ces provinces, il a tout naturellement été amené à en désirer l'extension à toute la France, ou du moins à demander une modification importante du statut gouvernant la France actuellement. Il en est résulté des propositions de loi, des congrès tant de chasseurs que d'agriculteurs, des discussions animées dans lesquelles la question qu'on débattait restait souvent ignorée de la plupart ; d'autant plus que la chasse qui intéresse, comme nous l'avons vu, un grand nombre d'électeurs, fournit un thème tout désigné sur lequel peut s'exercer le talent oratoire de ceux qui briguent les honneurs d'un mandat législatif. Tout cela ne contribue évidemment pas à mettre quelque clarté dans cette question, rendue plus complexe par le fait que tous les intérêts qui s'y heurtent tendent constamment à la fausser, chacun poussant dans le sens qui lui semble à lui-même le plus avantageux.

Il importe donc de mettre les intéressés en présence d'un exposé de la législation en vigueur en Alsace-Lorraine, étude qui rendra compte des avantages que présente une législation particulière et dont on pourrait faire bénéficier l'ensemble du pays. Mais pour mieux faire ressortir ces avantages, il est bon de mettre cette situation juridique en regard des règles

qui sont actuellement l'objet de critiques très vives, c'est-à-dire de la législation résultant de la loi du 3 mai 1844. A l'étude succincte de la législation générale de la France, nous ferons suivre l'analyse détaillée de la situation juridique de la chasse en Alsace-Lorraine. Et pour passer de l'une à l'autre nous ferons voir pour quelles raisons une réforme législative s'est imposée en Alsace-Lorraine, auparavant régie par les mêmes principes que les autres provinces françaises. Ce sera en somme la critique de la législation de 1844 ; partie sur laquelle nous insisterons quelque peu, d'une part parce que cette critique vaut encore de nos jours pour la grande partie de la France, d'autre part parce qu'elle nous conduira tout naturellement aux dispositions du droit de chasse d'Alsace-Lorraine, celles-ci n'ayant pour but que de remédier aux conséquences néfastes de la législation de 1844.

La chasse remontant très loin dans l'histoire, il sera bon de faire précéder notre étude d'un bref aperçu historique sur la réglementation législative de la chasse ; car d'un côté nous rencontrerons dans l'étude de l'état contemporain des règles qui ne sont que la reproduction de principes vieux de plusieurs siècles ; ensuite, comme il s'agit d'une étude critique de législation, l'histoire fournit une aide indispensable.

Finalement, la partie principale sera formée par l'étude du droit de chasse tel qu'il s'applique actuellement en Alsace et en Lorraine. La source première à cet égard est constituée par la loi fondamentale du 7 février 1881, loi qui a eu pour objet de réglementer l'exercice du droit de chasse dans les deux provinces. Par contre nous passerons sous silence la législation spéciale à la police de la chasse, qui ne contient que des dispositions plutôt administratives et réglementaires, n'ayant pas

de portée générale. Nous n'y toucherons qu'incidemment et notamment à propos de la question de propriété du gibier qui suivra l'étude de la loi sur l'exercice du droit de chasse ; cette question de droit civil très importante a dû faire l'objet d'un paragraphe spécial, étant donné qu'elle a soulevé des discussions juridiques, nées à l'occasion d'une disposition de la loi du 7 mai 1883 sur la police de la chasse. Enfin et pour terminer nous dirons quelques mots des dégâts causés par le gibier ; leur réparation s'effectue en Alsace-Lorraine suivant des règles de droit très particulières et à certains égards — en ce qui concerne par exemple les dégâts causés par les sangliers — originales. Cette question est d'ailleurs la source de nombreuses controverses ; déjà lors des débats très poussés dont la loi de 1881 a été l'objet, les adversaires ont redouté avec la multiplication du gibier l'augmentation des dégâts. Et de nos jours encore, les dégâts causés par le gibier servent d'argument à ceux — très rares d'ailleurs — qui voudraient une modification du système actuellement en vigueur en Alsace-Lorraine.

PREMIÈRE PARTIE

Le droit de chasse résultant de la loi du 3 mai 1844

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique de la législation antérieure

Dans les temps les plus reculés, la chasse fut pour ainsi dire l'unique occupation de l'homme. Mais le gibier étant très abondant et les territoires de chasse sans limites, la réglementation du droit de chasse faisait naturellement défaut de façon absolue.

Les premiers écrits qui nous sont parvenus font mention de la chasse, car celle-ci resta en honneur plus tard, parmi les peuples pasteurs et cultivateurs. Les ouvrages de l'antiquité témoignent de la place importante qu'occupait la chasse à cette époque. La mythologie compte des dieux tutélaires de la chasse, et cela dans toutes les religions païennes de l'antiquité. Mais à cette époque encore, aucune règle positive sur l'exercice de la chasse. La population très faible, la majeure partie des terres vacantes permettaient la liberté absolue, la poursuite du gibier ne causant de dommage à personne. Ce n'est qu'à une époque relativement récente qu'on trouve

les premières traces d'une législation positive, bien que très rudimentaire, sur l'exercice du droit de chasse. En effet, lorsque la population devint plus dense et que par là même les terres devinrent l'objet d'une appropriation privée, la poursuite libre des bêtes sauvages risquait de gêner les voisins et de leur causer des dommages matériels. D'un autre côté, le développement des échanges faisait de plus en plus considérer le gibier comme une richesse naturelle dont chacun désirait s'emparer. Le législateur dut intervenir. Voyons comment il le fit chez les Romains ; car ici — comme dans presque toutes les branches du droit — c'est d'eux que nous tenons les principes qui régissent encore de nos jours l'acquisition du gibier.

Les romains comptaient des chasseurs nombreux et passionnés. Des témoignages nous en sont parvenus dans leur littérature. Les poètes ont fréquemment chanté la chasse dans leurs œuvres. Mais en ce qui concerne le droit de chasse lui-même, nous ne rencontrons pas de règles spéciales. Tout ce que nous trouvons, c'est une théorie sur l'acquisition du gibier qui a encore cours chez nous de nos jours : la théorie du gibier *res nullius* et s'acquerrant par l'occupation. Gaius, dans le digeste (1), nous donne des précisions à cet égard : les animaux sauvages rentrent dans la catégorie des *res nullius* par opposition aux *res domini juris* et aux *res publicæ*. Y rentrent même ceux qui ayant été capturés parvenaient à s'échapper, car en vertu du *jus postliminii*, ils étaient réputés n'avoir jamais perdu leur liberté. Justinien à son tour, dans le dernier état du droit, s'exprime à peu de choses près dans le même

(1) Digeste, XLI, titre I.

langage que Gaius (1). Ces ouvrages nous montrent donc le gibier comme une chose n'appartenant à personne et dont chacun peut s'emparer librement. Cependant ces mêmes auteurs qui posent comme principe la liberté absolue de chasser, y portent cependant une atteinte en décidant que le propriétaire peut s'opposer au passage du chasseur sur sa propriété. Ecoutons Justinien qui résume le dernier état du droit à Rome, mais qui ne fait d'ailleurs que reproduire les termes mêmes de Gaius : « ... Plane qui in alienum fundum ingreditur venandi aut aucupandi gratia potest a domino si is providerit prohiberi ne ingrediatur ». Il ne faudrait cependant pas en conclure que les romains ont fait du droit de chasser un accessoire du droit de propriété, comme c'est le cas en France à l'heure actuelle. Le droit romain n'a pas fait de la faculté de chasser un droit spécial. Mais le propriétaire pouvait interdire à n'importe qui de pénétrer sur son fonds, en vertu de son *jus prohibendi*. Ce droit était sanctionné par une action d'injures (2). Le fait de violer la prohibition venant du propriétaire pourra être regardé comme une insulte faite au propriétaire, comme une atteinte à sa personne et non pas à son droit de propriété. Ces règles sont sorties de la nécessité pour les propriétaires de défendre leurs terrains contre les incursions de chasseurs ; la chasse n'étant l'objet d'aucune réglementation spéciale, pouvant avoir lieu en tous temps et avec tous les engins connus, le législateur a dû donner aux propriétaires une action pour préserver leurs champs contre le passage des chasseurs. Si des dégâts avaient été causés, il y avait l'action

(1) Instit. liv. V, titre I, § 12.

(2) Dig., XLI, loi 13, § 7.

de la loi Aquilia. Mais lorsque les champs étaient dépouillés des produits de la terre, quels étaient les droits du propriétaire en face du chasseur ? Il ne pouvait revendiquer, puisque la propriété n'était pas contestée et que le chasseur ne possédait pas ; il ne pouvait intenter une action possessoire, puisqu'il n'y avait aucun trouble apporté à la possession du fonds. C'est alors qu'on a tout simplement, comme cela s'est fait fréquemment dans le droit romain par l'office du prêteur, étendu l'*actio injuriarum* à ce cas spécial.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces règles aboutissent à des conclusions pratiques identiques à celles qui résultent de la législation de 1844. Que dit la loi du 3 mai 1844, article 1^{er} ? « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ». Et que dit le droit romain ? Tout individu a le droit de s'emparer des animaux sauvages même sur un fonds étranger ; mais le propriétaire du fonds peut l'empêcher de passer sur ses terrains. Cela revient donc pratiquement à rendre le droit de chasse accessoire du droit de propriété. On nous répondra : il y a différence quant à la propriété du gibier ; non, car chez nous comme à Rome le gibier s'acquiert par l'occupation, et on est d'accord pour décider que le propriétaire du fonds où un individu non autorisé a captivé une pièce de gibier ne sera nullement fondé pour revendiquer la pièce de gibier tuée chez lui ou sa valeur (Cass., 13 août 1840) ; tout comme en droit romain, le propriétaire ne pourra obtenir des dommages-intérêts que s'il a éprouvé un préjudice. Cela résulte d'ailleurs du principe d'après lequel le gibier est une *res nullius* ; on ne commet pas de vol en s'emparant d'une chose qui n'appartient à personne. La seule différence entre les deux législations revient à ceci :

la loi de 1844 a érigé l'acte de chasse sur le terrain d'autrui sans autorisation en délit ; en droit romain, le fait de chasser sur un terrain dont on n'est pas propriétaire et sur lequel on n'est pas autorisé à chasser donne le droit au propriétaire d'intenter l'*actio injuriarum*. Avec un point de départ différent, les deux législations arrivent par leurs règles positives aux mêmes résultats.

En définitive, nous pouvons affirmer que nous tenons des romains tant la règle juridique du gibier *res nullius* que le principe fondamental de notre législation cynégétique : le propriétaire seul a le droit de chasser sur ses terres.

Ce principe, quelle est donc son histoire dans le pays où il est jusqu'à présent solidement établi ? En France le droit de chasse se trouva être attribut de la propriété, dès que celle-ci eut été clairement définie. Les lois barbares s'occupent de la chasse, mais simplement pour la réglementer.

Avec la féodalité, la chasse devient un droit régulier. Seules certaines classes privilégiées en ont l'exercice ; en principe, seul le seigneur ; en fait souvent les roturiers pratiquent la chasse. L'ordonnance de 1396, dont les dispositions furent renouvelées par diverses ordonnances postérieures, interdit l'exercice de la chasse aux laboureurs et artisans. Avec Louis XI commence la période durant laquelle le droit de chasse est réservé au roi seul : si les seigneurs en jouissent, c'est parce qu'il le veut bien. Le droit de chasse est devenu attribut de la souveraineté.

La constituante, dans la nuit du 4 août, abolit tous ces privilèges et rendit le droit de chasse solidaire du droit de propriété. En 1790, un décret renforça celui du 4 août et resta jusqu'à la loi du 3 mai 1844, le seul texte général relatif à la

chasse, bien qu'il fut très incomplet. Grâce aux lacunes de cette législation, le braconnage se développait d'une façon inquiétante et le gibier disparaissait de plus en plus : la loi du 3 mai 1844 devait avoir pour objet de remédier à cette situation.

CHAPITRE II

Le droit de chasse au propriétaire, principe fondamental de la loi de 1844

La loi de 1844 reproduit dans son article 1^{er} le vieux principe confirmé en 1789 et qui considère le droit de chasse comme un attribut de la propriété : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit ».

Qu'a voulu dire exactement le législateur de 1844 en insérant cet article dans le texte de loi ? A première vue, ces paroles ne demandent aucune interprétation et leur sens paraît très clair. Et cependant il y a lieu de se demander si l'article 1^{er} de la loi de 1844 doit s'interpréter dans un sens large ou comme un texte exceptionnel. Voici ce que cela signifie : les romains déjà permettaient au propriétaire d'un terrain d'empêcher toute personne de passer sur son fonds pour y exercer la chasse. Il disposait du *jus prohibendi*, qui n'était qu'une sanction pour assurer le respect du caractère de droit absolu et sacré de la propriété romaine. Or la loi de 1844 n'a-t-elle fait que confirmer ce caractère absolu du droit de propriété ou au contraire a-t-elle établi une règle exorbitante du droit commun ? Nous nous prononcerons pour la seconde alternative. Tout d'abord, il paraît évident que la loi de 1844 n'eût été qu'une redondance si elle s'était bornée à répéter une règle qui résulte déjà des principes du droit commun.

Et l'on ne peut pas dire que de nos jours encore le droit de propriété implique le *jus prohibendi* lorsqu'il s'agit d'une propriété non close et dépouillée de ses récoltes. Quel intérêt le propriétaire pourrait-il invoquer pour poursuivre le passant ? Aucun. Or pas d'intérêt, pas d'action.

Quel intérêt, dira-t-on, y a-t-il à prendre parti sur cette question ? C'est que toutes les fois qu'une personne traversera la propriété sans chasser, la défense du propriétaire sera vaine. En outre et surtout, si le texte est exceptionnel, il sera plus facile d'arriver à une modification de la législation, puisqu'il ne s'agira que de rentrer dans le droit commun. Et par là nous nous rattachons au système alsacien-lorrain ; car le grand argument des adversaires de ce régime, qui est celui de la communalisation des chasses, supprimant le droit du propriétaire à s'opposer au passage du chasseur, c'est précisément que ce droit est un attribut naturel du droit de propriété, que sa suppression constitue une véritable expropriation et une véritable atteinte au droit de propriété.

Analysons maintenant la teneur de l'article 1^{er}. Le premier terme auquel nous nous heurtons est celui de « consentement ». Sous quelle forme ce consentement doit-il être manifesté ? La jurisprudence décide que si le consentement peut être tacite, il ne doit du moins pas être présumé. Il est d'ailleurs difficile de déterminer quand il y a autorisation tacite. Aussi sera-t-il préférable de se munir d'un consentement exprès, qui devra de préférence être écrit ; car s'il est verbal il sera très difficile à établir. De son côté la doctrine hésite entre trois systèmes : celui de l'autorisation présumée, le système de l'autorisation écrite et celui de la publicité des réserves.

La loi parle du consentement du propriétaire ou de ses

ayants droit. En ce qui concerne le propriétaire, aucune difficulté : on applique les règles du droit commun. Quant aux ayants droit, cette expression comprend certainement l'usufruitier. Le cas de l'usager est discuté ; il devrait pourtant avoir le droit de chasse ; le gibier étant *res nullius*, peu importe qu'il n'ait le droit de percevoir les fruits que d'une façon limitée. Par contre en ce qui concerne le fermier, le propriétaire a le droit de lui interdire de chasser sur son fonds. C'est là l'opinion dominante et qui se justifie, le fermier n'ayant qu'un simple droit personnel, qui lui permet de retirer du fonds les avantages prévus au contrat de bail.

Tels sont les éléments essentiels du système qui constitue le droit de chasse français. Leur simple énumération suffit pour donner une impression d'incertitude et d'incohérence. Leur examen critique va nous mettre en présence des résultats lamentables auxquels ils ont abouti.

DEUXIÈME PARTIE

Le droit de chasse en Alsace-Lorraine

CHAPITRE PREMIER

La chasse en Alsace-Lorraine avant 1881

Inconvénients de la législation de 1844

Origine de la loi du 7 février 1881

L'Alsace-Lorraine avant 1881 demeurait soumise au régime que lui avait légué la France, c'est-à-dire que s'y appliquaient en principe les prescriptions que nous avons examinées jusqu'ici. En principe, car il y eut bien vite quelques modifications de détail. Ainsi, le 1^{er} octobre 1871, l'introduction du Code pénal allemand marque la première atteinte portée au système de 1844. D'autre part, la mise en vigueur du Code de procédure allemand détermina des modifications dans la compétence des tribunaux ainsi que dans la marche de l'instance. Mais ce ne sont pas là des changements fondamentaux ; ils ne touchent en rien au principe qui est la base de la loi de 1844, tel que l'énonce son article 1^{er}. Celui-ci subsistera avec toutes ses conséquences jusqu'à la date du 7 février 1881, jour de la promulgation de la loi qui préside encore actuellement à l'exercice du droit de chasse en Alsace-Lorraine.

Or quelles sont ces conséquences de la loi de 1844, elles-mêmes raisons déterminantes du changement de législation. La loi de 1844 succédant à l'état de choses lamentable résultant de la liberté de chasser, instituée par le décret des 28-30 avril 1790, avait elle-même pour but de remédier à cette situation. Le garde des sceaux le proclamait dans les motifs du projet de loi, déposé à la Chambre des pairs le 17 avril 1843. Il rappelle les plaintes émanées notamment des conseils généraux et leurs vœux touchant un changement de législation. Il montre, en s'appuyant sur la progression du braconnage et corrélativement la disparition du gibier, le bien-fondé de ces réclamations et la nécessité d'une loi nouvelle, de laquelle il attend le repeuplement des chasses en gibier ainsi que la protection de la propriété et de l'agriculture. Ces prévisions optimistes furent loin d'être réalisées par la mise en vigueur de la nouvelle loi. En effet, toutes les prescriptions de détail ne pouvaient réprimer les conséquences désastreuses du principe que maintenait l'article 1^{er} de la loi. Le droit absolu du propriétaire à l'exercice de la chasse sur ses terrains était précisément la cause de tous les maux que décrivait le ministre de la justice dans les motifs de la loi. Les effets malheureux subsistèrent tant en France qu'en Alsace-Lorraine, avec la différence que pour ces derniers pays un remède fut trouvé dans le vote de la loi de 1881.

Tant au point de vue de ses applications pratiques qu'au point de vue économique, la loi de 1844 se montra tout à fait défectueuse.

La loi de 1844 a rendu illusoire l'exercice de la chasse pour la plupart des propriétaires. La prescription de l'article 1^{er} se comprendrait dans un pays de grande propriété, telle qu'on

la trouvait dans l'ancienne France et telle qu'elle subsiste encore de nos jours partiellement dans certains pays de l'est. Une grande étendue de terrains bien définis constitue un domaine de chasse où celle-ci peut s'exercer avec profit. La poursuite du gibier nécessite de vastes terrains où l'on peut s'élan- cer à ses aises sans courir à tout moment le risque d'empiéter sur les droits du voisin. D'autre part, la grande propriété constitue une réserve excellente pour le gibier, permet sa con- servation et sa multiplication. Or chacun sait que la France n'est pas ce pays de la grande propriété. Elle est au contraire par excellence le pays de la propriété paysanne, mot devenu courant et qui désigne très bien la propriété d'étendue suffi- sante pour occuper l'homme et sa famille. Au surplus, cette petite propriété est pour la grande partie extrêmement mor- celée. On peut s'en rendre compte en se reportant aux chiffres d'une enquête agricole de 1884 sur l'étendue de la propriété en France.

	Nombre de propriétaires	Surface en ha
Très petite propriété.	10.425.000	5.212.900
Petite propriété (2-6 ha).	2.175.000	7.543.000
Moyenne propriété (6-50 ha).	1.351.000	19.300.000
Grande propriété (50-200 ha).	105.000	9.400.000
Très grande propriété (plus de 200 ha).	17.600	8.000.000

Il s'agit là de chiffres datant encore de 1884. Or il n'y a aucun doute que pendant les 50 dernières années ce morcel- lement n'a fait que s'accroître ; cette progression est d'ail- leurs toute naturelle puisqu'elle repose principalement sur les lois du partage égal de notre droit.

Souvent aussi, les parcelles sont sans lien entre elles et dissé- minées. Comment dès lors mettre raisonnablement en pra-

tique le principe de l'article 1^{er}. Il est matériellement impossible au petit propriétaire possédant quelques parcelles de terre de chasser ; on a dit avec raison que la chasse s'accommodait le mieux aux pays où le droit de propriété n'existe pas du tout. Etablir une solidarité absolue entre le droit de chasse et le droit de propriété dans un pays où l'on compte la plus forte proportion de propriétaires, apparaît comme une antinomie. Il est absolument nécessaire de disposer d'une certaine étendue de terrains pour que la chasse soit pratiquement possible. Les propriétaires moyens eux-mêmes ne pourront utilement exercer leurs droits que dans les cas très rares où leurs champs formeront une unité territoriale en parfaite cohésion. Il en résulte que ces propriétaires renonceront à exercer la chasse eux-mêmes. Mais le fait de ne pas chasser ne comporte pas l'autorisation de laisser chasser ; la jurisprudence décide que le silence du propriétaire n'emporte pas consentement. Dans la pratique, on chasse sur toutes les petites parcelles de terre qui couvrent la France avec la certitude plus ou moins fondée que le propriétaire ne protestera pas. Car il y a une impossibilité matérielle à obtenir le consentement formel de tous les petits propriétaires qui détiennent les terres de la commune. Le consentement écrit n'est d'ailleurs pas exigé. On chasse donc en vertu d'une tolérance générale, on se fonde sur l'indifférence présumée du propriétaire. Mais ce n'est pas là une garantie ; le chasseur protégé par le silence du propriétaire ne se trouve jamais en pleine sécurité. Il ne faut pas déduire de cette absence de protestation la volonté de ne jamais protester par la suite. La tolérance peut cesser tout à coup, car, article 2232 du Code civil, « les actes de pure faculté et de tolérance ne sauraient fonder

aucun droit ». Le propriétaire a le droit de changer d'avis. Un beau jour, le chasseur qui a déjà traversé plus de cent fois le même lopin de terre sans être dérangé se voit dresser un procès-verbal, parce qu'il n'est plus à ce moment vu d'un bon œil par le propriétaire, qui voit là un moyen commode pour satisfaire sa rancune. Le propriétaire a aussi le droit de faire des exceptions selon les personnes, libre de laisser chasser l'un et de dresser procès-verbal à l'autre. Et notre chasseur serait mal venu d'invoquer sa bonne foi. On est ici — comme par exemple en matière de contributions indirectes — en présence de cette anomalie au point de vue juridique qu'on nomme « délit-contravention ». On ne tient pas compte de l'intention criminelle pour appliquer la peine, et cela pour assurer une répression efficace. La réparation civile ne se justifie presque jamais ici, car ce ne sera qu'exceptionnellement qu'un préjudice résultera du fait d'avoir chassé sur le terrain d'autrui. Et par là même aucune différence n'est faite entre le chasseur de bonne foi et le braconnier de profession. Et ce sera précisément ce dernier qui demeurera impuni dans la majorité des cas, car à qui s'attaquera le propriétaire ? Au chasseur de bonne foi et paisible qui sans méfiance chasse au grand jour, mais rarement au braconnier qui se dissimule ou dont on redoute la vengeance. L'honnête homme trop confiant payera pour le dangereux délinquant. Et si celui-là possède quelque terrain, il essaiera de toute façon de se venger. Ce sera une véritable lutte où chacun essaiera de son mieux à coup de procès-verbaux de calmer sa rancune.

Mais qui dans cette guerre sera la vraie victime, bien qu'en même temps la plus innocente ? Sans conteste le gibier. En effet, cet état de tolérance aboutit à ce qu'on a très juste-

ment appelé la « chasse banale ». Quiconque peut se payer un permis, un fusil et des cartouches peut se considérer comme chasseur et s'en aller sur-le-champ battre plaines et bois, massacrant tout ce qui remue devant lui. En dehors des accidents qui chaque année viennent illustrer cet état de choses, la disparition du gibier en est la conséquence forcée. Il est évident que ces chasseurs de fortune n'ont aucun intérêt à épargner le gibier qui pourrait encore se lever devant eux, sûrs qu'ils sont de le voir fauché le lendemain par quelque inconnu qui vient lui aussi goûter dans ces lieux les joies de la chasse banale. Tout récemment le président du Saint-Hubert Club de France exposait dans la presse (1), sous la rubrique alarmante « La chasse sera réglementée ou bien le gibier disparaîtra », la nécessité d'une réforme. On pouvait y lire notamment : « Le morcellement progressif, ininterrompu de la propriété, par l'effet de la loi successorale, fait que la plus grande partie du territoire français constitue *forcément* ce qu'on appelle « les chasses banales », c'est-à-dire les terres d'une étendue trop petite pour que leurs propriétaires puissent les faire garder en usant du droit que leur confère la loi de 1844, — et au mépris de la défense que fait la loi au porteur de permis de chasser sur le terrain d'autrui sans son consentement — tout le monde y chasse sans scrupule. Il en résulte que les petits propriétaires d'une commune s'autorisent mutuellement, réciproquement à chasser sur leurs terres. A ces chasseurs d'une même commune viennent s'adjoindre leurs invités, les habitués, les fonctionnaires, les étrangers qui non propriétaires eux-mêmes, viennent grossir l'armée des fusils propriétaires ».

(1) *Le Journal*, 24 août 1928.

Il est donc tout évident que par le concours de ces éléments hétérogènes le gibier devienne d'une rareté extrême. A cela s'ajoute d'autre part que l'agriculteur ne trouve lui non plus son avantage à ce régime, car rarement ces bandes de chasseurs — si l'on peut parler d'eux en ces termes — laissent intactes les récoltes des champs qui peuvent encore s'y trouver à l'ouverture de la chasse. Mais même si le petit propriétaire ou encore le moyen propriétaire à parcelles disséminées veulent faire respecter intégralement leur droit, ce qui n'est guère possible à moins d'un personnel de gardes très coûteux et en constante activité, ils ne pourront malgré tout arriver à faire du repeuplement ou à constituer des réserves ; ces propriétaires qui arriveraient à garder leurs terrains libres de tout passage de chasseurs étrangers, ne seront pas encore pour cela plus riches en gibier. Le gibier ne reste pas sur les quelques hectares qu'on a bien voulu lui assigner comme réserve ; et dès qu'il passera dans les champs voisins, il sera reçu à coups de fusil par ces chasseurs d'occasion qui rivaliseront de zèle pour exterminer la dernière pièce de gibier. On aurait tort de leur reprocher leur façon d'agir ; ceux qui viendraient après eux profiteraient amplement et en souriant de leur largesse. Il s'ensuit que pour ne pas être les dindons de la farce les propriétaires seront malgré leur bon vouloir forcés de concourir de leur mieux à cette œuvre générale de destruction. Ils cesseront bien vite de se poser en philanthropes, et il en résultera fatalement une vraie course à la destruction du gibier. Il n'y aurait qu'un seul moyen d'y mettre un frein ; c'est que les propriétaires se mettent d'accord pour louer en commun leur droit de chasse, soit à leur profit personnel, soit au profit de la caisse communale. Car de cette façon on

arriverait à constituer un territoire de chasse suffisamment étendu pour permettre une bonne exploitation de la chasse. Mais d'une part on sort dès lors de l'esprit de la loi de 1844 pour aboutir à la syndicalisation ou à la communalisation du droit de chasse. D'autre part, les tentatives en ce sens ont le plus souvent échoué devant le mauvais vouloir d'un propriétaire ; il est notoire que les rivalités mesquines et les tracasseries de tout genre sont fréquentes entre propriétaires ruraux. Dès lors, on est acculé à la location rendue obligatoire par voie légale, c'est-à-dire au système en vigueur en Alsace-Lorraine.

La nécessité de cette réforme apparaît davantage si l'on se porte du côté économique auquel nous sommes conduits logiquement. Il apparaît à première vue que la France pourrait être un des pays les plus giboyeux du monde entier ; son sol très varié, soit au point de vue conformation physique, soit au point de vue cultures, autant que son climat tempéré et sa situation géographique qui la rend voisine de la mer sur une très grande étendue, font de la France un pays où le gibier trouverait les conditions les plus favorables à son développement. Or de nos jours au contraire et malheureusement on est obligé de dire, sans crainte d'être démenti, que c'est un des pays les plus pauvres en gibier. Antoine Deléclaz (1), qui a parcouru les diverses régions de la France, qui a chassé dans presque tous les coins du pays, arrive pour toutes les régions — exception faite de l'Alsace-Lorraine — à cette conclusion plus ou moins tempérée que le gibier est en voie de disparition complète. Que d'ailleurs celui qui reste sceptique aille faire

(1) A. DELÉCLAZ, *Où en est la chasse en France.*

un tour de chasse dans ce qu'on appelle les chasses banales ; il n'en reviendra certes pas enthousiasmé. Laissons maintenant parler la presse parisienne qui lors de l'ouverture de la chasse en 1926 s'est livrée à un véritable concert de lamentations ; *le Journal des Débats* déplore en ces termes la disparition progressive du gibier en France : « Nous nous croyons toujours à ce beau temps où notre terre de France gardait un pâle reflet de l'âge d'or, où les espèces croissaient et multipliaient suivant la consigne du Très-Haut, sans qu'il fut en la puissance de l'homme de paralyser leur bonne volonté, où les représentants de toutes ces espèces se nombraient par milliers, où la vie était partout, dans le grand chêne et dans le buisson, dans les joncs de l'étang et dans le sillon.

Cherchez-la aujourd'hui : vide et morne elle est comme un sépulcre, la forêt ; le buisson lui-même, désert comme la forêt ne parle plus que par les frissons de ses feuilles, que par les toc-toc des perles de rosée qui tombent sur le fauve tapis, tristes comme des larmes ; l'étang a disparu, l'immense trihu qu'il hébergeait est morte ou a pris son vol vers d'autres climats ; le sillon conserve encore quelques hôtes ; mais toujours poursuivis, toujours harcelés, tués sans discernement, ils sont la frappante image de ces misérables débris des anciennes nations américaines ; dans quelques années, ils auront passé.

Voilà la situation non amplifiée, croyez-le bien. Vous en doutez : comptons un peu. Il n'y a rien de tel que les chiffres pour élucider une question.

Où sont le grand, le petit tétras et la gelinotte autrefois fort communs ? Réduits à quelques échantillons dans les Alpes, le Jura et les Vosges. Où est la grande outarde ? Où

sont certaines variétés de pluviers et particulièrement celle des pluviers guignards, lesquels ont valu aux pâtés de Chartres la réputation que les pâtissiers du cru exploitent rétrospectivement à l'aide de vulgaires perdreaux ? Où sont tous ces beaux et magnifiques oiseaux, tous ces gibiers des jours de fête, toutes ces fleurs de bouche ?

Ils sont où vont, hélas ! le lièvre et la perdrix, où va le clan des chanteurs mangeurs d'insectes, etc., etc., c'est-à-dire tout ce qui est bon, tout ce qui est doux, tout ce qui est utile, tout ce qui est charmant. Encore quelques années, et, soyez-en bien certains, si nous continuons à procéder en enfants gaspilleurs et prodiges, vous chercherez aussi inutilement ceux-ci que ceux-là dans nos plaines et dans nos bois.

Nous ne sommes plus assez riches pour nous passer le luxe du carnage. L'heure de la réforme a sonné pour cela comme en bien d'autres choses ».

Et en 1928 l'auteur de l'article déjà cité (1) déplorait les mêmes résultats : « Les chasseurs se plaignent, et à juste titre, de la raréfaction du gibier qui s'accroît d'année en année, de la disparition progressive, dans certaines régions de la perdrix et du lièvre, ces deux incomparables gibiers indigènes. La caille est presque passée à l'état de mythe dans une grande partie de la France, et je ne parle pas du faisan dont l'élevage n'a pour limites que les moyens financiers dont disposent les possesseurs de chasses gardées... ».

Et pourtant le gibier est dans l'économie nationale un facteur important. Il constitue au même titre que le produit de la

(1) « La chasse sera réglementée ou le gibier disparaîtra », *Le Journal*, 24 août 1928.

pêche une vraie richesse nationale. S'il est impossible de connaître la valeur du gibier annuellement consommé en France, on connaît cependant celle du gibier importé par l'intermédiaire du bulletin de statistique et législation comparée du ministère des finances. La chasse a d'autres résultats de l'ordre économique. Si l'on se place uniquement au point de vue de son influence sur le trésor, la chasse représente, dit M. Ernest Demay (1), un revenu de plus de 30 millions, chiffre d'avant-guerre. A tout cela s'ajoutent les répercussions de la chasse dans l'industrie et le commerce. Elles sont considérables ; on n'a qu'à songer au débouché que la chasse constitue pour la fabrication des armes.

Cet aperçu très bref de l'importance économique de la chasse montre quel intérêt il y a pour l'Etat à ne pas laisser s'amoin-drir une pareille source de richesse publique. Or c'est ce qui est entrain de se produire en France à l'heure actuelle, c'était le cas pour l'Alsace-Lorraine avant 1881. Dans ces provinces on était frappé par la bonne organisation de la chasse en Allemagne qu'on avait alors l'occasion d'étudier. L'on pouvait constater que non seulement l'exercice de la chasse était rendu pratiquement possible, mais aussi que les ressources que l'Allemagne tirait de la chasse et des industries qu'elle engendre étaient considérables. L'Alsace-Lorraine avait devant elle un pays où un mouvement puissant se dessinait en faveur de la protection efficace et rationnelle de la chasse. Et les fruits de ces efforts sautaient aux yeux. Ainsi au point de vue purement économique, les ressources que l'Allemagne tirait de la location des chasses étaient considérables — plus de

(1) R. DEMAY, *Lois sur la chasse*, introduction,

35 millions de marks, avant-guerre (1) — alors que la loi de 1844 les rendait, sauf pour les chasses domaniales, à peu près inexistantes. On voyait que le mouvement aboutissait à une augmentation rapide de la richesse en gibier, que les lois nouvelles rendaient le braconnage très difficile. Des voix se firent entendre en Alsace-Lorraine, réclamant un changement de législation, analogue à celui qui s'était produit en Allemagne par la loi du 7 mars 1850, qui est une loi prussienne, mais dont les principes se retrouvent dans la législation cynégétique des divers pays de l'Allemagne et de l'Autriche. Leur influence apparaît pour l'Alsace-Lorraine, lorsqu'on parcourt les commentaires au projet de loi (2) : « Dans les états allemands voisins, la Prusse, la Bavière et le duché de Bade, le principe que le droit de chasse n'est qu'une émanation de la propriété est également reconnu. Cependant pour éviter les inconvénients signalés, l'exercice du droit de chasse par le propriétaire foncier n'est permis dans ces pays qu'au cas où la propriété comprend des terrains contigus d'une certaine étendue ou est entourée d'une clôture continue. Hormis ces cas, la commune exerce le droit de chasse au nom et pour le compte des propriétaires, et en général au moyen de l'adjudication. Les prescriptions en ce sens se trouvent pour la Prusse dans la loi sur la police de la chasse du 7 mars 1850, pour la Bavière en ce qui concerne les parties situées sur la rive droite du Rhin dans la loi du 30 mars 1850, pour le grand duché de Bade dans la loi du 3 décembre 1850 ». Auparavant en Prusse, on avait vécu sous le régime de la loi du 31 octobre 1848 qui,

(1) G. RÖRIG, *Jagd. Wild. und Bodenkultur*.

(2) Débats du Landesausschuss, VIII^e sess., 1880-81, t. I.

dans un mouvement d'élan révolutionnaire et à l'exemple de la loi française, avait proclamé pour tout propriétaire en Prusse le droit exclusif de chasser sur son fonds. La loi de 1848 eut pour résultat de nombreux abus. Le nombre des chasseurs devint considérable, la surveillance fut rendue très difficile, des abus se commirent à tout instant et le gibier diminua dans des proportions inquiétantes. On voyait se produire les mêmes conséquences que celles engendrées en France par la loi de 1844, avec les répercussions déplorables sur le gibier telles que nous avons essayé de les décrire précédemment, telles qu'on peut encore les constater de ses propres yeux à l'heure actuelle et telles qu'on les voyait en Alsace-Lorraine avant 1881. Et comme dans les provinces plus tard, le législateur allemand se vit forcé de réagir, car de toutes parts on réclama une nouvelle réglementation de la chasse : dans la presse — c'est à ce moment que furent fondées plusieurs revues cynégétiques —, dans les associations de chasseurs. Le législateur, soucieux d'assurer la conservation du gibier, tout en respectant les droits du propriétaire, vint par la loi du 7 mars 1850 — à laquelle succéda en 1907 une loi plus complète mais basée sur les mêmes principes — réglementer la chasse dans un sens plus équitable. Elle respecte en principe le droit du propriétaire, décidant seulement qu'au cas où la propriété serait d'une étendue insuffisante, ce droit sera exercé par l'intermédiaire d'un fermier communal. Il est nécessaire de donner quelques précisions sur ce système prussien, car c'est lui qui a servi de modèle aux législations cynégétiques de presque toute l'Allemagne, en même temps qu'il a servi de base à la loi mise en vigueur en Alsace-Lorraine en 1881.

Aux termes de l'article 2, l'exercice du droit de chasse n'est accordé au propriétaire sur ses propres terres que :

a) Sur les propriétés situées dans le territoire d'une seule ou de plusieurs communes limitrophes, dont la superficie en terres ou en bois s'élève à 300 morgen au moins et dont l'ensemble n'est coupé par aucune terre étrangère. Les cours d'eau et les chemins ne sont pas considérés comme interrompant cet ensemble ;

b) Sur les terrains complètement clôturés ; le Landrath (conseiller provincial) est chargé de vérifier si cette condition est remplie.

c) Sur les lacs et les étangs installés pour la pêche, et qui se trouvent dans lesdites propriétés, ainsi que sur les îles assez grandes pour former une propriété répondant aux exigences renfermées dans la lettre a.

Les terres sur lesquelles le propriétaire n'a pas le droit de chasser personnellement forment ce que la loi appelle les cantons de chasse, qui sont loués par les autorités communales au profit des particuliers propriétaires des terrains formant le canton ; la répartition du produit des locations se fait d'après la contenance cadastrale de chaque terrain. Cela résulte des articles 9, 10 et 11.

Art. 9. — Les propriétaires des terres formant un canton de chasse sont représentés, dans les affaires qui concernent la chasse, par les autorités communales...

Art. 10. — Les autorités communales peuvent, par mesure conservatoire :

a) Défendre complètement la chasse ;

b) Faire chasser par un chasseur particulier pour le compte des propriétaires réunis ;

c) Mettre en adjudication, aux enchères publiques, ou louer à main ferme le droit de chasse sur les terres formant un canton de chasse communal.

La durée des baux de location ne peut être inférieure à 3 ans ni dépasser 12 années.

Art. 11. — Le prix de la location et le revenu du gibier tué par le chasseur particulier sont versés dans la caisse communale.

Ces sommes, déduction faite des frais de garde, sont ensuite réparties, par les soins de l'autorité communale, entre les propriétaires des parcelles sur lesquelles la chasse s'exerce, au prorata de l'importance de ces parcelles ».

L'Alsace-Lorraine avait comme modèle cette loi prussienne, elle en voyait les effets heureux. Elle constatait, à l'opposé, l'état lamentable de la chasse dans le pays, décrit en ces termes par E. Huber, procureur à la Cour de Colmar (1) : « La loi de 1844 ne répondit pas aux espoirs qu'on avait fondés sur son apparition et ne fit pas disparaître les inconvénients que le ministre de la justice avait décrits lors de l'exposé des motifs ; c'est qu'elle en laissait subsister la cause principale, l'exercice illimité du droit de chasse par le propriétaire, le terrain fût-il de la plus petite étendue. Déjà par le fait du morcellement infini des terres, l'exercice de la chasse était rendu sinon impossible, du moins très difficile au propriétaire, exception faite des forêts et des fermes de plus grande étendue. En plus, le prix de 25 francs pour le permis de chasse éloignait beaucoup de propriétaires de l'exercice effectif de la chasse.

Par conséquent, le droit de chasse parut sans aucune valeur à

(1) E. HUBER, *Die Jagdgesetze Elsass-Lothringens*, Strasbourg, 1895,

un grand nombre de propriétaires fonciers. Dans beaucoup de communes la chasse était libre ; dans ces endroits elle était souvent exercée par des gens qui en faisaient une profession, perdant le goût au travail et s'adonnant à l'oisiveté, à la boisson et au braconnage ; en outre, il n'était pas question de conservation du gibier, de telle sorte qu'il était très raréfié et qu'un des buts principaux de la loi de 1844 était manqué. Dans d'autres communes les propriétaires fonciers donnaient souvent l'autorisation de chasser sur leurs propriétés à plusieurs personnes à la fois, si bien que là non plus on ne pouvait parler ni de protection du gibier ni d'une situation de la chasse réglementée et compatible avec l'organisation du pays ; mais souvent aussi il arrivait que les propriétaires cédaient formellement le droit de chasse, donnant toutefois encore par erreur leurs signatures à d'autres personnes, d'où résultaient des procès nombreux et coûteux, ainsi que des inimitiés. Des efforts tendaient à amener les propriétaires à louer en commun leur droit de chasse à leur profit personnel ou au profit de la caisse communale, échoueraient souvent devant l'opposition de quelques-uns ».

Il ne faut donc pas s'étonner d'entendre des voix, tout comme en Allemagne, réclamer des remèdes au législateur. Déjà en 1864, le conseil général du Bas-Rhin fit entendre des récriminations sur la situation résultant de la loi de 1844, dans les termes suivants : « L'extension du braconnage et la diminution du gibier sont deux faits corrélatifs signalés par de nombreuses plaintes : l'un est inquiétant, l'autre regrettable. Pour la dernière discussion du budget on a dénoncé avec raison les dangers que fait courir cette classe de vagabonds, qui du vol du gibier passent à l'assassinat de ceux qui le gar-

dent. A un autre point de vue secondaire, mais cependant digne d'intérêt, on a démontré que l'alimentation par le gibier qui pourrait représenter une valeur de 10 à 12 millions, était compromise par l'insuffisance de la loi, et on a proposé différentes mesures pour y arriver, telles que : l'élévation du prix du port d'armes ou de la poudre de chasse, des peines plus sévères infligées aux récidivistes ».

Après 1870, à plusieurs reprises, le désir d'une réglementation nouvelle du droit de chasse se fit entendre en Alsace-Lorraine. Dans les conseils d'arrondissement plusieurs propositions furent faites en ce sens et acceptées. Ainsi que s'exprime le baron Charpentier, membre de la Délégation d'Alsace-Lorraine et rapporteur du projet de loi dans la VII^e session : « Les motifs détaillés dont le législateur fait suivre en général le projet de loi ont essentiellement pour objet de faire connaître le but et les tendances de la loi.

Dans le cas présent cependant il n'est nul besoin d'un commentaire, ni quant à l'objet, ni quant à la portée de la loi. Ce que nous demandons n'est que la *répétition d'un vœu général*. Le contenu de notre projet peut rencontrer des adversaires, mais non point le fait de vous le soumettre ; *il n'y a pas une personne qui se contente de la législation en vigueur et qui voudrait la voir maintenue sans changement* ».

Le baron Zorn de Bulach (père) énumère de son côté tous les vœux qui ont été manifestés en vue de l'obtention d'une loi nouvelle.

Enfin d'autres membres de la Délégation reconnaissent la nécessité d'une législation nouvelle ; l'un d'eux le fait savoir en ces termes : « Ceux qui comme moi habitent la campagne sont d'accord avec moi pour admettre que la situation actuelle

ne peut durer si nous voulons encore avoir du gibier dans quelques années ». Aussi la Délégation, qui s'occupait chaque année de cette question, transmet-elle plusieurs vœux au gouvernement en faveur d'une loi nouvelle (1). Mais on ne fut pas plus avancé. Ce n'est qu'après que l'assemblée eut été dotée de pouvoirs plus étendus (entre autres le droit d'initiative) et que le nombre de ses membres eut été augmenté, que dans la VII^e session (1879-1880) l'adjudication aux enchères des chasses communales devint, avec l'appui du parti Zorn de Bulach père, l'objet d'une proposition (2), dont l'essentiel consiste dans les principes suivants : la chasse sur le ban communal sera louée aux enchères publiques, au cas où les propriétaires de la majorité des terres décideront en ce sens. C'est le système du syndicat obligatoire. Le produit des locations sera réparti entre les propriétaires intéressés, si la majorité ne décide pas l'affectation de ces sommes au règlement partiel de l'impôt foncier ou à la caisse communale. Les propriétaires de 40 hectares au moins auront le droit d'exercer la chasse personnellement, à la condition cependant qu'au cas où le revenu de l'adjudication des autres terres de la commune rentrerait dans la caisse communale, celle-ci devra être indemnisée proportionnellement à l'étendue des terrains réservés. La proposition fut transmise à la IV^e commission, qui travailla à l'élaboration de deux nouveaux projets (3), dont le premier a pour base, comme le projet initial, le système syndical ; il en diffère surtout par ce trait que l'affectation

(1) Débats de la Délégation, 1875, p. 101 ; 1876, p. 66 ; 1877, p. 198-201 ; 1878, p. 151-154.

(2) *Idem.*, 1879-80, t. II, p. 155.

(3) *Idem.*, p. 571-575.

du produit des locations à la caisse communale ne peut être décidée que par l'unanimité des propriétaires fonciers. Le deuxième projet se base sur le principe de 1844 : tout propriétaire a le droit de chasser sur ses terres, mais seul en a l'exercice celui qui a une propriété d'au moins 40 hectares ou celui qui, par contrat de bail dûment enregistré, a acquis ce droit sur des terrains d'une étendue contiguë d'au moins 100 hectares.

L'assemblée discuta très sérieusement ces deux projets (1). Il fut mis en doute que par la location des chasses les inconvénients signalés comme conséquence de la législation en vigueur pussent disparaître, et on fit valoir qu'une protection trop poussée du gibier nuirait aux propriétaires et à l'agriculture. Ce sont là des considérations qui iraient à l'encontre de toutes les modifications proposées de la législation en vigueur, mais qui, eu égard aux expériences faites dans les états allemands voisins, sont dénuées de tout fondement.

Au premier projet on reprocha une atteinte au droit de propriété, en ce sens qu'il enlevait au propriétaire l'exercice du droit de chasse inhérent au droit de propriété et qu'il l'obligeait à laisser pénétrer des étrangers sur ses terres sans son autorisation. Et à ceux qui prétendaient que le propriétaire ne perdait sa liberté que lorsque la majorité en avait décidé en ce sens, on répondait qu'il était inadmissible de statuer sur les droits de propriété par des décisions majoritaires et de constituer une servitude sur les biens de la minorité par un simple vote. D'autre part, le deuxième projet fit l'objet de critiques sévères : on objectait que s'il n'impliquait pas l'adjudication obligatoire et par suite n'imposait pas

(1) *Idem.*, p. 557-580.

au propriétaire l'obligation de tolérer malgré sa volonté l'accès de ses propriétés à des étrangers, ce projet retirait cependant en fait aux petits propriétaires le droit de chasse sans leur assurer en échange une juste indemnité ; ces propriétaires seront pratiquement forcés à louer leur droit pour obtenir cette indemnité. Mais la location ne serait possible que si leurs voisins voulaient bien louer leur droit à la même personne et qu'au cas où il y aurait un amateur voulant bien réunir à cet endroit un lot de 100 hectares.

Il fut décidé de demander un nouveau projet de loi à une commission spéciale. La commission déposa un projet (1), qui, conformément à la législation allemande que nous avons esquissée, reconnaît que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété mais ne permet l'exercice de ce droit qu'au cas où la propriété est d'une certaine étendue. Le droit de chasse sur tous les autres terrains *devra* être loué. Le produit des locations sera réparti entre les propriétaires fonciers, à moins qu'une majorité, représentant en même temps plus de la moitié du ban communal, ne décide l'affectation des sommes à la caisse communale. Il convient ici de ne pas passer sous silence le rapport que présenta à l'assemblée le baron de Schauenbourg, fils de l'ancien député du Bas-Rhin, parce qu'il justifie très bien le changement à la législation en vigueur, tant au point de vue pratique qu'au point de vue juridique : « Dans tous les pays d'Europe, dit-il, ont été votées des lois de chasse, non point pour favoriser un plaisir égoïste aux dépens de la grande majorité mais pour empêcher que les chasseurs, en donnant libre cours à leur sport favori, n'exterminent le

(1) *Idem.*, p. 793-797.

gibier sur une trop grande échelle et ne portent ainsi un préjudice à l'intérêt public.

En France, on avait cru arriver à ce résultat en votant la loi du 3 mai 1844, qui est encore en vigueur en Alsace-Lorraine; mais depuis longtemps déjà les plaintes sont générales au sujet des lacunes que présente cette loi. Avant et après 1870, les conseils généraux ont attiré l'attention du gouvernement sur l'état de choses en question et réclamé le vote d'une nouvelle loi. Le braconnage a pris chez nous une grande extension. Il est devenu pour une certaine catégorie d'individus une véritable profession...

En Alsace-Lorraine la propriété foncière (exception faite de certaines régions du Haut-Rhin et de la Moselle) est très morcelée. Dans certains bans on peut estimer à une moyenne de 20 ares l'étendue de chaque parcelle agricole, abstraction faite des grandes propriétés et des biens communaux. Etant donné ce grand morcellement, il est presque impossible qu'un chasseur puisse louer toutes les parcelles formant le ban d'une commune. En conséquence, la chasse est exercée sur le ban de cette commune par plusieurs personnes qui s'acharnent à détruire le gibier parce que chacun des chasseurs pense que tout ce qui lui échappera sera pour le voisin.

Si, par extraordinaire, il arrive qu'un chasseur réussisse à recueillir toutes les signatures des propriétaires des parcelles de tout un ban, le gibier n'en est pas plus protégé pour autant. En effet, quand un propriétaire cède aux instances d'un autre chasseur et donne à ce dernier sa signature, ce chasseur chasse également. Qu'arrive-t-il dans ce cas ? Le garde du locataire de la chasse dresse un procès-verbal à ce nouveau chasseur. Devant les juges, ce dernier sortira la signature du proprié-

taire et excipera de sa bonne foi. Les tribunaux ont dû prononcer des sentences d'acquittement dans de nombreux cas de ce genre. Il ne reste qu'une chose à faire au locataire de la chasse : intenter un procès en dommages-intérêts au propriétaire; mais comme les frais de procédure seraient supérieurs à l'indemnité, il laisse faire et se rattrape en abattant autant de gibier que possible.

Cet état de choses ne peut être toléré plus longtemps, car il ébranle le principe du respect des lois. Pour rendre possible l'exercice de la chasse, il est nécessaire de régler la question par une loi qui soit meilleure que l'ancienne et qui réponde mieux aux circonstances particulières du pays.

Vous avez indiqué vous-même ce moyen : il consiste à charger les communes de la location du droit de chasse (amendement Roesch). Dans certains milieux on croit y voir une atteinte à la propriété. Il nous semble que cette croyance repose sur un malentendu. En effet, le législateur n'a jamais considéré le droit de chasse comme une partie nécessaire et essentielle de la propriété. L'article 715 du Code civil dit que la faculté de chasser est réglée par des lois particulières et dans l'article 544 il est dit que la propriété est limitée au droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements...

Si d'ailleurs, ajoutait le rapporteur, on se rangeait à l'avis de ces milieux, il faudrait conclure pareillement que toutes les lois dites d'utilité publique et même celle de 1844 constituent une atteinte au droit de propriété. Revenant plus loin à la législation de 1844, il déclare : « Si l'on se donne la peine d'examiner minutieusement les dispositions de la loi actuelle-

ment en vigueur, on se rendra compte qu'elles gênent considérablement l'exercice du droit de propriété. Le propriétaire de la plus petite parcelle de terrain peut rendre illusoire le droit de chasse à ses voisins, sans être à même de l'exercer lui-même. En somme, c'est l'oppression de la majorité par la minorité avec toutes ses conséquences regrettables. On favorise le braconnage en arguant du fait que l'exercice de la chasse est impossible sur les parcelles louées. Notre projet ne porte nullement atteinte au droit de propriété. Au contraire il ne fait que réglementer le droit de chasse en faveur de la propriété. Il oppose une digue aux abus auxquels ce droit servait de prétexte. C'est la raison pour laquelle nous avons stipulé nettement en tête de notre projet que le droit de chasse revient à chaque propriétaire foncier sur son terrain et que la loi ne poursuit pas d'autre but que de régler l'exercice de ce droit, aussi bien dans l'intérêt du propriétaire que dans l'intérêt public ».

Le projet fit l'objet de trois séances (1), sans que l'assemblée n'y entreprit des modifications importantes. Après la soumission du projet au Staatsrat (conseil d'Etat), le gouvernement se décida pour un nouveau projet qui fut présenté à l'adoption par l'assemblée dans sa VIII^e session (1880). Conforme dans ses principes au projet émané de la Délégation, il n'en diffère que par des changements insignifiants et quelques dispositions jugées indispensables par le gouvernement. Le projet fut adopté par l'assemblée (2) à une énorme majorité après avoir été soumis au Conseil fédéral (Bundesrat). La loi fut rendue

(1) *Idem.*, p. 760-764, 799-806, 809-817.

(2) VIII^e session, 1880-1881, t. II, p. 41-43, 212-216, 251-258.

exécutoire le 7 février 1881 et publiée dans le recueil des lois.

Il ne faut cependant pas croire que la loi nouvelle ne fut plus l'objet d'aucune attaque. Le principe de 1844, appliqué en Alsace-Lorraine antérieurement à la loi, plaît aux esprits avides d'une stricte logique juridique en même temps qu'à ceux qui veulent s'assurer les faveurs d'une certaine catégorie de petits propriétaires, ouvriers et petits employés. Nous serons mieux placés pour juger ces critiques en étudiant la législation en cause, étude qui fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

L'état actuel de la législation cynégétique en Alsace-Lorraine

§ 1. — La loi du 7 février 1881 sur l'exercice du droit de chasse

La loi alsacienne-lorraine tout comme la loi de 1844, commence par formuler dans son article 1^{er}, al. 1, le principe que chaque propriétaire a le droit de chasser sur les terrains et cours d'eau qui lui appartiennent. Elle le fait en ces termes :

Art. 1^{er}. — « L'exercice du droit de chasse appartenant à tout propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur les cours d'eau, seront réglés par les dispositions de la présente loi ».

On voit que la loi ne mentionne le principe qui est le fondement de la loi de 1844 qu'accessoirement. Avec raison, car elle a justement voulu en finir avec le régime désastreux qui en était résulté. Aussi pose-t-elle dans l'article 2, le principe fondamental de toute l'économie de la loi, principe que l'article 3 vient tempérer quelque peu. C'est dans ces deux articles que réside toute la substance de la loi, ce sont eux qui la différent essentiellement de l'ancienne réglementation et qui font tout l'intérêt de l'étude de la loi. Toutes les autres dispositions ne constituent que des détails de réglementation sur lesquels nous pourrions passer rapidement. Par contre nous étudierons plus amplement les articles 2 et 3 que pour la

commodité des explications ultérieures nous reproduisons dans leur texte intégral.

Art. 2. — Le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Pour chaque ban communal, la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années, en se conformant aux prescriptions légales sur la location des biens communaux et sous réserve de la disposition de l'article 10 de la présente loi, relative à la première location.

Chaque ban communal pourra être divisé en plusieurs districts de chasse, dont chacun devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares.

Art. 3. — Les propriétaires de terrains d'une superficie contiguë d'au moins 25 hectares, ou de lacs et d'étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardières, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur leur dite propriété.

Cette partie de la loi contient donc en somme le principe de la communalisation du droit de chasse, limité par l'article 3. Juridiquement et théoriquement le détenteur du droit de chasse est le propriétaire du terrain ; c'est ce que nous dit l'article 1^{er}. Mais on a vu dans le chapitre précédent quelles conséquences néfastes tant pour le chasseur que pour le gibier engendrait dans la pratique l'application intégrale de ce vieux principe. Avant tout, si la loi devait répondre aux espoirs qu'on fondait sur elle, il ne fallait plus accorder à tout propriétaire sans distinction l'exercice illimité du droit de chasse. Mais quelle solution adopter ? Le législateur avait à choisir entre trois systèmes : le système socialiste, le système des

syndicats obligatoires et le système de la communalisation proprement dite :

1^o Le système socialiste, enlève toute liberté à la chasse. Conformément aux principes socialistes, le propriétaire n'a aucun droit à la chasse; ce droit passe à l'Etat qui le délègue aux chasseurs moyennant le paiement d'une redevance qui profite à la collectivité. Il y a véritable nationalisation du droit de chasse.

C'est le système appliqué en Suisse. Mais dans ce pays, il s'explique par l'absence de grands domaines, par le peu d'étendue des cantons et par l'unité de configuration du sol. Mais en Alsace-Lorraine la situation est toute différente. Ce système qui compte d'ailleurs de très rares partisans — les socialistes penchant plutôt pour une sorte de communisme — n'en avait pas du tout en Alsace-Lorraine. Il n'en fut jamais question; son application, aurait abouti à créer une situation tout à fait exorbitante pour un pays de l'empire.

2^o Le système des syndicats obligatoires. Par contre, il fut question d'un groupement des propriétaires en syndicats. Nous avons vu que tel était l'objet du projet initial. Ce projet n'aboutit d'ailleurs pas sous cette forme. C'est que la liberté de décision laissée aux propriétaires entraînerait une variété de systèmes qui risqueraient d'aboutir dans la pratique à des résultats qu'on voulait précisément éviter.

3^o Le système de communalisation. C'est au système de la communalisation obligatoire que s'est arrêté le législateur de 1881. C'était celui déjà adopté par les pays germaniques. C'était aussi celui qui donnait les meilleurs résultats pratiques.

Tel qu'il est contenu dans la loi de 1881, le système de la communalisation aboutit au résultat suivant : la chasse sera

exercée par la commune qui la louera par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années, en ayant soin de ne pas former des districts de chasse d'une contenance inférieure à 200 hectares. C'est là la solution législative qui est à préférer tant au point de vue juridique, qu'au point de vue économique.

Ceux qui veulent la réalisation pratique du principe faisant du droit de chasse l'attribut du droit de propriété, prétendent — en appuyant sur le caractère absolu de ce droit — que la loi de 1881 contient une véritable expropriation d'une des prérogatives du droit de propriété. Montrant en exemple le droit romain où la propriété répondait pleinement à ses caractères *d'usus, fructus, abusus*, ils invoquent l'article 544 du Code civil d'après lequel « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ». Le droit de chasse rentre dans ce droit de jouir des choses qui appartient au propriétaire; l'en dépouiller, c'est le frustrer d'un des éléments de son droit.

Mais ceux qui raisonnent ainsi ont le tort de ne voir qu'un seul côté de la question. Et s'ils voulaient citer en entier le texte qu'ils invoquent, ils verraient qu'il ajoute : « pourvu qu'il n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements ». Cette dernière partie du texte est en réalité en opposition avec celle qui affirme le caractère absolu du droit de propriété. Car elle laisse en définitive au législateur et même au pouvoir réglementaire le soin de dire jusqu'où peut aller ce droit absolu. Et l'on peut trouver de nombreuses restrictions apportées à l'exercice du droit de propriété. En ce qui concerne la propriété bâtie : règlements fixant la hauteur maximale de la construction ; règlement sur l'alignement ; enquête de

commodo et incommodo... Quant à la propriété foncière : autorisation pour le défrichement des bois et forêts appartenant à des particuliers ; réglementation de la culture du tabac, de la fabrication de l'alcool ; possibilité d'ordonner le dessèchement des marais, des travaux de reboisement. D'autre part, les cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ne se comprennent guère si la propriété a un caractère sacré et intangible. Enfin toutes les servitudes légales ne sont qu'une forme particulière de limitations apportées à l'exercice du droit de propriété.

En réalité, toutes ces solutions diverses sont inspirées par la notion d'un intérêt supérieur qu'il s'agit de protéger. Le droit lui-même, quel qu'il soit, n'est plus de nos jours une prérogative intangible du titulaire ; transposé dans la réalité sociale, il se double d'obligations nombreuses qui le grèvent et auxquelles il ne peut échapper parce qu'il ne peut lutter contre les nécessités sociales qui s'opposent à son exercice illimité. La vie sociale elle-même n'est qu'une lutte d'intérêts et dans cette lutte le droit fera triompher l'intérêt qui, jugé du point de vue social, lui paraît plus respectable.

Et si l'on étudie les droits en eux-mêmes, on s'aperçoit qu'il n'en est pas d'absolus, mais que tous sont limités. Partis de cette constatation les jurisconsultes ont construit toute une théorie sur l'usage abusif des droits, dite théorie de l'abus de droit. L'exercice du droit peut dégénérer en abus. Lorsqu'il s'agit de déterminer le moment où commence l'abus, les auteurs ne sont plus d'accord. Les uns soutiennent qu'une personne n'abuse de son droit que lorsqu'elle agit sans utilité pour elle-même, uniquement pour nuire à autrui. Mais cette interprétation est trop étroite, car les complications de la vie

moderne ont amené la jurisprudence à limiter l'exercice d'un droit même lorsqu'elle ne pouvait découvrir aucune trace de l'*animus nocendi*. Comme exemple très caractéristique et allant très loin dans cette voie, citons la décision de la Cour de Poitiers du 29 janvier 1923 : un propriétaire avait obtenu contre son locataire un jugement d'expulsion qu'il fit exécuter. Or l'arrêt fut cassé. Bien que le pourvoi en cassation ne fut pas suspensif, le locataire réclama des dommages-intérêts, en invoquant l'usage abusif du droit. La Cour lui donna gain de cause ; le propriétaire avait abusé de son droit ; il avait à rechercher si son titre n'était pas entaché d'un vice ; son acte était imprudent. On voit donc ici une personne condamnée sans qu'elle ait manifesté aucune intention de nuire à qui que ce soit, alors qu'elle faisait tout simplement usage du droit que la loi lui accorde, et uniquement pour cette raison donnée par le tribunal qu'elle n'avait pas pris toutes les précautions pour s'assurer du caractère définitif de son droit. En réalité, il n'y a là qu'un prétexte trouvé par la Cour de Poitiers qui, mise en présence de deux intérêts opposés, a voulu faire triompher celui qui lui paraissait le plus digne de protection.

Des auteurs se sont ingéniés à condenser ces solutions dans une formule générale. D'après M. Jossierand, « les droits sont donnés en vue d'un but déterminé, et si le titulaire les détourne de ce but, il engage sa responsabilité ». Saleilles trouve que « constitue un abus de droit l'exercice anormal d'un droit », c'est-à-dire l'exercice contraire à sa destination économique et sociale. Tout droit existe pour satisfaire une fonction sociale. Si le titulaire du droit l'exerce dans un but contraire à ce rôle social, il commet un abus et engage sa responsabilité.

C'est là une formule très extensive, mais dans les faits la

jurisprudence l'a appliquée plus d'une fois. La théorie de l'abus de droit peut être généralisée et l'on peut dire que l'exercice abusif d'un droit quel qu'il soit peut engager la responsabilité de son auteur. Pour nous en tenir au droit de propriété, puisque c'est lui qui doit retenir de plus près notre attention, on constate qu'il perd de plus en plus son caractère de droit absolu, inviolable et sacré et qu'il tend à devenir une fonction sociale. La propriété de jour en jour doit supporter plus de charges ; l'exercice de ce droit qui passait pour être le plus illimité est enserré dans de strictes limites par un réseau de lois et règlements, auxquels s'ajoute l'application jurisprudentielle de la théorie sur l'usage abusif des droits. Il ne faut plus définir la propriété le droit absolu que l'on a sur une chose.

Cette limitation du droit de propriété à l'intérêt du propriétaire est acceptée par tous ou presque tous.

« La propriété, dit Saleilles (1), est un droit dont le contenu juridique dépend des usages, des mœurs et de la loi ; là où il y a ce qu'on désigne par abus de droit, il s'agit d'un fait non compris dans le contenu juridique de la propriété ».

M. Ripert (2) s'exprime dans le même sens : « On peut toujours faire de la chose d'autrui un usage inoffensif ». Et un peu plus loin : « Mais on peut encore trouver des hypothèses où l'on doit permettre l'usage inoffensif de la chose d'autrui. Ainsi on se promène dans un champ sans endommager aucune récolte, ou même on cueille des fleurs sauvages, on ramasse

(1) SALEILLES, *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil de l'empire allemand*, 1901, p. 372.

(2) RIPERT, *De l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines*, Paris, 1902, p. 293.

des champignons ou des mousses, y a-t-il une atteinte à la propriété ? On l'a soutenu en se fondant justement sur le caractère théoriquement illimité du droit. Chaque fois que l'on violerait les limites, il y aurait violation du droit ; mais justement nous nions absolument ce caractère illimité. On dit que le propriétaire peut agir en justice, parce qu'il a un intérêt, non un intérêt matériel, mais un intérêt moral à ce que l'on respecte son droit. Nous prétendons au contraire que son droit n'a pas été violé parce qu'il ne saurait aller plus loin que son intérêt ».

Ainsi, par exemple, malgré l'article 552 du C. civ. d'après lequel la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous, l'aéroplane peut librement passer au-dessus de ma terre à condition qu'il la survole à une hauteur suffisante pour qu'aucun intérêt n'en soit troublé, pourvu qu'il ne rase pas mon sol de façon à gêner ma culture ou ma simple tranquillité. Car de quoi pourrais-je me plaindre, du moment qu'en passant au-dessus de ma propriété, l'aéroplane ne me lèse dans aucun de mes intérêts ; qu'il eut passé ou non, cela peut me laisser indifférent. Et si par pur caprice je me décidais à empêcher cet aéroplane ou ce dirigeable à survoler ma propriété, je verrais, bien que je puisse invoquer le texte de la loi en ma faveur, se dresser devant moi l'autorité des tribunaux qui viendrait renfermer dans de justes limites l'exercice de mon droit de propriété en s'appuyant sur la théorie de l'abus de droit. Ce n'est pas là une pure hypothèse, car le cas a fait l'objet d'une décision de la Chambre des Requêtes du 3 août 1915 ; le voisin d'un hangar pour dirigeables appartenant à Clément Bayard avait fait élever sur son fonds des poteaux, des pylônes et des charpentes et les avait garnis de fils de fer barbelés. Un ballon s'y accrocha et s'y déchira. Clément

Bayard intenta contre son voisin un procès en réparation de dommage, obtint des dommages-intérêts et la suppression des poteaux. Car il ne faisait aucun doute qu'ils avaient été élevés sans aucun intérêt pour le propriétaire, et uniquement pour nuire à Clément Bayard.

Il y a là un exemple curieux qui montre très bien que le droit de propriété n'est pas exclusif, absolu, mais limité, que l'on ne peut l'exercer par pur caprice et uniquement pour nuire à quelqu'un, mais seulement dans la mesure des intérêts du propriétaire et dans le but assigné au droit dans la vie sociale. Dès lors, on ne voit pas comment pourrait être justifiée la défense faite par le propriétaire de passer sur ses terres, lorsqu'elles ne sont ni ensemencées, ni couvertes de récoltes, ni entourées d'une clôture et qu'on n'y commet par conséquent aucun préjudice ni aucun acte de nature à troubler la possession du titulaire du fonds ? Le propriétaire n'a aucun intérêt ni pécuniaire, ni moral à interdire l'accès de son fonds à un étranger, du moment que le fait de passer sur le champ ne lèse aucun intérêt d'aucune sorte. Pas d'intérêt, pas d'action. M. Ripert, dans l'ouvrage déjà cité, arrive à une conclusion toute analogue ; il a été conduit logiquement, après avoir étudié le caractère limité du droit de propriété, à considérer la défense faite par un propriétaire à autrui de chasser sur son fonds, quand il n'a aucun intérêt évident à le faire, comme un acte exorbitant du droit commun et ne rentrant pas dans l'exercice normal du droit de propriété. « Une loi spéciale, dit-il, a été nécessaire pour interdire la chasse sur le terrain d'autrui sans autorisation ; c'est donc que si cette loi n'existait pas, les principes généraux n'entraîneraient pas forcément une telle interdiction ».

La législation qui refuse au propriétaire le droit de s'opposer au passage des chasseurs n'exproprierait nullement le propriétaire d'un élément de son droit de propriété. Elle serait tout à fait normale et ne ferait qu'une application générale des diverses solutions auxquelles la jurisprudence a été conduite par le simple bon sens. Ainsi par exemple, la Cour de cassation dans un arrêt du 20 décembre 1894 a admis que s'il est défendu de poursuivre sur le terrain d'autrui une bête simplement blessée et qu'il faudrait pourchasser et tirer à nouveau pour la capturer, rien ne s'oppose à ce que le chasseur aille ramasser, dans un champ sur lequel il n'a pas le droit de chasser, l'animal mort ou mis par ses blessures dans l'impossibilité de s'enfuir.

En résumé, le droit de propriété sur une petite parcelle isolée, non close et dépouillée de ses récoltes, n'entraîne pas juridiquement le droit de s'opposer au passage des chasseurs. Nous avons bien dit « petite parcelle isolée » ; en effet, il y a lieu de réserver une place à part à la grande propriété ; si un champ soit isolément, soit réuni à d'autres champs appartenant à la même personne est d'une étendue suffisante pour constituer un territoire de chasse, où celle-ci peut être exercée d'une façon utile, le propriétaire a dès lors un intérêt véritable à exercer le droit de chasse sur ses terres ; on doit donc logiquement lui reconnaître le droit de s'opposer au passage des chasseurs, car le droit naît pour lui de l'intérêt. La grande propriété unifiée et contiguë se présente avec des caractères tout différents de la petite propriété morcelée et disséminée. La contenance suffisante permet au propriétaire de chasser, sans lui faire courir le risque d'empiéter à tout instant sur le terrain d'autrui ; elle permet aussi d'arriver à conserver

et même à multiplier le gibier; en somme, elle constitue une réserve excellente pour le gibier et rend possible une exploitation rationnelle de la chasse. Si donc il faut donner à ce propriétaire le droit de s'opposer aux entreprises d'autrui, c'est qu'il tire ce droit d'un véritable intérêt et non pas simplement du désir d'être désagréable à autrui. « C'est un résultat qui découle simplement de la nature et de la qualité des immeubles; de même que les petites parcelles ne peuvent être traitées par certains procédés de culture, de même que certains terrains sont inaptes à certaines productions, ici pareillement les différences d'étendue auront pour conséquence des modes différents d'exploitation de la chasse. Qui pourrait s'en plaindre, même au point de vue des principes? Est-ce que le possesseur de deux ares de terre peut cultiver son lot à la charrue? Le propriétaire d'une forêt d'un hectare a-t-il la prétention d'y élever une haute futaie susceptible de toutes les combinaisons d'un aménagement régulier? Evidemment non; chacun ne peut profiter de sa chose que d'une manière conforme à la situation et à la nature de l'immeuble; l'inégalité, sur ce point comme sur tant d'autres, est un fait inéluctable. Pour revenir à la chasse, en fait, son exercice par les petits propriétaires est impossible; avec notre législation française, ils n'ont d'autre ressource que de se répandre sur les terres les uns des autres, par suite d'une tolérance tacite; le résultat nous le connaissons; on massacre impitoyablement tout gibier, même le plus tendre, pour empêcher le voisin de le prendre à son tour » (1).

(1) Ch. GUYOT, *La chasse en Alsace-Lorraine*. Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Nancy, 1886, Paris, 1886.

La même solution doit s'appliquer, par identité des motifs, aux propriétaires de terrains clos.

La communalisation, telle qu'elle est conçue par la loi du 7 février 1881, répond pleinement à cette analyse de la situation juridique du propriétaire. En enlevant l'exercice du droit de chasse aux petits propriétaires, elle fait une juste application du concept de propriété tel que nous venons de l'étudier ; en réservant cet exercice aux propriétaires de terrains d'une certaine étendue (art. 3) ou entourés d'une clôture continue (art. 1), elle tient compte de la différence d'intérêts que nous avons observée entre la grande propriété et la propriété morcelée. En tous points, elle ne heurte pas la conception qu'on se fait actuellement des droits et devoirs du propriétaire.

Il s'est cependant trouvé des adversaires du système de la loi de 1881 pour lui reprocher un caractère féodal, prétendant qu'elle créait un véritable privilège en faveur de la grande propriété. Nous venons de voir que cette objection est dénuée de tout fondement, la différence établie entre les grands et les petits propriétaires se justifiant par les différences dans les caractères de leur propriété.

Mais alors, répondent les adversaires de ce régime, sans être de tendances féodales, il a tout au moins un caractère anti-libéral et anti-démocratique. Seuls les riches peuvent chasser puisqu'il faut ou bien posséder au moins 25 hectares de terres, ou bien louer la chasse sur une grande étendue pour un prix relativement élevé.

Cette critique est-elle fondée ? Pas plus que la précédente. Ces personnes, semble-t-il, voudraient accorder le droit de chasse indistinctement à tout le monde établissant ainsi l'égalité parfaite. Mais alors ils devront condamner tous les

systèmes qui font plus ou moins du droit de chasse l'attribut de la propriété, y compris celui de 1844 ; car ici aussi toutes les personnes qui ne sont pas propriétaires ou qui ne peuvent louer une chasse ne peuvent pas chasser. Le seul système qui puisse trouver grâce devant les attaques de nos adversaires est celui qui déclare la chasse libre pour tous. Mais alors il faut sacrifier le droit de propriété et adhérer aux principes socialistes. On est mal fondé dès lors pour invoquer les principes de 1789, formulés par la Déclaration de la même année à laquelle il semblerait — suivant ces critiques — que le régime créé en 1881 s'opposât formellement. En effet, la révolution n'a pas du tout et à aucun moment eu pour but la réalisation des principes socialistes. Comment voudrait-on voir du socialisme dans la Déclaration de 1789 qui fait de la propriété un « droit inviolable et sacré » (art. 17). Ce qu'elle a entendu par le terme égalité, ce n'est pas l'égalité de fait, mais uniquement l'égalité des droits qui aboutit à donner à tous les citoyens les mêmes droits, à permettre à chacun de tirer le parti qu'il peut des institutions de droit offertes à tous. Déclarer que chacun a le même droit d'acquérir toute terre, n'implique nullement que tous soient effectivement et également propriétaires. Pareillement la loi de 1881 respecte l'égalité des droits puisqu'elle accorde à tout citoyen le droit de chasser ; s'il ne peut pratiquement l'exercer, ce n'est pas par l'effet de la loi, comme si l'on voulait prétendre que c'est par la volonté du législateur que tous ne sont pas également propriétaires. Il y a des inégalités de fait préexistantes à l'intervention du législateur. Ainsi en est-il de l'inégalité entre les petits et les grands propriétaires et plus généralement de l'inégalité des conditions sociales. La loi de 1881 n'a pas du

tout créé cette inégalité. Elle a au contraire permis aux petits propriétaires de tirer profit de leur droit dont ils ne pourraient jouir utilement et légalement par eux-mêmes, étant donné le morcellement de la propriété. D'autre part, ceux qui n'ont pas le moyen de louer à eux seuls tout un district de chasse, ont le droit de s'associer entre eux pour louer en commun le canton. C'est ce qui se fait très fréquemment en Alsace-Lorraine. La cotisation à payer par chaque associé est souvent très peu élevée, ce qui permet à des personnes peu fortunées de se livrer aux plaisirs cynégétiques. Evidemment, il faut pouvoir disposer d'une certaine somme d'argent ; mais, nous l'avons dit, cette inégalité n'est pas à éviter, à moins d'arriver à une sorte de communisme qui déterminerait infailliblement la destruction radicale de tout gibier. Nous avons vu une image de ce régime là où, sous l'empire de la loi de 1844, on était arrivé au système de la chasse dite banale. Et encore y a-t-il là les droits du propriétaire. La liberté entière provoquerait l'extermination totale du gibier. Cela suffit à la condamner, le gibier constituant une véritable richesse nationale.

Et alors que nous nous efforçons de montrer que la loi de 1881 n'est ni féodale, ni anti-démocratique, d'autres adversaires viennent nous dire que cette même loi présente un véritable caractère socialiste et constitue un acheminement vers le communisme. N'enlève-t-elle pas en effet le droit de chasse aux particuliers pour le donner à la commune. Mais pourquoi parler de socialisme dès qu'on voit l'intervention d'un organisme public ? Le droit de chasse reste aux particuliers, mais est simplement exercé par l'intermédiaire de la commune. La répartition du produit des locations se fait entre les propriétaires auxquels on enlève l'exercice du droit de chasse ;

la commune ne sert que d'intermédiaire. Et puis, comment taxer de socialiste un système qui enlève l'exercice du droit de chasse aux petits propriétaires pour le réserver aux grands qui sont précisément l'objet des attaques les plus directes de la part des socialistes ?

Toutes ces critiques sont dénuées de tout fondement, nous croyons l'avoir prouvé suffisamment. D'ailleurs, lorsque l'un vient reprocher au système de 1881 un caractère féodal pour qu'un autre aussitôt veuille y voir un acheminement vers le communisme, on peut en toute confiance rejeter ces critiques comme des opinions faites de parti pris et basées sur des préjugés. L'examen des conséquences pratiques et économiques de la communalisation fera voir quelle valeur il faut accorder à ces critiques.

Pratiquement une réforme s'imposait, nous l'avons vu. On peut affirmer sans crainte d'être démenti que la loi a pleinement rempli le but que lui avait assigné le législateur. Elle a fait sortir la chasse de l'état lamentable dans lequel elle se trouvait antérieurement. Son exercice devenait pratiquement possible, du moment que le chasseur n'était plus obligé, chaque fois qu'il traversait les limites d'un champ, de se demander s'il était encore autorisé à chasser et si au lieu d'une pièce de gibier il n'allait pas récolter un procès-verbal. Il avait devant lui tout un ban communal sur lequel il pouvait librement chasser sans crainte d'être dérangé. Les tracasseries qu'auparavant les propriétaires pouvaient exercer à l'encontre de certaines personnes à l'égard desquelles ils gardaient quelque rancune devenaient désormais impossibles. L'Alsace surtout est un pays où la propriété foncière est extrêmement morcelée ; dans certains bans, nous l'avons vu, la moyenne pour l'étendue

des parcelles agricoles n'est que de 20 ares ; la communalisation a permis de faire de tous ces lopins de terre un territoire de chasse unique et suffisamment étendu pour permettre l'exercice utile de la chasse. Le chasseur ne s'acharnera plus à la destruction du gibier puisqu'il ne risque plus que la bête qu'il aura épargnée un jour soit tuée par un autre le lendemain. L'intérêt lui commande au contraire d'épargner dans une large mesure pour — pareil à un éleveur — être récompensé de ses soins après une période de plusieurs années. Dans ce but, il cherchera à s'assurer le concours de ses voisins ; l'accord impossible entre des centaines de propriétaires peut pratiquement aboutir lorsqu'il ne s'agit plus que de deux ou trois personnes. L'adjudicataire du droit de chasse, qui se voit assuré son droit pour une longue période, prendra toutes les mesures pour la protection et la multiplication du gibier. Il engagera les services d'un ou de plusieurs gardes qui s'occuperont activement de la répression du braconnage en même temps que du piégeage des animaux nuisibles.

L'exploitation de la chasse est de la sorte — conséquence importante en même temps que justification économique du système de 1881 — devenue en Alsace-Lorraine une véritable industrie, source de richesses. Pour s'en rendre compte il n'y a qu'à citer quelques chiffres. En ce qui concerne uniquement le produit des locations du droit de chasse, il est très important puisqu'il s'élève pour les trois départements réunis à la somme de 3.200.000 francs, et cela sans les forêts domaniales qui se louent séparément et dans les mêmes conditions que pour le reste de la France. Il ne faut pas oublier que ce sont là des chiffres de 1919 et que les revenus des prochaines locations (1928) seront beaucoup plus élevés.

On peut se faire une image de la progression énorme des prix d'adjudication, en comparant le produit des locations du droit de chasse dans quelques communes d'Alsace, où on a procédé partiellement aux locations, aux chiffres de 1919. C'est souvent le coefficient 10 qui s'applique, parfois celui de 14 (1) :

	1919	1923
Kilstett.	2.700	15.000
Holzheim.	4.000	20.000
Sundhoffen.	6.400	29.300
Blaesheim.	9.790	51.600
Hindisheim.	8.900	59.900
Entzheim.	4.790	49.000
Yechsheim	4.600	64.600

Les communes ont là une source importante de revenus ; certaines ont pu échapper aux centimes additionnels grâce au produit de l'adjudication de leur chasse. On comprend qu'elles tiennent au maintien d'une loi qui leur est si avantageuse. Après l'armistice on a vu des politiciens qui voulaient l'introduction pure et simple de la loi française en Alsace-Lorraine, croyant par là servir des intérêts particuliers. La fédération des chasseurs d'Alsace et de Lorraine s'est adressée aux conseils généraux et, d'accord avec ceux-ci, le gouvernement, en été 1922, a consenti à faire un referendum dans toutes les communes d'Alsace et de Lorraine pour connaître leur opinion. Celles-ci à une très forte majorité se déclarèrent pour le maintien de la loi ; sur 1.700 communes ayant exprimé leur avis, 360 se déclarèrent pour l'introduction de la loi fran-

(1) Communiqué par le syndicat général des chasseurs en forêt, Strasbourg.

çaise, 375 pour le maintien de la loi locale avec modifications et 965 pour le maintien sans changement. Cette majorité, de l'avis général, eût été encore bien plus forte si la question de la réparation des dégâts causés par les sangliers avait été à ce moment déjà réglée de la même façon qu'elle l'est de nos jours. En effet, une loi de 1925 a complètement exonéré les communes de leur contribution au paiement des indemnités en le faisant retomber en entier sur les adjudicataires du droit de chasse. A propos de ce referendum, il est curieux de constater que ce sont les communes où domine l'élément agricole qui se sont prononcées pour le maintien de la loi locale. Il ressort de là que la communalisation ne va pas à l'encontre des véritables intérêts du propriétaire foncier, mais qu'elle ne plaît pas à ceux qui croient voir dans le principe de la chasse banale une belle occasion pour chasser aux dépens de ceux qui possèdent la terre.

Les prix d'adjudication varient d'ailleurs avec les communes. Voici quelques exemples du Bas-Rhin (1) :

Eywiller.	11 fr.	Bischwiller. . .	1.650 fr.
Rott	220	Dohlenheim . .	1.980
Rottelsheim.	330	Wolfisheim. . .	5.326
Hattmatt.	460	Ingwiller. . . .	9.981
Bossendorf	550	Brumath. . . .	11.962
Wiwersheim.	660	Eschau.	16.940
Woellenheim.	770	Plobsheim . . .	22.141
Rothbach.	1.100	Sélestat	30.250

Ces variations s'expliquent en grande partie par la plus ou moins grande abondance en gibier. Car tout naturellement

(1) A. DELÉCRAZ, *Où en est la chasse en France*, p. 141.

le prix d'adjudication d'une chasse variera proportionnellement à sa richesse en gibier. Les communes sont donc par là amenées à surveiller l'exploitation de la chasse ; elles le font par l'insertion dans le cahier des charges de clauses ayant pour but la conservation du gibier. Aussi celui-ci n'est-il pas près de disparaître en Alsace-Lorraine. De l'avis de tous ceux qui y ont chassé, cette région constitue un des pays les plus giboyeux.

M. Ch. Guyot, professeur à l'école forestière à Nancy, lors du congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, qui s'est tenu à Nancy en 1886, donc peu d'années après le vote de la loi, montrait déjà en exemple la richesse en gibier de l'Alsace-Lorraine (1).

Antoine Delécras (2) oppose cette richesse à la rareté du gibier dans les autres provinces.

Les journaux, eux aussi, ne manquent pas d'insister sur ce fait. En 1926, on pouvait lire dans l'*Intransigeant* : « ... Et toutes ces chasses sont giboyeuses, au grand plaisir des chasseurs. Le lièvre indice de la prospérité des chasses abonde partout ».

Enfin donnons l'impression de chasseurs venus de l'autre côté des Vosges participer à des battues organisées le 27 novembre 1926 par des alsaciens qui, dans l'intention de faire connaître à ces chasseurs les résultats auxquels on est arrivé par l'application de la loi de 1881, leur ont adressé cette invitation. D'un discours prononcé à cette occasion par le président du comité national de la chasse, on peut retenir le passage

(1) Ch. GUYOT, *La chasse en Alsace-Lorraine*. Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Nancy, 1886. Paris, 1886.

(2) A. DELÉCRAS, *op. cit.*, p. 123 et suiv.

suivant : « ... il nous coûtera de partir et de retourner dans certaines plaines arides, où de loin en loin on voit un lièvre échappé au massacre. Nous avons été frappés sur certains terroirs de la densité et de l'abondance du gibier, et nous nous disons, ce qui ne fait de doute pour personne, que si une méthode qui donne de si bons résultats pouvait être appliquée à l'ensemble du pays, le gibier y deviendrait aussi abondant, et chaque chasseur pourrait rentrer de la chasse, sa carnassière remplie ». Ces paroles n'étonneront plus quand on saura que les battues du 27 novembre donnèrent 915 lièvres, 85 perdreaux, 35 lapins, 40 faisans, 2 chevreuils, 1 canard et 1 hermine.

On peut affirmer que la valeur marchande du gibier abattu s'élève au moins au montant du produit des locations. Il n'est pas possible de donner plus de précisions du moment que le gibier tué n'est soumis à aucun contrôle statistique. En tous cas, le gibier vendu est assez abondant pour que pendant cinq mois de l'année on puisse se procurer des lièvres au prix équivalent de la viande de boucherie. C'est là un résultat qui prouve suffisamment la valeur sérieuse de la communalisation du droit de chasse au point de vue économique.

Il ne faut pas oublier non plus toutes les branches de l'activité économique qui sont directement intéressées à une bonne organisation de la chasse : manufactures d'armes et d'accessoires de chasse, cartoucheries, commerce d'armes et de gibier, etc. Leur essor est lié à l'abondance du gibier, elle-même fonction de la législation. En ce qui concerne les gardes-chasses, ils seraient pour la plupart privés de leurs salaires le jour où l'on ne donnerait plus aux chasseurs l'intérêt qu'ils ont de nos jours à assurer la protection efficace du gibier.

Enfin, la communalisation rend inutile la constitution de grands domaines de chasse uniquement dans le but d'y élever le gibier et où la culture est négligée. En effet, en Alsace-Lorraine on ne peut trouver un domaine acquis avec l'intention d'en faire une réserve pour le gibier. La loi de 1881 permet de réunir les terrains nécessaires à la chasse, sans que les intérêts de la culture y soient négligés. Par contre, la loi de 1844 obligeait les personnes désireuses de chasser au vrai sens du mot à se rendre propriétaires d'une étendue de terres suffisante pour que pratiquement la chasse y fût possible. Le choix de ces personnes se portait évidemment en premier lieu sur les terres qu'ils pouvaient se procurer à bas prix, c'est-à-dire sur les terres infertiles ou très maigres en rendement. Mais rien ne prouve que l'élevage ou la forêt par exemple y fussent improductifs, alors que ces terres restaient en friches pour permettre à leurs acquéreurs l'exercice libre de la chasse et aussi pour fournir un milieu plus apte au développement du gibier. Souvent aussi ces personnes originaires d'une grande ville tiennent à avoir leur domaine de chasse près de leur résidence habituelle, ne craignant pas d'engager de fortes sommes dans la formation de ces territoires giboyeux. Le système alsacien-lorrain évite les résultats auxquels aboutit la législation « démocratique » : il permet de chasser même aux personnes peu fortunées sans réserver en fait le droit de chasse à l'aristocratie de l'argent ; il n'enlève pas des milliers d'hectares à la prospérité économique de la nation pour en faire une lande giboyeuse. Je n'invente rien. Voyons ce que nous dit à ce propos M. Guillaumin dans le *Quotidien* :

« Gros financiers, commerçants arrivés, industriels notoires tiennent à honneur de posséder leur terrain de chasse.

En Sologne, et même en Brie, les friches se multiplient pour le plus grand plaisir du Tout Paris de l'argent...

« J'ai entendu parler de vingt-trois fermes productives plus de mille hectares — sacrifiées dans une seule commune de Seine-et-Marne, transformées en lande giboyeuse.

« M. Thillier, du Loir-et-Cher, dans un rapport écrit en 1922, signale des faits semblables, mentionne notamment l'affligeant contraste entre deux terres voisines séparées par une seule clôture. L'une, de faible étendue, mais cultivée avec soin, assurait la subsistance d'une famille nombreuse. L'autre, de plusieurs centaines d'hectares, en bon rapport hier, maintenant « remise volontairement en friche pour y faire pulluler les animaux nuisibles. Résultat non prévu par ceux dont l'initiative féconde au siècle dernier, a assaini et fertilisé la Sologne ».

« Ces parisiens somptuaires, lorsqu'ils viennent, le samedi soir, en joyeuse compagnie, ne donnent pas l'exemple de toutes les vertus. « La pluie d'or que parfois ils répandent — observe M. Thillier — arrose les parasites et non les producteurs ».

« En fait d'avantages, les cultivateurs voient leurs récoltes ravagées de telle façon qu'ils en arrivent à renoncer aux blés d'automne. L'une de ces dernières années, une emblavure de 40 hectares dut être labourée et ensemencée à nouveau presque en entier, le printemps venu...

« En Alsace-Lorraine, le gibier est toujours, si je ne m'abuse, considéré comme bien collectif. Car le gibier, ignorant bornes et limites, fréquente tous les terrains. Les communes mettent aux enchères le droit de chasse sur l'étendue de leur territoire et s'assurent ainsi un beau revenu annuel, un revenu dont le

total dépasse un million pour chacun des trois départements. N'y aurait-il pas là un exemple à suivre ? ».

Et dire que même en Sologne ces terres pourraient être une source de revenus fort appréciable au point de vue agricole, si l'on en juge par les amendements qui ont été pratiqués dans cette région et qui ont souvent abouti à créer des domaines productifs. Lecoutteux en a fait la démonstration fort probante dans un domaine de 600 hectares qu'il a acheté dans la Sologne à 400 francs l'hectare. Il a divisé ce domaine en trois zones : à la périphérie, boisement ; plus près, culture pastorale ; dans le voisinage immédiat de l'exploitation, culture intensive sur quelques hectares d'abord, qui nécessitait évidemment de très grands frais, le sol ne se prêtant pas du tout à ce genre de culture. Mais petit à petit, Lecoutteux a augmenté le domaine de culture intensive pour arriver à la fin de sa pratique à 130 hectares.

Comment la loi de 1881 a-t-elle organisé le fonctionnement pratique de ce principe de communalisation, dont nous venons d'étudier la valeur économique ?

L'article 2 dit dans son alinéa 1^{er} que « le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires ». Cet alinéa 1^{er} pose en somme le principe de la communalisation. Certains ont prétendu que ce n'était pas la communalisation proprement dite, mais un autre système qui s'appliquait en Alsace-Lorraine et qui serait la syndicalisation. Dans ce dernier système on propose d'étendre aux syndicats de chasseurs la législation sur les syndicats obligatoires. D'après elle, il est permis aux trois quarts des intéressés, représentant plus des deux tiers des

superficies, ou aux deux tiers des intéressés représentant plus des trois quarts des superficies, d'imposer aux autres propriétaires la constitution d'un syndicat, qui prend dès lors le nom de syndicat obligatoire. Ce syndicat pourra exploiter directement ou louer la chasse ou la faire exploiter par les soins de la commune. Au contraire, dans le système appliqué en Alsace et en Lorraine, les propriétaires n'ont pas le pouvoir de décider de l'exploitation de la chasse ; celle-ci sera exercée par l'intermédiaire de la commune qui devra, aux termes de l'article 2, alinéa 2 de la loi, procéder à l'adjudication du droit de chasse : « Pour chaque ban communal, la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années, en se conformant aux prescriptions légales sur la location des biens communaux et sous la réserve de la disposition de l'article 10 de la présente loi, relative à la première location ».

Il résulte de cette disposition que chaque ban communal forme un territoire de chasse ; toutes les terres — quelles qu'elles soient — situées sur le ban de la commune devront entrer dans l'étendue soumise à l'adjudication. N'en sont exceptées que les chasses réservées dans le sens de l'article 3 de la loi. D'autre part l'article 1^{er} en exclut :

1^o Les terrains de l'administration militaire et ceux de l'administration des chemins de fer de l'Empire, les forêts domaniales et celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires ;

2^o Les terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins.

En ce qui concerne les terrains de l'administration militaire et ceux de l'administration des chemins de fer, le légis-

lateur n'a pas voulu les soumettre aux dispositions de la loi, eu égard à leur destination. Les autorités compétentes seront libres de régler l'exercice du droit de chasse sur ces terrains, en respectant bien entendu les lois de police sur cette matière.

Pour les forêts domaniales et celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires, il n'a pas semblé nécessaire de les soumettre à la loi, étant donné qu'en règle générale elles sont d'une étendue supérieure à 25 hectares, permettant par conséquent l'exercice direct du droit de chasse. Aussi la chasse de ces forêts est-elle exercée en régie directe, auquel cas on parle de « chasses administrées », ou bien mise en adjudication. D'après les règles en usage, au moins la moitié de ces chasses était du temps allemand adjugée publiquement au plus offrant. Aujourd'hui, elles le sont toutes. L'adjudication des chasses dans les forêts domaniales est réglée par un cahier des charges spécial, dont les conditions correspondent en général aux dispositions du cahier des charges établi par le ministère de l'agriculture pour les locations des chasses communales.

Enfin, en stipulant une exception pour les terrains clôturés, la loi ne fait que reproduire l'article 2 de la loi du 3 mai 1844, qu'elle entend maintenir et qui est ainsi conçu : « Le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ». La seule différence consiste en ce que la loi de 1881, contrairement à celle de 1844, n'exige pas que l'enclos soit attenant à une habitation. Cependant, probablement en souvenir de l'ancienne législation, la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883, dans son article 9 reproduisant exactement les termes de la loi

française, n'autorise la chasse sans permis que « dans les possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ».

D'après une jurisprudence constante de la Cour d'appel de Colmar, la clôture doit être de telle nature qu'elle ne laisse pas l'accès à la propriété ouvert à l'homme et que d'autre part elle ne permette pas le passage aux chiens ou au gibier à poils.

L'étude des dispositions particulières à la chasse sur les terrains entourés d'une clôture nous oblige à répondre à une question de droit intéressante : le gibier qui se trouve à l'intérieur de cet enclos est-il propriété du possesseur ou au contraire doit-on le considérer encore comme une *res nullius* ?

Si l'enclos a les caractères d'un véritable parc à gibier dont la séparation du fonds pourrait en diminuer la valeur, on serait dans une hypothèse d'immobilisation par destination. Le gibier deviendrait alors immeuble à titre d'accessoire de l'immeuble auquel il se rattache. En effet l'article 524 du Code civil a rangé parmi les objets soumis à l'immobilisation notamment les poissons des étangs et les lapins des garennes. Quelle différence y a-t-il entre ces lapins tenus dans les garennes et le gibier se trouvant dans les enclos dont parle la loi ? Le Code civil a simplement reproduit en cette matière l'ancien droit (v. Boutillier et Gui Coquille). Il ne nous défend pas d'élargir l'énumération qu'il n'a donnée qu'à titre d'exemple, ce qui ressort du mot « ainsi » qu'il emploie au début.

Or il résulte des articles 522, 524 et 525 qu'il faut, pour qu'il y ait immobilisation, que l'immeuble et le meuble appartiennent à la même personne. Cette condition est d'ailleurs

impliquée dans le but de la théorie qui est une raison pratique : on a voulu éviter que des objets mobiliers qui sont les accessoires d'un fonds n'en soient séparés, contrairement à la volonté du propriétaire et au détriment de l'utilité générale. Par là même le code a implicitement tranché la question de propriété ; en particulier, les lapins vivant dans les garennes sont devenus objets de propriété privée, de même que les poissons des étangs. Le Code civil a considéré les poissons introduits dans un étang et les lapins tenus dans les garennes comme ayant par ce fait perdu leur caractère de *res nullius*. Le gibier de notre enclos, qui n'est qu'un autre exemple d'immobilisation, a pareillement cessé d'être une chose sans maître.

L'article 524 exige en outre qu'il s'agisse d'objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds. Par conséquent il n'y aurait plus immobilisation s'il n'y avait aucun rapport de destination entre le meuble et l'immeuble. Il faut que le gibier fasse partie de l'exploitation du fonds. S'il n'y est placé que d'une façon accidentelle il ne sera pas immobilisé.

Faut-il pour qu'il y ait immobilisation que l'enclos soit attenant à l'habitation, ce que prévoit la loi française seulement et non la loi de 1881 qui nous occupe ? Cela n'est pas nécessaire, car l'immobilisation résulte de la seule affectation du gibier au service du fonds. Si donc le gibier est soumis à un véritable élevage et présente une importance telle que sa séparation du fonds ne pourrait que nuire à la valeur de ce dernier et à sa bonne exploitation, il sera immobilisé.

Est-ce à dire qu'il ne sera pas propriété du possesseur de l'enclos au cas où il ne présenterait pas les conditions néces-

saires à l'immobilisation ? Aucunement. Car dans la théorie d'immobilisation, l'identité de propriétaires du fonds et du gibier est une condition même de son immobilisation. Le caractère de propriété ne résulte donc pas de l'immobilisation, mais doit lui être antérieur. Et quelle raison s'oppose à l'attribution du gibier au propriétaire du terrain clos ? Le gibier est une chose sans maître, une *res nullius*, c'est entendu ; mais les choses sans maître ne sont-elles pas définies précisément comme « des choses qui, par leur nature, sont susceptibles de propriété privée et que rien n'empêche d'avoir un maître mais qui en fait n'en ont pas » (1). Or à l'exemple des poissons qui eux aussi sont normalement *res nullius* et qui introduits dans un étang deviennent la propriété de celui qui le possède, à l'exemple des lapins, choses sans maître, et qui en auront un dès qu'ils seront tenus en garennes, il faut logiquement attribuer le gibier enfermé dans un terrain clos au propriétaire de ce terrain. Ce qui normalement empêche que le gibier soit considéré comme objet de propriété, c'est qu'il ne réside pas constamment sur un terrain donné mais voyage à travers beaucoup de propriétés. Si on déclarait le gibier propriété de celui auquel appartient le terrain sur lequel il se trouve, on arriverait à cette conséquence inadmissible qu'il changerait aussi souvent de propriétaire qu'il changerait de terrains appartenant à des propriétaires différents. Or dans notre hypothèse, par le fait de la clôture du terrain, la possibilité de s'échapper pour se rendre sur une autre propriété est enlevée au gibier. Le gibier « qui en fait n'a pas de maître » en aura un dès qu'il entrera dans l'enclos, puisque dès ce moment

(1) PLANIOL, *Traité élém. de droit civ.*, IX^e édit., t. I, n^o 2187.

il sera sous la maîtrise constante du propriétaire dont il ne pourra plus s'échapper. Mais il faut que l'enclos soit construit de telle façon qu'il rende le passage impossible, ainsi que le décide la Cour de Colmar.

Il résulte de cette interprétation que le braconnier qui entre dans l'enclos et tue une pièce de gibier sera poursuivi pour délit de vol et encourra une peine plus sévère que s'il n'avait commis qu'un délit de chasse.

L'opinion que nous venons d'exposer a également été soutenue par la Cour de Colmar dans un arrêt du 20 mai 1882 (Jur. Zeitschr. für Els.-Lothr., t. 7, p. 548). Des motifs extrayons le passage suivant : « ... l'exercice du droit de chasse sur ce terrain n'appartient pas à la commune et l'entrée dans la propriété pour y chasser conformément au contrat d'adjudication ne peut être accordée, *d'autant moins que le gibier qui s'y trouve et qui ne peut plus s'en échapper, appartient au propriétaire et n'est plus soumis au droit d'occupation* ».

Le territoire de chasse, c'est-à-dire le ban communal, peut suivant l'alinéa 3 de l'article 2, être divisé en plusieurs cantons de chasse. Mais chacun de ces cantons devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares. La raison de cette division est d'ordre financier. Il est en effet plus avantageux pour la caisse communale de louer plusieurs districts de chasse d'étendue moyenne que l'ensemble du ban communal qui, pour certaines communes, compte des milliers d'hectares et serait de nature à tenir éloignés de nombreux amateurs. Ce morcellement n'est d'ailleurs pas obligatoire ; la loi dit en effet : « chaque ban communal *pourra* être divisé... ». Le conseil municipal est donc libre de statuer. En tous cas, pour ne pas retomber dans les inconvénients qu'un morcelle-

ment exagéré entraînerait pour l'exercice de la chasse et auxquels la loi devait précisément porter remède, il fut décidé que le canton de chasse ne pourrait avoir une contenance de moins de 200 hectares.

Nous arrivons maintenant à l'adjudication proprement dite. Ses détails ont été fixés par un cahier des charges établi par le ministère au début de chaque période de location. Il ne contient que des dispositions administratives de peu d'intérêt au point de vue juridique. Il a les caractères d'un règlement d'administration publique ordonnant les modalités d'application de la loi. Il a d'ailleurs été rendu en exécution de l'article 12 de la loi qui décide que « les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront prises par le ministère ». Nous ne nous arrêtons qu'à l'étude des droits et obligations résultant pour les parties du contrat qui les met en rapport de droit. En tant que les dispositions contenues tant dans la loi que dans le cahier des charges ne s'y opposent pas, ce seront les dispositions de droit commun relatives aux contrats de louage qui s'appliqueront à cet égard.

En ce qui concerne la commune, c'est elle qui forme la partie bailleresse. D'après l'article 2 de la loi, la commune est obligée de louer : « la chasse *sera* louée », dit la loi. Il résulte de cette disposition que le droit de chasse sur le ban communal devra être loué, quelle que soit l'étendue de ce dernier, même si elle est inférieure à 200 hectares ; car la loi n'a fixé aucune limite minima en ce qui concerne le ban communal. L'étendue nécessaire de 200 hectares ne s'applique, ainsi que nous l'avons vu, qu'à la division du ban communal en plusieurs districts de chasse lors de l'adjudication.

Cette obligation imposée à la commune résulte également

des débats dont la loi fut l'objet à la Délégation le 26 janvier 1831. Lorsqu'on aborda la discussion de l'article 2, alinéa 2 de la loi, un membre de l'assemblée posa la question suivante : « Messieurs, je voudrais savoir si la commune est obligée de louer la chasse, en d'autres termes, si, lorsque le conseil municipal en décide autrement ou que le prix de base n'est pas atteint, la chasse devra malgré tout être louée » ; à quoi le commissaire du gouvernement répondit : « Le texte de l'article 2, aliéna 2, ne laisse subsister aucun doute sur l'obligation imposée à la commune de louer la chasse ».

Cette disposition est contraire aux prescriptions de la loi prussienne du 7 mars 1850 qui, ainsi que nous l'avons vu, prévoit dans son article 10 plusieurs modes d'exploitation de la chasse. On remarquera par ailleurs encore d'autres différences ; c'est que le système alsacien-lorrain n'est pas un simple décalquage du système prussien, mais a été travaillé et établi par des hommes du pays — la Délégation ne comprenait pas un seul allemand —, qui se sont inspirés du principe appliqué déjà dans des pays voisins et dont ils constataient les bons résultats, pour le modifier dans le sens qui s'adapterait le mieux aux conditions sociales et économiques du pays.

Pourquoi la loi prévoit-elle uniquement l'adjudication publique comme mode d'exercice du droit de chasse par la commune ? C'est qu'elle veut que celle-ci retire de la chasse le plus gros revenu possible. Or c'est le système de l'adjudication qui est tout indiqué puisque son caractère d'opération publique et dépourvue de formalités assure le concours d'un grand nombre d'amateurs qui contribue à l'élévation du prix d'adjudication. C'est d'ailleurs aux enchères publiques que le législateur a recours toutes les fois qu'il s'agit d'assurer

la meilleure utilisation possible d'un droit. En outre — et c'est la seconde raison déterminante dans le choix de ce système — la commune se voit obligée de recourir à ce mode de cession parce que le législateur a pu craindre des arrangements éventuels entre les deux parties en présence. Il eût pu se faire que des combinaisons fussent tentées pour assurer le bon marché de l'opération, ce qui évidemment porterait préjudice à la caisse communale. La publicité de l'opération en même temps que la liberté d'agir laissée au public sauvegardent les intérêts des deux parties.

La durée du bail a été fixée à neuf années. Elle répond, ainsi que le font remarquer les motifs de la loi, aux usages en vigueur. Ces usages se retrouvent également en ce qui concerne les baux ruraux, qui en Alsace-Lorraine sont, on peut dire sans exception, conclus pour une durée de neuf années. On s'est maintenu dans les limites normales, entre les baux exagérément longs et ceux plus funestes encore pour la bonne exploitation d'une chasse qui ne comptent que trois ou quatre ans, tels qu'il s'en conclut en Allemagne. Le législateur a en effet pensé à la conservation du gibier, de même que pour la conclusion des baux ruraux les parties ont en vue l'exploitation rationnelle de la fertilité du sol. Or de même que le fermier arrivant sur une ferme dont il ne se voit assuré l'exploitation que pour une période de trois ans, commencera dès son arrivée les cultures d'épuisement en faisant rendre au sol par l'apport d'engrais appropriés les derniers éléments de fertilité qu'il contient, de même l'adjudicataire du droit de chasse qui risque de perdre son droit après trois ou quatre ans, se verra dans la nécessité de procéder à ce qu'on peut appeler l'exploitation destructive. Il abattra dans les quelques années

le peu de gibier qu'il pourra encore rencontrer. Notamment pour le gros gibier, par exemple le chevreuil, qui ne demande pas pour son développement des conditions particulières, il lui serait impossible de profiter de la protection qu'il lui accorderait ; car il faut au moins 6 à 8 années pour peupler quelque peu une chasse en chevreuils, si l'on songe qu'il faut au moins une durée de 3 à 4 ans jusqu'à ce qu'ils soient complètement développés. Cette courte période ne pourrait jamais rémunérer les dépenses et les soins que notre chasseur devrait consacrer à l'amélioration de son domaine de chasse ; aussi se dispenserait-il forcément du luxe — car c'en serait un — d'un garde-chasse. Ce serait en définitive le braconnier qui profiterait le plus de ces dispositions.

D'un autre côté, une période par trop longue pourrait nuire aux intérêts de la commune. Il est bon que de temps en temps on mette le droit de chasse aux enchères, car il peut se produire des modifications dans les conditions économiques et sociales qui feront varier les prix d'une manière inespérée. Il en est ainsi de nos jours par suite des variations qu'à subies la valeur de la monnaie. La baisse continue dont celle-ci a été l'objet depuis 1919 a eu sa répercussion sur les prix de location de cette année qui ont été l'objet d'une hausse générale et très sensible. La guerre avec ses conséquences a également contribué à ce mouvement de hausse en créant ce qu'on a appelés très exactement « les nouveaux riches » ; il rentre dans le bon ton de cette société de se dire tenancier d'une grande chasse.

L'acte qui lie commune et fermier présente un caractère très spécial. Il ne peut être confondu avec les contrats de louage de droit commun, bien que comme ceux-ci il soit fait

pour une durée temporaire, ait un caractère onéreux et que son prix soit proportionnel au temps. Lorsqu'il met en rapport deux personnes privées, comme cela se voit sous la loi de 1844, il est entièrement soumis au droit commun ; ainsi on lui applique l'article 1743 qui le rend opposable à l'acquéreur du fonds, ce qui laisse d'ailleurs la porte ouverte à toutes sortes de fraudes. Mais en Alsace-Lorraine la partie preneur est en présence d'un bailleur, qui est une personne de droit public ayant la personnalité morale. Elle n'est plus libre comme précédemment de discuter toutes les clauses du contrat ; l'une des parties fait à elle seule la loi du contrat ; elle pose les conditions à l'autre qui est libre de les accepter ou de les rejeter, sans avoir cependant la liberté de traiter. Ainsi dans notre cas la commune est la partie qui détermine les conditions du bail auxquelles le fermier devra se soumettre, sans avoir la faculté d'en accepter certaines, d'en rejeter d'autres. Ces clauses sont d'ailleurs publiques, chacun qui veut se porter adjudicataire, peut en prendre connaissance dans le cahier des charges. Il reste libre de louer la chasse, mais dès que celle-ci lui aura été attribuée il sera obligé de se soumettre intégralement aux conditions fixées dans le cahier des charges.

Le bail du droit de chasse rentre dans la catégorie des contrats que l'on a désigné sous le nom de contrats d'adhésion. Dans le droit privé on peut en voir des exemples dans ce qu'on appelle les contrats de travail, l'ouvrier n'étant jusqu'en dernier jamais libre pratiquement de discuter les conditions du contrat. C'est surtout dans le droit public que ces conventions se rencontrent fréquemment. Les collectivités du droit public ont pour règle de ne contracter que par cette voie. Les

raisons déterminantes de cet usage sont les mêmes, ici qu'en ce qui concerne la location du droit de chasse ; on arriverait à des conséquences regrettables si on laissait entière liberté aux parties. Ainsi le procès-verbal d'adjudication de 1928 prévoit la présentation immédiate d'une caution et, à défaut de garanties suffisantes, la remise du lot en adjudication, au cas où le président de l'adjudication aurait des doutes sur la solvabilité des preneurs (art. 8) ; pareillement l'article 10 oblige chaque adjudicataire « de donner, dans les cinq jours qui suivront celui de l'adjudication, une caution reconnue solvable par le receveur municipal, laquelle s'obligera solidairement avec lui à toutes les charges et conditions du bail. Les cofermiers pourront, s'ils présentent toute garantie de solvabilité, être présentés comme cautions ». On voit par ces exemples qu'on a voulu empêcher par le système du contrat d'adhésion sous forme de cahier des charges que la commune ne fût entraînée dans des difficultés financières qu'elle n'eût, laissée à elle seule, peut-être pas prévues. C'est donc l'intérêt général qui justifie cette modalité. Ce même motif se retrouve en ce qui concerne la protection du gibier ; les conditions interdisent en effet la chasse pour certaines espèces de gibier, soit pendant toute l'année, soit seulement pendant une période déterminée. Ces prohibitions contenues dans l'article 18 s'ajoutent aux prescriptions contenues dans la loi sur la police de la chasse. Il est évident que dans la généralité des cas la commune, si on lui laissait libre initiative tenderait plutôt, par souci électoral, à exiger dans les conditions du contrat la limitation aussi forte que possible du gibier.

Le bail du droit de chasse, bien que contrat d'adhésion, n'est cependant pas un acte administratif. Car bien qu'exté-

rièvement il en ait les caractères — conclu par une personne de droit public, surveillé par l'autorité administrative supérieure — il reste un acte du droit privé ayant pour objet de réglementer un droit qui n'est nullement un droit public mais se rattache au droit de propriété, essentiellement civil. Il en résulte, en premier lieu, que ce sont les dispositions de droit commun résultant du Code civil qui s'appliquent en tant qu'elle ne contredisent pas les conditions générales; et, d'autre part, que toutes les difficultés pouvant s'élever entre les parties sont de la compétence exclusive des tribunaux de droit commun.

La procédure d'adjudication elle-même est conçue avec la même préoccupation de sauvegarder les intérêts de la généralité. Trois bougies seront allumées successivement. Si, pendant la durée de ces trois bougies, il survient des enchères, l'adjudication ne sera prononcée qu'après l'extinction du dernier feu sans enchère survenue pendant sa durée; cela pour éviter des combinaisons préméditées et les faveurs éventuelles du président de l'adjudication pour une personne déterminée.

Nous arrivons aux *droits et obligations de la commune*. Elle est obligée de louer la chasse de tout le ban communal quelle que soit son étendue suivant les formes prévues par la loi et le procès-verbal d'adjudication. Elle doit s'abstenir de tout fait pouvant troubler le fermier et le garantir contre tous les troubles provenant d'un tiers. On applique ici les règles générales sur l'obligation de garantie en matière de bail.

En ce qui concerne la responsabilité du fait personnel, le bailleur ne peut rien faire qui diminue l'utilité ou l'agrément de la chasse. Cependant, dit l'article 3 du procès-verbal, « le rendement de la chasse n'est pas garanti. Il ne sera accordé

aucune réduction sur le prix des baux pour défaut de mesure dans l'étendue des lots adjugés. Les adjudicataires ne pourront prétendre à aucune indemnité pour trouble de jouissance qui pourrait résulter pour eux de l'exploitation ou de la mise en valeur des terres et récoltes par les propriétaires ou fermiers ». Et l'article 12 ajoute : « Il ne sera accordé aucune réduction du prix de location, même si par suite d'événements prévus ou imprévus le produit de la chasse était diminué ou annihilé ». Cependant la responsabilité de la commune se trouvera engagée au cas où la diminution du produit de la chasse proviendrait d'un fait personnel de la commune, sinon ce serait laisser la porte ouverte à toutes sortes d'abus. L'article 3 n'a pas pu dans l'esprit de ceux qui l'ont écrit servir à couvrir la mauvaise foi de la commune. Ainsi, par exemple, elle loue un territoire de chasse à une société de courses ou bien à une entreprise de carrières, de telle sorte que la valeur locative de la chasse subit une diminution importante et continue ; le fermier devra avoir droit dans ce cas, soit à la résiliation du contrat, soit à une réduction du prix de location. Si on décidait en sens contraire, le contrat serait sans cause pour une partie ; l'article 12 appliqué à la lettre aboutirait à une obligation sans cause pour le fermier, en ce sens que la commune serait autorisée à diminuer le canton de chasse d'une façon si importante que l'exercice de la chasse serait rendu pratiquement sans valeur, sans que le fermier n'ait droit ni à la résiliation du bail, ni à une réduction du prix, ni à une indemnité. Or c'est précisément l'exercice de la chasse qui est la cause de l'engagement du fermier. La théorie de la cause nous conduit nécessairement à accorder au fermier le droit de résilier le bail, puisque toute obligation sans cause est entachée de nullité.

En réalité, cette clause doit être interprétée restrictivement. Elle signifie tout simplement que le fermier n'est pas en droit d'exiger la résiliation du contrat pour toute diminution qui viendrait à se produire dans le produit de la chasse. Si, par exemple, l'étendue de terrains enlevés à la chasse est de quelques ares, de telle sorte que cette réduction de surface est sans influence sur son exercice, le fermier n'est pas fondé à venir demander soit la résiliation du contrat, soit une réduction du prix, soit une indemnité. C'est d'ailleurs en ce sens que s'est prononcée la Cour de Colmar, conformant son interprétation à celle donnée par la jurisprudence française à propos de l'article 1721, alinéa 1 du Code civil qui oblige le preneur à garantie pour tous les vices ou défauts de la chose qui en empêchent l'usage ; elle considère comme impossible l'usage de la chose toutes les fois qu'il doit en résulter quelque inconvénient sérieux pour le preneur.

C'est également la solution qui s'impose lorsqu'on compare le dernier cahier des charges avec le précédent, celui de 1919. Alors que celui-ci décidait dans l'article 2 uniquement que la commune ne garantissait ni le produit de la chasse, ni la surface louée, celui de 1928 est plus explicite, puisqu'après avoir affirmé que le rendement de la chasse n'est pas garanti, il ajoute que la réduction du prix ne sera pas accordée pour défaut de mesure dans l'étendue des lots adjugés. Bornant le refus à la demande en réduction du prix à un seul cas : lorsque les lots adjugés n'auront pas la contenance annoncée — précaution prise contre des erreurs possibles —, le texte nouveau a, par là-même, admis toutes les autres demandes en réduction du prix.

Enfin, ce qui confirme le résultat auquel nous avons abouti,

c'est l'examen du cahier des charges portant sur la location du droit de chasse dans les forêts domaniales, qui a eu lieu cette année. Dans son article 3, il prévoit expressément une réduction du prix du bail au cas où une partie de la forêt serait soustraite aux droits du fermier. La situation étant identique pour les chasses communales, il n'y a aucune raison pour appliquer ici une solution différente.

Quant aux troubles provenant d'un tiers, il faut entendre ceux ayant trait à une contestation du droit du fermier. Par exemple une personne prétend avoir le droit de chasse sur le ban communal en même temps que le fermier ; il devra s'attaquer à la commune pour faire triompher ses prétentions. Par contre la commune ne doit pas garantie pour les troubles de fait causés par des tiers ; ainsi, au cas où des dégâts seraient causés par des manœuvres militaires, le fermier devra s'adresser à l'autorité militaire compétente. Ce n'est que l'application du droit commun en matière de garantie. Droit commun, qui eût dû dispenser également les rédacteurs du cahier des charges d'ajouter, dans la rédaction nouvelle, les lignes qui n'y figuraient pas en 1919 : « Les adjudicataires ne pourront prétendre à aucune indemnité pour trouble de jouissance qui pourrait résulter pour eux de l'exploitation ou de la mise en valeur des terres et récoltes par les propriétaires ou fermiers ».

A côté de cette obligation de garantie, il y a au bénéfice de la commune le droit à la résiliation du bail, qui fait l'objet de règles spéciales. Le Conseil municipal est en droit de résilier le bail sans intervention judiciaire, par voie de simple notification écrite, si le fermier n'a pas acquitté son loyer dans un certain délai. En second lieu, la résiliation pourra être pronon-

cée après sommation réitérée du maire lorsque le fermier ne se conformerait pas aux dispositions de l'article 19 qui l'oblige à réduire le nombre du gibier surabondant et à détruire les animaux nuisibles, notamment les sangliers, par tous les moyens à sa disposition. Enfin le maire pourra résilier le contrat si le permis de chasse est refusé ou retiré à l'adjudicataire. L'article 11 qui prévoit ces cas de résiliation les rend susceptibles d'un recours devant l'autorité de tutelle et le préfet en dernier ressort.

Quelle est la *situation du fermier de la chasse* ?

Et, tout d'abord, quelle est l'étendue de son droit ? Le fermier a le droit de chasse exclusif sur tout le district de chasse, en ce sens qu'aucune autre personne n'a le droit de chasser sur ces terrains. Ce district est délimité par le procès-verbal d'adjudication ; il comprend, soit un lot déterminé et décrit aux amateurs assemblés, soit tout le ban communal. En tout cas, le canton adjugé ne sera jamais inférieur à 200 hectares (art. 2 de la loi). Il formera le plus souvent une étendue supérieure, afin de permettre l'exercice utile du droit de chasse.

Le fermier est-il autorisé à s'adjoindre des cofermiers ? L'article 16 nous répond affirmativement : « L'adjudicataire d'un lot de chasse d'une étendue de moins de 400 hectares pourra s'adjoindre deux cofermiers ; il pourra s'adjoindre un troisième cofermier si son lot de chasse dépasse 400 hectares. Au delà de 400 hectares, chaque augmentation de 100 hectares de la surface du lot donnera droit à un cofermier supplémentaire... Les cofermiers devront signer le procès-verbal d'adjudication. Par ce fait, ils s'engageront solidairement avec l'adjudicataire à supporter toutes les charges et

obligations du bail. Le conseil municipal pourra autoriser les substitutions de cofermiers. Les nouveaux cofermiers ne pourront être définitivement agréés qu'après avoir souscrit l'engagement précité ». C'est que le bail du droit de chasse n'est pas un contrat fait en considération de la personne du fermier, puisque le mode de formation est l'adjudication à laquelle triomphe le dernier surenchérisseur. C'est d'ailleurs là un caractère qui prête à critique, car de cette façon le bailleur n'a aucun droit de contrôle sur l'aptitude des personnes à l'exercice du droit qu'ils vont pour ainsi dire se payer. Le gibier en sera la victime en même temps que la commune qui pourra en pâtir lors de la prochaine adjudication. On n'a pensé qu'à garantir la commune contre l'insolvabilité du fermier, sans voir que la ressource que la commune tire de la chasse varie proportionnellement à sa richesse en gibier. L'autorité communale devrait à cet égard avoir plus de liberté pour exclure de la participation à l'adjudication non seulement les personnes notoirement insolvables, mais aussi celles auxquelles manquent les qualités qui font du chasseur non pas essentiellement un destructeur mais avant tout le protecteur du gibier. En outre, les conditions générales devraient prononcer la résiliation du bail à l'encontre de ces personnes. S'il est vrai qu'en général les communes n'useraient pas de ces droits, ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas les accorder à celles qui voudraient augmenter leurs revenus par une exploitation rationnelle de la chasse. Les textes actuels n'accordent un droit de regard à la commune qu'au cas de cession soit totale, soit partielle du bail.

S'il est permis aux fermiers de s'adjoindre un certain nombre de cofermiers, il ne leur est cependant pas possible de se

partager le lot (art. 16). Toute convention contraire est nulle. Mais la nullité agit-elle aussi à l'encontre des parties qui ont stipulé le partage ou au contraire ne vaut-elle que pour les rapports des parties avec la commune ? La Cour de Colmar dans un arrêt du 11 juin 1890 s'est prononcée pour la première alternative. Mais dans la suite et dans deux décisions elle s'est rangée à une interprétation différente : la commune serait en droit de résilier le bail au cas où les parties stipuleraient un partage en lots ; mais au cas où la commune n'userait pas de ce droit, les parties seraient obligées par la convention (1). Cette solution est à rejeter ; s'agissant d'une disposition prohibitive, la convention qui y est contraire doit être nulle de nullité absolue. C'est encore celle-ci qui sanctionne les conventions contraires aux bonnes mœurs ; or est à considérer comme telle celle qui aboutit en définitive à retirer la parole donnée d'un côté. D'autant plus que l'article 16 est motivé par une raison d'utilité publique, qui est la protection du gibier ; il n'est que le complément logique et nécessaire de l'article 2, alinéa 3 de la loi de 1881, qui interdit la division du ban communal en district de chasse d'une contenance inférieure à 200 hectares.

Les relations entre fermiers et cofermiers sont régies par les règles concernant les sociétés. Il en résulte notamment qu'un des membres ne peut rien faire sans l'assentiment de tous les associés ; en particulier, un associé ne peut céder ses droits à un tiers sans le consentement des autres associés, alors même que cette cession serait approuvée par l'autorité compétente.

(1) Jur. Zeitschr. für Els.-Lothr., t. 26, p. 211 ; t. 30, p. 23.

Dans l'intérêt de la conservation du gibier en même temps que dans l'intérêt de la commune, les invités ne peuvent chasser qu'accompagnés du fermier, du cofermier ou d'un garde-chasse, sous peine d'une amende de 100 francs. Le fermier et les cofermiers sont responsables des infractions aux prescriptions du cahier des charges commises par les permissionnaires et les gardes-chasses.

Quels sont enfin les modes de cession et d'extinction du contrat ?

Selon l'article 14, « les adjudicataires ne pourront céder leur bail en totalité ou en partie qu'en vertu d'une autorisation du conseil municipal. La cession partielle ne pourra être autorisée qu'au profit du fermier d'une chasse contiguë, en vue de rectifier les limites ou de faciliter l'exploitation de la chasse ». Le souci de la conservation du gibier apparaît de nouveau tant dans le droit de contrôle accordé à la commune que dans les motifs de la cession partielle. Qu'en est-il de la cession de bail faite sans le consentement du bailleur, c'est-à-dire de la commune ? A l'égard de celle-ci le bail n'aura aucun effet. Qu'en est-il des relations du cédant et du cessionnaire ? Nous devons les considérer comme n'étant pas liés régulièrement, puisqu'il manque l'acceptation de la commune. Le contrat de cession intervenu entre cédant et cessionnaire ne peut obliger celui-ci à toutes les obligations résultant du contrat de bail sans le faire bénéficier d'aucun droit ; car c'est le cédant qui demeure régulièrement investi jusqu'à l'acceptation par la commune de tous les droits découlant du contrat.

L'extinction du contrat tombe sous l'application du droit commun :

Tout d'abord, le droit de résiliation pour inexécution des

obligations nées du bail, tant au profit de la commune qu'au profit du fermier.

La faillite met le droit de chasse entre les mains de l'administrateur de la masse.

Enfin, en cas de décès du locataire, les cofermiers lui sont substitués de plein droit. Si l'adjudicataire meurt sans qu'il existe de cofermier, le bail prend fin au décès de l'adjudicataire, mais ses héritiers restent solidairement responsables du paiement du loyer pour l'année au cours de laquelle le locataire est décédé.

Après l'exposé du principe de communalisation, tel que l'a appliqué la loi du 7 février 1881, nous abordons maintenant l'étude des tempéraments que la même loi y a apportés. Ainsi que nous l'avons vu précédemment, la principale exception est contenue dans l'article 3 de la loi, immédiatement après l'énoncé du principe lui-même ; il s'exprime dans les termes suivants : « Les propriétaires de terrains d'une superficie contiguë d'au moins 25 hectares, ou de lacs et d'étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardières, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur leur dite propriété ».

Il est à noter que c'est l'article 2 qui formule le principe général, si bien que toutes les fois qu'un propriétaire ne remplit pas les conditions nécessaires pour bénéficier du droit d'exercer lui-même la chasse sur ses terrains, celle-ci sera mise en adjudication, suivant les dispositions de l'article 2.

L'article 3 rédigé en ces termes a été critiqué ; on a fait remarquer que la loi, au lieu d'obliger le propriétaire à remplir certaines formalités, aurait dû lui attribuer de plein droit l'exercice du droit de chasse lorsqu'il possède des terres d'une con-

tenance suffisante. La raison en serait que cette disposition ne mettrait pas suffisamment en lumière le caractère essentiel du droit de chasse attribut de la propriété.

Mais ceux qui parlent ainsi méconnaissent l'esprit et le but même de la loi : application aussi générale que possible du principe de communalisation qui devra s'appliquer sur le plus de terrain possible, en vue de constituer un district de chasse étendu, où celle-ci peut être exercée de façon avantageuse. Même les îlots de 25 hectares sont à réduire en plus petit nombre ; lors de la discussion du premier projet qui exigeait même une étendue de 40 hectares, il fut dit : « au-dessous de ce chiffre la chasse devient impossible ». La rédaction actuelle de l'article 3 s'explique donc parfaitement. L'obligation imposée aux propriétaires de se réserver leur droit n'est d'ailleurs certainement pas une formalité qui puisse gêner les propriétaires tenant sérieusement à exercer personnellement leur droit.

Pourquoi le législateur a-t-il apporté cette limitation au principe de communalisation et pourquoi s'est-il tenu aux chiffres mentionnés ? Le but que s'était proposé le législateur devait tout naturellement l'amener à admettre cette restriction à la règle générale. Voulant mettre fin aux résultats malheureux d'un système qui, en permettant l'exercice du droit de chasse à tout propriétaire, conduit par le morcellement des terrains de chasse à la ruine du gibier, il s'est décidé à enlever l'exercice de ce droit à la généralité des propriétaires pour le mettre à la disposition de la commune. La loi eût pu faire du principe de communalisation une application intégrale en retirant l'exercice du droit de chasse à l'ensemble des propriétaires pour en faire bénéficier la commune. Mais

c'eût été méconnaître les intérêts des grands propriétaires qui remplissent les conditions nécessaires à une bonne exploitation de la chasse ; du moment que la communalisation avait pour but de faire cesser les inconvénients résultant du morcellement de la propriété, en faisant un tout de tous les lopins de terre, il n'y avait aucune raison de l'appliquer au cas où la propriété était déjà par elle-même suffisamment étendue.

Toute la question qui se pose encore est de savoir quelle est la limite d'étendue d'un terrain, au-dessous de laquelle on ne peut permettre l'exercice de la chasse au propriétaire.

Les commentaires ou motifs de la loi s'expliquent de la manière suivante : « L'article ci-devant accorde, en conformité avec la législation des états allemands voisins, l'exercice personnel du droit de chasse aux propriétaires de terrains contigus d'une certaine étendue. L'étendue minima qui permet l'exercice personnel de la chasse est fixée, en Prusse à 300 morgen (75 ha), en Bavière à 240 tagwerke (80 ha) de plaine ou 400 tagwerke de montagne, dans le grand duché de Bade à 200 morgen (72 ha). Si en Alsace-Lorraine cette étendue est fixée à 25 hectares, c'est qu'on n'a pas voulu limiter l'exercice du droit de chasse plus que la nature même des choses ne l'exigeait. Les fonds de terre d'une contenance inférieure à 25 hectares sont trop petits pour y rendre possible l'exercice de la chasse, lorsque les fonds voisins ne viennent s'y ajouter ; par contre la chasse peut être exercée avantageusement sur des terrains d'au moins 25 hectares. L'exercice du droit de chasse par le propriétaire est permis également, comme en Prusse et en Bavière, à ceux qui possèdent des étangs et lacs importants, ainsi qu'aux propriétaires d'étangs

appropriés comme canardières. L'exploitation et l'aménagement de ces étangs dans lesquels la chasse aux canards se pratique sur une grande échelle nécessitent de grands frais ; si bien que si l'on appliquait le droit commun, leurs propriétaires seraient sérieusement lésés ». Il ressort de là que l'on s'est tout d'abord reporté aux autres états allemands, bénéficiant déjà d'une législation nouvelle sur la chasse, et qu'on s'est notablement tenu en dessous des chiffres exigés dans les pays voisins ; par exemple on est resté des deux tiers en dessous de la contenance nécessaire dans le pays qui touche à l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire le grand duché de Bade ; alors qu'on s'est arrêté au tiers de ce qui est exigé en Prusse. Lors de la discussion du projet de la loi, personne ne songeait d'ailleurs à soumettre l'Alsace-Lorraine, pays de la propriété paysanne, au même régime que la Prusse, pays de grande culture. Il ne pouvait s'agir comme mesure de comparaison que du pays qui ressemble de très près sur ce point comme sur beaucoup d'autres à l'Alsace, c'est-à-dire le grand duché de Bade. Et cependant le chiffre exigé dans ce dernier pays a été réduit presque des deux tiers. L'étendue de 25 hectares est due à un amendement intervenu dans les débats du 11 mars 1880 sur la proposition du membre Germain. Les membres ayant élaboré le projet de loi s'étaient tenus au chiffre de 40 hectares ; il fit l'objet de nombreuses critiques à l'assemblée ; presque tous les membres étaient d'accord sur le principe d'une limitation, tandis que les avis étaient partagés quant au chiffre à admettre. Ainsi qu'il résulte de la lecture des débats, d'une part on ne pouvait perdre de vue le système de 1844 qui pendant 36 années avait régi le pays et dont on ne pouvait méconnaître les principes qu'en cas de néces-

sité ; « cette loi — dit un des membres de la Délégation — est appliquée depuis 36 années ; je veux dire par là qu'elle est entrée dans les mœurs et que, bien que depuis sa promulgation de nombreux abus se soient produits, on s'y est habitué. C'est là un fait avec lequel il faut compter ». D'autre part l'assemblée devait envisager les conditions de la propriété particulières au pays que la loi devait régir. Or l'Alsace est essentiellement le pays de la petite propriété exploitée par le propriétaire lui-même et sa famille ; les grands domaines sont extrêmement rares ; ainsi qu'on l'a dit à l'assemblée « une chasse d'une telle étendue (40 ha) est chez nous une légende. Dans les circonstances actuelles, il n'existe pas du tout une étendue contiguë de 40 hectares. J'envisage en cela le Bas-Rhin et ne veux pas nier qu'il y a quelques grandes propriétés dans le sud ; mais elles sont très rares. La propriété est chez nous extrêmement morcelée. Haguenau a par exemple un ban de 6.000 hectares ; d'après les constatations faites il y a quelques années justement en considération de la loi de chasse, il n'y a dans cette contrée pas une propriété d'une contenance contiguë de 30 hectares, donc encore moins de 40 hectares. D'après les renseignements qui me sont parvenus de plusieurs collègues, il en est de même dans d'autres régions. La propriété de 30 hectares ne se rencontre pas du tout ou très rarement ».

Ce sont ces considérations qui ont motivé l'amendement Germain réduisant le chiffre de 40 à 25 hectares, amendement qui a été accepté par la IV^e commission (travaux publics, commerce, agriculture) ainsi que par la commission spéciale nommée par l'assemblée dans la séance du 11 mars 1880. On s'y est tenu également dans la suite.

Ce chiffre de 25 hectares a eu pour but de satisfaire dans la mesure du possible les revendications qui se sont fait jour lors des débats dont le projet a été l'objet, en ne retirant au propriétaire l'exercice du droit de chasse qu'au cas où ses terrains sont absolument trop peu étendus. La contenance exigée semble en effet être la limite au-dessous de laquelle on ne peut raisonnablement descendre, si on ne veut pas aboutir aux conséquences ayant résulté de la loi de 1844. Déjà lorsqu'il s'agissait d'abaisser le chiffre initial de 40 hectares, le rapporteur du projet protesta en ces termes : « Si on avait abaissé le chiffre, la loi serait absolument illusoire, et il en serait résulté les inconvénients que nous voulons en ce moment même éviter. Il est pourtant évident que si chacun pouvait posséder l'étendue de terres exigée par la loi, aucune limitation ne serait nécessaire ».

Que la contenance nécessaire soit abaissée à 5 hectares, lorsqu'il s'agit de lacs et d'étangs, cela est justifié par le mode de chasse très différent qui s'y pratique ; la chasse sur les étangs ne peut nuire au voisin, puisqu'il s'agit de gibier d'eau que celui-ci n'aura pas l'occasion de chasser. Ce qui montre qu'il en est ainsi c'est que dans le projet initial, l'article 4 ne réservait le droit de chasse au propriétaire qu'au cas où l'étang n'était pas gelé. Enfin, la possibilité de réserver la chasse des étangs appropriés comme canardières s'explique, ainsi qu'il résulte des motifs, par les grands frais nécessités pour leurs aménagement et exploitation.

Les conditions exigées du propriétaire par l'article 3 pour qu'il puisse exercer le droit de chasse sur ses terres sont au nombre de deux : il faut en premier lieu être propriétaire de terrains contigus d'une contenance minima de 25 hectares ;

il faut en plus une déclaration émanée du propriétaire et par laquelle il se réserve l'exercice du droit de chasse sur ses terres.

Il faut avant tout être propriétaire des terrains sur lesquels on veut chasser personnellement. Peu importe d'ailleurs que les terrains en question appartiennent à une seule ou à plusieurs personnes. Il ne serait pourtant pas possible que plusieurs propriétaires, dont chacun ne détient qu'un nombre d'hectares inférieur au chiffre prévu, se réunissent pour arriver de cette façon à un total de 25 hectares. L'adjudication obligatoire du ban communal ne serait plus qu'un vain mot puisqu'il appartiendrait aux propriétaires fonciers de la rendre impossible par le fait de leur réunion.

La loi ne parle que des propriétaires. Mais il ne fait aucun doute que les ayants droit des propriétaires ont la même faculté. L'article 3 consacre en effet le maintien partiel du principe fondamental de la loi de 1844 inscrit dans l'article 1^{er} de cette loi ; or celle-ci mentionne expressément à côté du propriétaire ses ayants droit. On ne verrait d'ailleurs pas la raison pour laquelle le législateur aurait, contrairement aux précédents, exclu les titulaires de droits réels, démembrements du droit de propriété, des prérogatives qu'il accorde à cette dernière. Sans se rallier à une interprétation littérale du texte et pour respecter l'esprit de la loi, il faut donc accorder le droit de chasser à l'usufruitier de terrains d'une contenance supérieure à 25 hectares, à l'emphytéote et à l'usager. Par contre, le fermier a uniquement le droit de se servir du fonds pour en retirer les avantages prévus au contrat sans être titulaire d'un droit réel. Il en résulte que le fermier ne pourra chasser sur les terrains loués à moins que ce droit ne lui soit accordé

par le contrat de bail ; alors qu'au contraire et inversement l'usufruitier, l'emphytéote et l'usager ont de plein droit l'exercice du droit de chasse, à moins qu'il ne leur soit enlevé par clause expresse.

L'article 3 parle de terrains d'une superficie contiguë de 25 hectares. La contiguïté est donc une condition essentielle pour l'exercice personnel du droit de chasse. Cela est en effet indispensable, car permettre la chasse sur ses terrains au propriétaire de 25 hectares dont les terres sont dispersées sur tout le ban communal, serait aller à l'encontre du but de la loi, qui est justement de faire cesser les inconvénients résultant du morcellement des terres, en ordonnant la réunion de toutes les parcelles en une masse globale.

Que faut-il entendre par superficie contiguë ? Il n'est pas nécessaire que la contiguïté existe sur toute la longueur des champs ; il suffit que les terres se touchent sur un point quelconque. Ainsi que l'a déclaré le rapporteur dans la séance du 11 mars 1880, il s'agit de terrains « auxquels on peut accéder d'un bout à l'autre sans passer sur des terrains d'autres personnes ». La loi est d'ailleurs très large quant à la condition de contiguïté, car celle-ci subsiste même lorsque les terrains appartenant au même propriétaire sont séparés par des routes, chemins de fer ou cours d'eau dont il n'est pas propriétaire. Cela était déjà dit dans le projet initial qui portait à cet égard : « La contiguïté existe également lorsqu'elle n'est interrompue que par des routes, des pâturages communaux ou des cours d'eau ». L'article 3, alinéa 2 de la loi reproduit à peu près ces termes : « Les chemins de fer, routes ou cours d'eau n'interrompent pas la contiguïté ». Mais ce n'est pas à dire qu'ils la créent lorsqu'elle n'existe pas par ailleurs ;

ainsi une route de 3 kilomètres ne pourrait joindre deux champs situés aux deux extrémités.

Par contre, il n'est pas nécessaire que ces terrains soient situés sur le même ban communal ; ils peuvent au contraire s'étendre sur plusieurs bans. Cela résulte du deuxième alinéa de l'article 6 de la loi, qui, à propos de la déclaration à faire par les propriétaires voulant se réserver l'exercice de leur droit, dispose qu'au cas où les terrains seraient situés sur différents bans, la déclaration serait à adresser au maire de chacune de ces communes. Cela résulte également de la séance de la Délégation du 13 avril 1880, lors de la discussion de l'article 3 un membre précisa : « A mon avis, il ne serait pas sans importance de faire remarquer que les 25 hectares ne doivent pas nécessairement être situés sur le même ban communal, et que, en tant que cette surface est contiguë, la condition nécessaire pour pouvoir réserver est remplie, alors même que le tout s'étend sur deux ou plusieurs bans ».

Quant aux lacs et étangs, les mêmes solutions s'appliquent. Cependant il arrive que l'étang soit desséché, soit par l'effet de forces naturelles, soit par la main de l'homme ; en particulier certains étangs destinés à la culture du poisson sont desséchés pour être labourés pendant plusieurs années ; dans ce cas on ne peut plus parler d'étang ; il a perdu ce caractère en devenant tout simplement un terrain, qui devrait compter 25 hectares pour pouvoir être exclu du ban soumis à l'adjudication. Il ne fait cependant pas de doute que ces étangs ne seraient pas soustraits au droit de leur propriétaire au cas où il ne s'agirait que d'un dessèchement temporaire. Ce sera une question de fait à trancher par les tribunaux de première instance.

Quelles sont les formalités à remplir par le propriétaire d'une étendue de terres suffisante pour lui permettre l'exercice personnel du droit de chasse ? En d'autres termes, quelle est la seconde condition imposée au propriétaire ? L'article 3 ne nous dit rien à ce sujet ; il ne fait que poser le principe. Il faut nous reporter à l'article 6 de la loi qui dit à cet égard : « Cette décision (sur l'affectation du produit de la location) une fois prise, les propriétaires qui en vertu de l'article 3 désirent se réserver le droit de chasse ont un délai de dix jours pour faire au maire leur déclaration écrite à ce sujet. Lorsque les terrains ou cours d'eau réservés sont situés dans différents bans, cette déclaration est à adresser au maire de chaque commune ».

Les deux conditions : propriété d'une certaine étendue et déclaration à faire par les propriétaires doivent être remplies avant le commencement de la période de location. Sinon le délai fixé par l'article 6 n'aurait aucun sens. En plus, la description des lots de chasse, dont lecture est faite aux amateurs assemblés, n'aurait aucune valeur si la composition de ces lots risquait d'être à chaque instant modifiée par des mutations de propriétés. Il découle de là une conséquence importante ; c'est que si un propriétaire, qui lors de l'adjudication ne possède pas l'étendue de terrains nécessaire à l'exercice personnel de la chasse, venait à agrandir par la suite sa propriété, de telle sorte qu'elle atteigne ou dépasse 25 hectares, il lui serait impossible de retirer ces terrains à l'adjudication pour y chasser lui-même. Par contre, étant donné que la communalisation est la règle et que doivent y être soumis tous les terrains qui n'en sont pas expressément exclus par la loi, dès l'instant où une propriété, qui remplissait lors de l'adju-

dication les conditions posées à l'exercice de la chasse par le propriétaire, viendrait à diminuer d'étendue de façon à descendre au-dessous de 25 hectares ou à perdre la contiguïté, cette propriété rentrerait dans le ban communal soumis à l'adjudication. Aussi l'article 4 des conditions générales dispose-t-il que « moyennant un supplément proportionnel au prix global de l'adjudication, le fermier aura la faculté et même, à la demande de la commune, l'obligation d'étendre sa location, aux conditions de son bail, sur les terrains réservés par les propriétaires selon l'article 3 de la loi sur la chasse du 7 février 1881, si pendant la durée du bail, le droit de réserve venait à cesser. Si le ban est partagé en différents lots, le conseil municipal, après avoir entendu les adjudicataires, décidera à qui seront adjugés les terrains en question. Si ces terrains sont entourés par un de ces lots, ils devront être attribués à l'adjudicataire de ce lot ».

Il est évident que le propriétaire qui s'est réservé la chasse sur ses terrains n'est pas soumis aux conditions générales ou particulières pouvant figurer dans le cahier des charges régissant l'adjudication de la chasse sur le ban communal. Il n'est pas moins douteux qu'il ne cessera pour cette raison aucunement d'être soumis aux dispositions contenues dans la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883, qui dans son article 1^{er} dit : « La chasse sur les terres et sur les espaces couverts d'eau s'exerce conformément aux dispositions de la présente loi ». Les lois sur la police sont d'ailleurs toujours générales.

Il n'y a cependant nulle obligation pour le propriétaire de se réserver le droit de chasse. Au cas où il ne fait valoir ses droits, la commune comprendra ces terrains dans la loca-

tion, car la loi ne veut pas qu'aucune parcelle de terrain soit exclue de l'adjudication, sauf dans les cas expressément prévus par la loi.

On peut se demander ce qui advient de la chasse sur les terrains communaux présentant les conditions exigées pour l'exercice personnel du droit de chasse. La commune a-t-elle dans ce cas le droit d'exercer la chasse personnellement sur ces terrains dont elle est propriétaire ; et, comme il s'agit d'une collectivité, qui bénéficiera de ce droit ? La question a été tranchée par un décret ministériel du 12 juillet 1888, qui décide que « la chasse sur les terrains, que la commune possède dans son propre ban, est également à louer en même temps que la chasse du ban communal, au cas où les dispositions de l'article 3 s'appliquent à ces terrains ». Cette solution est à approuver ; elle part du caractère général de la communalisation et du rôle d'intermédiaire ou mandataire assigné à la commune. Elle évite par ailleurs toute difficulté pratique quant à l'exercice de la chasse.

Le législateur a donné le droit de chasse au propriétaire d'au moins 25 hectares contigus, parce qu'il a considéré que cette étendue permettait pratiquement l'exercice de la chasse par la possibilité d'y élever et d'y garder le gibier. Mais tous ces espoirs seraient déçus au cas où des terrains appartenant à des personnes autres que le propriétaire s'infiltreraient dans ces surfaces réservées. C'est pourquoi la loi a décidé dans l'article 7 que « lorsque des terrains d'une moindre contenance se trouvent enclavés soit totalement, soit en majeure partie, dans une propriété d'un seul tenant d'au moins 25 hectares, le propriétaire de ce seul tenant, a, en tant qu'il s'est réservé le droit de chasse, la priorité à tout autre lors de la location. Il

peut en conséquence demander le droit de chasse sur le terrain enclavé, pour toute la durée de la location, moyennant une indemnité proportionnée au produit de la location de tout le ban communal. Dans le cas où dans la huitaine à partir du jour de l'adjudication il n'a pas fait usage de ce droit en adressant au maire une déclaration écrite à ce sujet (art. 2), le terrain enclavé fait partie du district communal de chasse ».

Les motifs de la loi s'expliquent à cet égard de la façon suivante : « Le projet de loi de la Délégation ne contient pas de décision réglant le sort de la chasse sur les enclaves. Les nécessités pratiques exigent cependant une réglementation légale, surtout en considération du très grand nombre d'enclaves forestières. Le titulaire du droit de chasse sur la plus petite parcelle enclavée peut réduire à néant les soins délicats donnés au gibier des forêts appartenant aux grands propriétaires fonciers et à la commune. Les empiétements et autres délits échappent en pareil cas généralement à la surveillance des gardes.

Dans le but de parer à ces inconvénients, il est indiqué, à l'imitation de la législation prussienne et badoise, d'accorder le droit de priorité lors de la location aux propriétaires qui, conformément à l'article 3, se sont réservés l'exercice du droit de chasse ».

Ce droit de priorité consiste donc dans le droit accordé à celui qui est autorisé à chasser sur ses terres, d'exercer la chasse également sur les terrains de moindre contenance entourés par sa propriété, moyennant le paiement d'une indemnité.

D'après le texte même de l'article 7, jouit du droit de priorité

le propriétaire de terrains contigus d'une contenance minima de 25 hectares, qui s'est réservé le droit de chasse conformément à l'article 3 de la loi. Si l'on s'en tenait à une interprétation littérale du texte, seules ces personnes bénéficieraient de ce droit. Mais cette interprétation étroite ne serait pas conforme à l'esprit de la loi. Ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires, l'article 7 a été voté afin de rendre l'exercice de la chasse pratiquement possible. Nous venons de voir en ce sens les motifs de la loi. Le rapport de la commission spéciale élue pour étudier le projet émané du gouvernement s'exprime dans le même sens : « L'article 7, dit-il, contient également une innovation qui a été considérée par la commission comme justifiée pour cette raison que la chasse sur de petites parcelles enclavées serait illusoire, si on n'accordait un droit de priorité à la location aux propriétaires des fonds plus étendus entourant ces enclaves, lesquelles ne peuvent profiter qu'à ces propriétaires ». Mais les inconvénients signalés notamment par les motifs de la loi sont les mêmes au cas d'enclaves comprises dans les forêts domaniales et dans les forêts indivises entre l'Etat et les autres propriétaires. Car exactement comme lorsqu'il s'agit de propriétés de plus de 25 hectares, le locataire de la chasse communale peut anéantir tout le gibier que le chasseur en forêt a élevé à force de dépenses et de soins. Il faut même dire que ce travail de destruction sera facilité par le fait que dans la plupart des cas il s'agit de champs qui s'infiltrèrent dans la forêt d'Etat et qui portent la principale nourriture du gibier. Rien ne sera plus facile au locataire de la chasse communale que d'aller se poster au bord du bois et d'arriver en peu de temps à abattre la dernière pièce de gibier. Il ne fait aucun doute que particulièrement dans les Vosges, le gibier —

à l'heure actuelle généralement abondant — serait extrêmement rare si l'on n'étendait l'article 7 aux enclaves dans les forêts domaniales. En effet, celles-ci couvrent presque tout l'ensemble du massif vosgien ; or la configuration du terrain fait que les terres formant le ban communal poussent en longues bandes souvent très loin dans l'intérieur de la forêt, où en plus prédomine la haute futaie laissant peu de nourriture au gibier. Si on donnait de la loi une interprétation littérale, le locataire de la chasse sur le ban communal serait maître de tout le gibier sans exception vivant dans la forêt. Sachant cela, il se trouverait certainement des personnes qui ne se porteraient pas amateurs pour la chasse en forêt, alors qu'elles pousseraient à un prix fantastique les quelques hectares formant le ban communal. La porte serait ouverte à toutes sortes de chantages. La destruction du gibier serait vite consommée ; celui-ci disparu et ne pouvant plus attirer les amateurs de chasses, ce seraient en définitive les communes et l'Etat qui feraient les frais de ce système.

Si donc on veut respecter la pensée du législateur, il faut donner de l'article 7 une interprétation plus large en l'appliquant également aux enclaves dans les forêts domaniales et dans celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires. Mais la loi contient une disposition qu'on pourrait être tenté d'opposer à cette interprétation. L'article 1^{er}, après avoir posé le principe que chaque propriétaire a le droit de chasse sur les terrains qui lui appartiennent, précise dans les alinéas suivants l'étendue d'application de la loi ; en particulier, dans l'alinéa 2, la loi stipule que ses dispositions ne s'appliquent pas « aux terrains de l'administration militaire et à ceux de l'administration des chemins de fer de l'empire, aux forêts

domaniales et à celles indivises entre l'Etat et d'autres propriétaires ». L'article 7 — pourrait-on être tenté de conclure — ne peut être appliqué à ces forêts, du moment que l'article 1^{er} a eu soin de les exclure des dispositions de la loi. Ce serait là une interprétation erronée et qui méconnaîtrait pleinement la pensée du législateur. Le sens de l'article 1^{er}, tel qu'il ressort nettement des débats auquel il a été soumis au sein de l'assemblée, est que la commune n'a pas le droit de louer la chasse sur lesdits terrains; ainsi que s'exprime un des membres de la Délégation dans la séance du 26 janvier 1881 : « D'après l'énoncé de l'article 1^{er}, les communes n'ont pas le droit de louer la chasse dans les forêts domaniales ». Cela veut dire tout simplement que ce sont les dispositions sur la location des chasses qui ne s'appliqueront pas à ces forêts, tandis qu'elles seront soumises à toutes les autres dispositions. Il est vrai que ces dispositions sur la location du droit de chasse forment la majeure partie du contenu de la loi. Il reste cependant que les propriétaires de ces forêts ont par ailleurs les mêmes droits et les mêmes obligations que les titulaires du droit de chasse; ils pourront notamment bénéficier du droit de priorité. Sinon il eût fallu logiquement exclure également les propriétaires qui selon l'article 3 se sont réservé l'exercice du droit de chasse sur leurs terrains; or il n'en est rien; ils ne sont pas soumis aux dispositions sur la location mais à toutes les autres dispositions de la loi, puisque c'est précisément d'eux que s'occupe l'article 7. Si le législateur avait voulu faire une situation moins avantageuse aux titulaires du droit de chasse dont parle l'article 1^{er} qu'à ceux dont s'occupe l'article 3, il n'aurait pas manqué d'exclure les premiers du droit de priorité.

C'est à cette interprétation que s'est également rattachée la Cour de Colmar, dans un arrêt du 15 mars 1900 (1).

Il convient d'ailleurs d'observer que l'alinéa 2 de l'article 1^{er}, en tant qu'il parle des forêts domaniales, est une disposition complètement superflue ; car on ne voit vraiment pas sur quel droit les communes pourraient se fonder pour procéder à la location du droit de chasse dans les forêts domaniales. La précaution prise était donc inutile et n'a servi tout au plus qu'à susciter des controverses d'interprétation.

Il résulte du texte de l'article 7 qu'au cas où l'enclave est formée par des terrains d'une superficie cortiguë de 25 hectares, le droit de priorité n'existe plus au profit de celui dont les terrains entourent l'enclave. En présence de deux propriétaires dont chacun possède 25 hectares, il n'y a aucune raison légitime à exproprier l'un d'eux au profit de l'autre. Sinon le propriétaire des terrains enclavés ne disposerait plus que d'une petite étendue rendant la chasse pratiquement impossible. En plus, cette solution serait en contradiction avec celle de l'article 3. Cependant il y a lieu de préciser que, lorsque la loi parle de « terrains d'une moindre contenance », elle entend les terrains mêmes qui sont enclavés ; aussi leur propriétaire ne pourra-t-il s'opposer au droit de priorité au cas où les terrains enclavés ne compteront pas par eux-mêmes, mais seulement par leur réunion avec d'autres terrains ou ceux du ban communal une superficie de 25 hectares. En faveur de cette interprétation, on peut invoquer le texte même de l'article 7 qui oppose les terrains de moindre contenance à « la propriété d'un seul tenant » ; le texte allemand est

(1) Jurist. Zeitschr. f. Els.-Lothr., t. 25, p. 329.

encore plus net en parlant de « einzelne Grundstücke » par opposition à un « zusammenhängender Grundbesitz ». La Cour de Colmar, dans l'arrêt déjà cité du 15 mars 1900, s'est prononcée dans le même sens.

Les terrains, dit la loi, devront être enclavés soit totalement, soit en majeure partie ; en majeure partie, c'est-à-dire plus qu'à moitié ; dans ce cas rentreraient notamment les terrains qui s'étendent dans l'intérieur d'une forêt de façon à en être entourés par trois côtés.

L'interprétation équitable de la loi exige qu'on fasse rentrer également dans les « terrains d'une moindre contenance » les étangs de moins de 5 hectares, lorsqu'ils ne sont pas appropriés comme canardières.

Le droit de priorité autorise le titulaire à exercer la chasse sur le terrain enclavé pendant la durée de la location, moyennant une indemnité proportionnée au produit de la location de tout le ban communal. L'exercice de la chasse sur ces terrains enclavés est soumis aux dispositions de la loi de 1881 ainsi qu'aux conditions du cahier des charges. Par l'effet du droit de priorité, celui qui en bénéficie prend sur l'étendue des terrains enclavés la place du fermier de la chasse sur le ban communal. Il a les mêmes droits et les mêmes obligations. L'indemnité — en réalité on devrait parler de fermage — se calcule en établissant la contenance des terrains enclavés par rapport aux terrains formant le canton de chasse communal. Elle est à verser dans la caisse communale.

Pour bénéficier de ce droit de priorité, le propriétaire doit, au plus tard le huitième jour après l'adjudication définitive de la chasse, adresser une déclaration écrite au maire de la commune où il lui fait part de sa volonté d'exercer le droit de priorité.

Nous avons jusqu'ici étudié ce qui constitue le fondement de la loi de 1881, c'est-à-dire le système de communalisation avec les tempéraments. Mais cette communalisation forme, ainsi que nous l'avons vu précédemment, une importante source de revenus pour les communes, puisqu'elle produit annuellement 3.200.000 francs, chiffre de 1919 ; on peut se demander ce qui advient de ces sommes. L'article 4 nous répond sur cette question. C'est son étude que nous allons aborder, les autres articles de la loi contenant plutôt des dispositions réglementaires et transitoires, qui ne nous retiendront pas longtemps.

L'article 4 est rédigé en ces termes : « Le produit de la location de la chasse est versé dans la caisse communale.

La répartition de ce produit entre les différents propriétaires se fera proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains faisant partie du district de chasse donné en location. Toutes les sommes qui n'auront pas été retirées dans un délai de deux ans, après la publication du rôle de répartition, seront acquises à la caisse communale.

Le produit de la location de la chasse sur un ban communal reste acquis à la commune, lorsque les deux tiers au moins des intéressés, possédant en même temps plus des deux tiers des terrains régis par la présente loi, en décident ainsi. Cette décision est valable pour toute la durée de la location.

Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu des dispositions de l'article 3, se seront réservé le droit de chasse, auront à verser dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains réservés, qui sera ajoutée au produit provenant de la location du reste du ban communal ».

Le produit de la location est la somme payée par le locataire en contre-partie du droit de chasse. L'alinéa 1 dispose qu'il est à payer dans la caisse communale; il sera donc soumis à toutes les règles administratives sur la comptabilité publique. Selon l'article 11 du cahier des charges, le fermage est à verser tous les ans par avance pour une année, au plus tard le 1^{er} avril, entre les mains du receveur municipal; l'article 15 autorise le conseil municipal à résilier le contrat, sans intervention judiciaire, par voie de simple notification écrite, au cas où le fermier ne paye pas le terme échu dans un délai de un mois après que sommation à payer lui aura été signifiée.

Le produit de la location sera ou bien réparti entre les propriétaires ou bien versé dans la caisse communale.

Dans le cas d'une répartition entre les différents propriétaires, la loi prend pour base les contenances indiquées par le cadastre pour les terrains, cours d'eau et étangs qui forment le canton de chasse. On eût pu s'en tenir aussi à la cote de contribution foncière pour fixer les parts des différents propriétaires. Cela avait d'ailleurs été prévu dans le projet émané de la commission spéciale. Mais un amendement proposé à l'assemblée et voté dans la séance du 10 avril 1880 stipulait la répartition d'après la contenance cadastrale. On fit remarquer lors de la discussion de l'amendement que beaucoup de baux de ferme mettaient les contributions à la charge du fermier, et que par suite la répartition selon le montant des contributions foncières pourrait créer des difficultés. D'autre part, dit l'auteur de l'amendement « supposé une forêt de 20 hectares située dans un district de 200 hectares. L'équité exigerait peut-être que son propriétaire reçoive un dixième du produit de la location. D'après le projet de la commission,

au contraire, il bénéficierait d'une part bien moins élevée parce que sa propriété est évaluée à un revenu inférieur ; par contre si l'amendement est voté, le propriétaire participera au produit de la location proportionnellement à la contenance cadastrale ». En effet, la répartition qui prend comme base la contenance portée au cadastre est à préférer à la répartition d'après le montant de la contribution foncière pour la raison qu'à cet égard les terrains sont classés suivant l'importance des revenus et que les terrains de la première catégorie payent plus d'impôts que les autres. Or il y a autant sinon plus de gibier sur les terrains portés en dernier lieu que sur ceux de la première catégorie ; il serait donc contraire à l'équité de leur attribuer une part moindre dans la répartition des sommes provenant de la location.

Le district de chasse pris en considération pour effectuer le partage des sommes provenant de la location comprend tous les terrains du ban communal, à l'exception de ceux exclus par l'article 1^{er} et de ceux qui font l'objet de l'article 3 de la loi.

La répartition se fera entre les différents propriétaires, dit la loi. Seul le propriétaire est donc admis à toucher la somme qui revient au terrain en question. Cependant, l'usufruitier et l'usager, titulaires d'un droit réel, auront — de même qu'ils sont admis à bénéficier des dispositions de l'article 3 — la faculté de percevoir les parts leur revenant. Par contre, le fermier n'aura pas ce droit. En cas de doute, sera considéré comme propriétaire celui inscrit comme tel dans la matrice cadastrale.

La répartition se fera proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains faisant partie du district de chasse donné en location. Par conséquent on ne tiendra pas compte

de la nature des terres ; peu importe qu'il s'agisse de champs cultivés, de forêts ou d'étangs. Les désignations contenues à cet égard dans le cadastre sont sans importance.

La loi parlant de « district de chasse », il s'en suit qu'au cas où le ban communal est divisé en plusieurs lots de chasse, il y a lieu d'établir pour chaque lot un rôle de répartition spécial ; cela se comprend, des différences notables pouvant exister dans les prix d'adjudication respectifs des divers lots.

Toutes les sommes qui n'auront pas été retirées dans un délai de deux ans, après la publication du rôle de répartition, seront acquises à la caisse communale. Cette disposition a été insérée dans la loi pour deux motifs : tout d'abord on n'a fait que reproduire une règle très générale du droit public qui impose aux particuliers l'observation de certains délais afin d'éviter des retards et des complications dans la comptabilité publique ; d'autre part, le législateur a pensé avec raison que beaucoup de propriétaires préféreraient laisser les sommes qui leur reviennent à la disposition de la commune, ou ne les estimeraient pas assez élevées pour justifier le retrait. Le désir du législateur a d'ailleurs été de laisser dans la plus large mesure les sommes à la disposition de la commune ; car, répartie entre les différents propriétaires, très nombreux dans un pays de petite propriété comme l'Alsace, la somme revenant à chacun d'eux sera trop minime pour permettre une utilisation avantageuse. Par contre, restée en bloc à la disposition de la commune, celle-ci sera en mesure de lui donner l'affectation la plus utile à l'intérêt général, par la construction de chemins et d'autres travaux.

Le législateur a espéré que les propriétaires eux-mêmes seraient bien vite persuadés que la meilleure utilisation des

sommes provenant de la location consisterait dans une renonciation de leurs droits au profit de la commune. Mais il a prévu aussi le cas où la mauvaise volonté d'un seul pourrait mettre en échec les intérêts très justifiés de la majorité. C'est pourquoi, dans l'alinéa 3 de l'article 4, il a rendu possible l'affectation obligatoire du produit de la location à la caisse communale. « Le produit de la location de la chasse sur un ban communal reste acquis à la commune, lorsque les deux tiers au moins des intéressés, possédant en même temps plus des deux tiers des terrains régis par la présente loi, en décident ainsi. Cette décision est valable pour toute la durée de la location.

A propos de cette disposition, un membre de la Délégation s'exprime lors de la dernière discussion du projet de loi, le 1^{er} février 1881, dans les termes suivants : « On m'objectera : vous voulez tout de même arriver en dernier lieu à laisser le produit des locations de chasse dans la caisse communale. Non, messieurs, nous ne le voulons pas ; nous désirons sans doute atteindre ce résultat final pratiquement par le consentement de tous... Et finalement, messieurs, il est tout de même évident que, sitôt qu'il s'agit d'atteindre un résultat intéressant une collectivité, la décision doit appartenir à quelqu'un, et que la majorité l'emporte sur la minorité. Lorsque nous avons décidé que la cession du produit de la location à la commune dépendra d'une majorité des deux tiers, il me semble que nous avons fait preuve d'une grande libéralité. Il ne faut tout de même pas que la minorité arrive à empêcher la réalisation d'une chose très utile contrairement à la volonté de la très forte majorité ».

La loi exige, pour que le produit de la location reste dans la

caisse communale, une décision en ce sens émanant de la majorité des deux tiers des intéressés. Sont considérés comme intéressés et ont par suite droit de prendre part à la délibération tous les propriétaires ayant des terres sur le ban communal, qu'ils habitent ou non la commune. Parmi eux figurent également ceux qui, en vertu des dispositions de l'article 3 de la loi, se sont réservé l'exercice du droit de chasse sur leurs terrains. Cela résulte de l'article 6 de la loi qui dispose que la décision sur l'affectation des sommes provenant de la location doit être prise avant l'adjudication, tandis que la déclaration écrite prévue par l'article 3 est à faire au maire dans un délai de dix jours après cette décision. On ne connaît donc pas du tout, au moment de la délibération, les propriétaires qui se réserveront le droit de chasse. D'autre part, ces propriétaires ont un intérêt pécuniaire à participer à la délibération, puisque, au cas où il aurait été décidé que le produit de la location restera à la disposition de la commune, ils seront, selon l'article 4, alinéa 4, obligés de verser dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance des terrains réservés. Enfin, la loi parle de propriétaires possédant plus des deux tiers des terrains régis par la loi ; y entreront donc également les terrains dont s'occupe l'article 3. Ne prendront par contre pas part à la délibération les propriétaires des terrains exclus expressément des dispositions de la loi par l'article 1^{er}, ainsi que les communes qui ont une propriété située dans un autre ban et qui les autorisent à exercer personnellement le droit de chasse (art. 5).

La majorité nécessaire pour prendre la décision est des deux tiers des intéressés. Il s'agit d'une majorité absolue et il ne suffit pas que deux tiers des propriétaires présents se pronon-

cent. Il faut en outre que ces deux tiers des propriétaires possèdent en même temps les deux tiers des terrains régis par la loi. Cette majorité peut sembler très forte. Aussi le projet primitif n'exigeait-il que la simple majorité. Le projet gouvernemental s'est montré plus libéral à l'encontre des propriétaires en s'arrêtant au chiffre des deux tiers. Le rapport de la commission spéciale précise « que dans cette innovation, il y a une nouvelle concession dans le sens du respect du droit de propriété. La commission s'y est rangée sans discussion ». Au cours des débats sur le projet initial la disposition formant l'alinéa 3 de l'article 4 a fait l'objet de beaucoup de critiques ; on n'admettait pas que les propriétaires pussent être dépossédés de cette indemnité par une simple décision majoritaire (1). Dans la discussion qui suivit, l'article 4 dans sa nouvelle rédaction a d'ailleurs été voté sans faire l'objet d'aucune opposition.

Il y a cependant des défenseurs de la propriété privée, qui ne peuvent admettre le pouvoir accordé à une majorité de statuer sur les sommes devant normalement revenir aux propriétaires. D'après eux, la minorité ne saurait être contrainte à ce sacrifice. Ce serait une véritable injustice. On ne peut pas priver ainsi les individus d'un droit qui leur appartient, quelque minime qu'il soit. Ce serait sans doute avantageux pour la commune. Mais, s'il y a de bonnes raisons pratiques pour enlever à certains propriétaires l'exercice du droit de chasse, il n'y en a aucune pour leur refuser l'indemnité correspondante à laquelle leur situation de fortune ne leur permet peut-être pas de renoncer. A l'assemblée dans la séance

(1) 41^e séance, 10 avril 1880.

du 10 avril 1880, un membre critiqua l'alinéa 3 de l'article 4 dans les termes suivants : « Je voudrais que l'alinéa 3 fût repoussé dans son ensemble. Grâce à cette disposition, vous placez le propriétaire sous la tutelle de la commune qui loue la chasse et par cet alinéa vous accordez à la majorité le droit de le priver du revenu provenant de la chasse. Vous lui retirez de cette façon, sans son consentement, sa propriété. Je n'accorderais à aucune majorité le droit de me priver de ce qui me revient légalement. Aucune majorité ne peut me forcer à sacrifier une partie de ma propriété. Vous dites que ce sacrifice profite à la commune, que l'argent est utilisé dans l'intérêt général. Je dois vous répondre qu'il n'appartient pas à la majorité de me retirer ce à quoi j'ai droit, même quand ce serait dans l'intérêt de la commune. La commune doit-elle faire appel au crédit, elle peut m'imposer par un procédé légalement autorisé le paiement de centimes additionnels, que je lui verserai. Cet alinéa, messieurs, porte le coup le plus dur au droit de propriété ».

Enfin certains prétendent que l'enlèvement du droit de chasse aux petits propriétaires constitue une véritable expropriation. Ils en reconnaissent la nécessité, mais, étant donné qu'il s'agit d'une expropriation dans un intérêt général, elle ne saurait avoir lieu que moyennant une juste indemnité. Ils voient cette indemnité dans la part du produit de la location qui revient à chaque propriétaire. La majorité ne peut disposer de ces sommes, sinon on se trouverait en présence d'une expropriation sans indemnité.

En réalité, aucune de ces critiques ne résiste à une discussion sérieuse. Elles partent toutes d'un principe rigide : le droit de chasse, attribut inséparable de la propriété ; la

propriété, droit inviolable et sacré. Or nous avons vu — et il n'est plus nécessaire d'y revenir — que la petite propriété n'implique pas — faute d'intérêt — le droit du propriétaire de s'opposer au passage des chasseurs ; que d'autre part le droit de propriété lui-même est sérieusement limité, tant quant à son étendue que quant à ses conditions d'exercice. On ne peut par conséquent parler d'une expropriation qui ne serait possible que moyennant indemnité. Et d'ailleurs la décision de la majorité n'entraîne pas une expropriation pure et simple, puisque le propriétaire en profite indirectement par les travaux d'utilité générale que la commune fera exécuter ; il sera en outre dispensé d'un surcroît de contributions. L'assemblée dans sa grande majorité était d'ailleurs favorable à la disposition de l'alinéa 3 ; mais pour montrer le respect qu'elle avait pour le droit de propriété, elle a repoussé un amendement tendant à faire de l'affectation du produit de la location à la caisse communale la situation normale et faisant dépendre le partage de la majorité des deux tiers, amendement qui aboutissait donc à la situation inverse de celle que la loi a consacrée définitivement ; d'autre part, elle n'a pas donné satisfaction aux désirs d'un membre qui voulait laisser au conseil municipal le soin de statuer sur les sommes provenant de la location.

Qu'en est-il du cas où le ban communal est divisé en plusieurs lots de chasse ? Il ne pourra être statué que pour toute l'étendue du ban communal par la majorité de tous les intéressés de ce ban. La loi parlant de « ban communal », il ne peut y avoir aucun doute à cet égard. Cette solution est d'ailleurs à approuver. Au cas contraire, il pourrait arriver que les intéressés d'un district de chasse décident de laisser le

produit de la location à la commune, tandis que dans l'autre ils se décident pour le partage. Il n'en résulterait que des complications inutiles. Les motifs de la loi s'expriment dans le même sens.

Dans le dernier alinéa, la loi s'occupe des propriétaires qui, conformément à l'article 3, se sont réservés l'exercice du droit de chasse. « Ils auront, dit la loi, à verser dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains réservés, qui sera ajoutée au produit provenant de la location du reste du ban communal ». Ainsi que le disent les motifs de la loi : « Dans le cas d'une décision en ce sens (c'est-à-dire affectation du produit de la location à la caisse communale), l'équité exige que les propriétaires qui se sont réservé le droit de chasse, versent dans la caisse communale une somme équivalente, puisqu'ils profitent aussi bien que les autres de cette recette communale et qu'ils se trouveraient dans le cas contraire dans une situation bien plus avantageuse ». Pour la fixation de cette somme, on prend en considération la contenance cadastrale des terrains réservés par rapport au produit résultant de l'adjudication du reste du ban communal. La nature des terrains ou éventuellement les sommes retirées par le propriétaire de la location de la chasse sur ses terrains sont sans importance.

La commune est libre de disposer du produit de la location. Son utilisation n'a pas été prescrite. Lors de la discussion du projet de loi dans la séance du 26 janvier 1881, un membre envisagea la possibilité de la part du ministère de prendre une décision ordonnant aux maires d'utiliser les sommes provenant de la location pour l'entretien de chemins ruraux, pour des travaux d'intérêt agricole, ou d'autres qui n'intéressent que le

propriétaire foncier. Ce ne serait, disait-il, pas un avantage accordé à l'agriculture, mais seulement la réparation d'une injustice. En fait, l'attribution du produit de la location à la caisse communale aurait pour conséquence en général une réduction des centimes additionnels relativement aux quatre contributions directes. Or on devrait tendre uniquement vers un abaissement de l'impôt foncier, parce que le produit de la location représente le rachat d'un privilège revenant uniquement et exclusivement à la propriété foncière. La mesure proposée répondrait par conséquent à l'équité. A quoi le représentant du gouvernement répondit qu'il approuvait quant au fonds cette proposition, mais que le gouvernement ne pouvait donner des ordres en ce sens ; l'instruction qui serait prise à cet égard ne pourrait consister que dans une invitation ; on ne pourrait obliger les communes à disposer de leurs revenus dans une fin déterminée. Dans cet esprit a été pris un décret ministériel (4 mars 1881), qui recommande aux communes l'utilisation des sommes pour des travaux profitant en premier lieu aux propriétaires fonciers.

Ainsi que l'a fait remarquer, lors des débats sur le premier projet de loi, un membre de la Délégation, il peut arriver en fait qu'une commune soit propriétaire de terrains situés dans un autre ban. Cela est d'ailleurs le cas pour beaucoup de communes en Alsace ; ce sont principalement des forêts qui constituent ces propriétés. Or si l'on ne créait pas pour ces communes une situation spéciale, on aboutirait à faire passer le produit de la location des terres faisant partie d'un ban étranger dans la caisse d'une commune étrangère. C'est ce que le législateur a voulu éviter. Lors de la discussion du premier projet, un membre proposa un amendement qui avait pour but d'assi-

miler les forêts communales, qui feraient partie d'un autre ban communal, aux forêts domaniales ; or celles-ci sont exclues des dispositions de la loi sur les locations par l'article 1^{er} ; l'amendement visait donc à en exclure également lesdites forêts communales. L'amendement n'a pas été soumis à discussion pour vice de forme ; mais il n'y eut d'opposition que de la part de quelques membres. En conséquence, ce fut le gouvernement qui eut soin d'insérer dans le projet de loi l'article 5 rédigé en ces termes : « Les communes qui possèdent des terrains situés sur d'autres banlieues et se trouvant dans les conditions de l'article 3, ne participent point aux décisions relatives à l'emploi du produit de la location de la chasse au profit de la commune (art. 4, al. 3), et sont dispensées, dans le cas où une pareille décision a été prise et qu'elles se sont réservé le droit de chasse, de verser une quote-part dans la caisse de l'autre commune (art. 4, al. 4) ».

Les motifs joints au projet s'expriment à cet égard de la façon suivante : « Les dispositions de cet article ne figurent pas dans le projet de la Délégation. Bien que juridiquement il soit indifférent que la propriété appartienne à un membre de la commune ou à un étranger, en ce qui concerne une communauté étrangère il semble tout de même juste d'assurer au moins aux communes, qui sont à même de former dans une autre banlieue un district de chasse réservé selon l'article 3, les revenus pécuniaires de ce district, et de les protéger par là contre le vote d'une majorité disposant ainsi de leur fortune au profit d'une autre commune et composée de personnes complètement étrangères à ses intérêts. Il résulte de là que les communes intéressées ne peuvent pas prendre part au vote relatif à l'emploi du produit de la location de la chasse ».

La loi ne parlant que des communes, on ne peut étendre les dispositions de l'article 5 à d'autres personnes morales du droit public, telles que les fondations ou hôpitaux. Cela est d'ailleurs justifié. Car pour ces personnes il est sans grande importance qu'elles aient à verser une certaine somme dans la caisse d'une commune autre que celle à laquelle ils appartiennent. Au contraire, pour les communes, l'article 5 ne fait en réalité que rétablir le droit commun ; si en effet les terres étaient situées dans le ban de la commune, celle-ci bénéficierait elle-même de l'indemnité dont parle l'article 4. La situation différente des terres ne doit pas avoir pour résultat une dépossession de revenus.

Au cas où il serait décidé que le produit de la location resterait à la commune, celles qui sont propriétaires de terrains réservés situés dans le ban d'autres communes n'auront pas à verser de contribution à ces dernières ; elles n'ont donc pas d'intérêt à participer au vote concernant l'emploi de ce produit ; le législateur a donc eu raison de décider qu'elles ne prendraient pas part à cette délibération.

Lorsque les communes visées par l'article 5 ne se réservent pas le droit de chasser sur les terrains situés dans un autre ban communal, ceux-ci rentrent sous l'application du droit commun, c'est-à-dire de l'article 4.

La loi détermine dans l'article 6 les formalités et délais à observer pour l'exécution des dispositions précédentes. Tout d'abord, à quel moment sera prise la décision sur l'emploi du produit, de la location de la chasse ? C'est au maire qu'il appartient de le décider : « Avant le terme fixé pour l'adjudication de la chasse, le maire est tenu de fixer un terme qu'il portera à la connaissance du public, où interviendra la déci-

sion sur la question de savoir si le produit de la location devra rester à la commune » (art. 6, al. 1). Un avis ministériel pris le 12 juillet 1888, conformément aux prescriptions de l'article final de la loi, a réglé les formalités de détail auxquelles devront se soumettre les intéressés.

Ainsi que nous l'avons déjà vu précédemment, cet article 6 dans les alinéas 2 et 3 s'occupe également des propriétaires auxquels s'applique l'article 3 : « Cette décision une fois prise, dit la loi, les propriétaires qui en vertu de l'article 3 désirent se réserver le droit de chasse, ont un délai de 10 jours pour faire au maire leur déclaration écrite à ce sujet. — Lorsque les terrains ou cours d'eau réservés sont situés dans différents bans, cette déclaration est à adresser au maire de chaque commune ». Nous avons vu que la déclaration des propriétaires, qui possèdent des terrains répondant aux conditions de l'article 3 dans différents bans communaux, est à adresser au maire de chaque commune, et nous en avons déduit que la situation de ces terres dans différents bans est sans influence sur la faculté de réserve.

Après l'expiration du délai de dix jours il ne sera plus possible à qui que ce soit de se réserver une chasse. Il y aura donc moyen d'être fixé exactement et définitivement sur la composition des lots à mettre en adjudication, pour en faire part aux amateurs lors de la location. Mais afin d'arriver à une adjudication sous de bonnes conditions et lui faire produire une somme élevée, par le concours de nombreux amateurs, le législateur a cru bon de laisser s'écouler un certain délai entre la première publication du jour de l'adjudication et l'adjudication elle-même. C'est le dernier alinéa de l'article 6 qui fixe ces délais en ces termes : « La publication du jour de l'adjudication ne

peut être faite avant l'expiration de ce délai de dix jours. Entre le jour fixé pour l'adjudication et la première publication, il devra y avoir un délai de six semaines au moins ».

Les délais fixés par le projet émané du gouvernement sont plus longs que ceux qui figuraient dans le projet initial de la Délégation. D'après ce dernier projet, les déclarations des propriétaires ne devaient être faites qu'au plus tard huit jours avant le terme fixé pour l'adjudication. De même, celle-ci ne devait suivre que de trois semaines la décision sur l'emploi des sommes provenant de la location.

Dans l'article 7 la loi s'occupe de la situation juridique des enclaves ; nous n'y reviendrons plus, car nous en avons étudié les dispositions à propos de l'article 3.

Par la suite (art. 8, 9, 10), on se trouve en présence de dispositions transitoires, qui sont sans objet depuis la fin de la première période de chasse, en 1889. Nous nous contenterons d'énoncer le texte, sans cependant nous y arrêter.

Art. 8 : « A compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les contrats de location des terrains régis par la présente loi et sur lesquels les propriétaires ne se seront pas réservé le droit de chasse, ne pourront être passés valablement qu'en se conformant aux dispositions de l'article 2 ci-dessus.

Tous les baux intervenus entre particulier pour la location de la chasse sur de pareils terrains devront, dans un délai de trois mois, être déposés en forme dûment enregistrée, contre récépissé, à la Kreisdirection (sous-préfecture).

Les contrats qui n'auront pas été déposés dans la forme et le délai prescrits, de même que ceux passés contrairement aux prescriptions de l'alinéa 1^{er} n'ont aucun effet juridique.

Les baux déposés expiront, en tant qu'ils ne sont pas

écoulés antérieurement, en 1889, le jour de la fermeture de la chasse ».

Art. 9 : « S'il existe des baux pour des parties d'un ban communal de moins de 25 hectares d'un seul tenant, il peut à la diligence du maire et au moins huit jours avant le terme fixé pour l'adjudication, être assigné aux locataires de chasse, aux lieu et place des parcelles par eux louées, un district de chasse équivalant en contenance et valeur à ces parcelles.

Le loyer dû par les locataires en vertu d'un contrat restera acquis aux ayants droit. Les propriétaires des parcelles assignées aux locataires comme district de chasse, auront une part proportionnelle dans le produit de la location du ban communal, conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente loi.

L'assignation sera faite par deux experts assermentés par l'Amtsrichter (juge cantonal), dont l'un sera nommé par le maire et l'autre par les locataires de chasse. Si ces derniers négligent de nommer un expert dans le délai fixé, ou si les experts nommés ne peuvent tomber d'accord, il sera nommé par le Kreisdirector (sous-préfet) un troisième expert qui fera cette assignation. Les frais de la procédure seront à la charge des locataires de chasse ».

Art. 10 : « Lors de la première location des districts de chasse, la fin du bail devra être fixée au jour de la fermeture de la chasse de l'année 1889.

S'il existe des baux expirant avant ce terme, la commune aura à procéder à une nouvelle location, avec la stipulation que cette dernière cessera au jour ci-dessus indiqué ».

La loi a cru bon de dire qu'elle ne touchait en rien aux dispositions en vigueur sur la police de la chasse ; c'est ce

qu'exprime l'alinéa 1^{er} de l'article 11 : « Les dispositions actuelles sur la police de la chasse, de même que celles relatives à la destruction des animaux nuisibles, ne sont pas atteintes par la présente loi ». En 1881, il s'agissait des dispositions sur la police de la chasse édictées par la loi du 3 mai 1844, principalement dans ses articles 11, 12, 14, 15, 16 et 29 ; quant à celles relatives à la destruction d'animaux nuisibles, elles sont contenues dans l'article 9 de cette loi. Mais toutes ces dispositions ont été abrogées par la loi du 7 mai 1883, relative à la police de la chasse, qui réglemente en détail toute cette matière ; de telle façon que l'alinéa 1^{er} de l'article 11 n'a plus d'objet. La loi sur la police de la chasse, étant postérieure à celle de 1881, a dû s'exprimer quant au maintien des dispositions de cette dernière. Il est évident qu'en tant que celle-ci se rapporte à l'exercice de la chasse, elle n'est pas touchée par la loi de 1883. Mais on rencontre une disposition sur la police de la chasse, qui se trouve précisément dans l'article 11, deuxième alinéa de la loi de 1881, ainsi conçu : « Néanmoins l'usage des armes à feu sera interdit, tant pour l'exercice du droit de chasse que pour la poursuite du gibier, sur les terrains enclavés dans les fortifications, ainsi que sur ceux situés dans un circuit de 225 mètres au plus des fortifications ou des forts, poudrières ou autres établissements de même nature, sous peine d'une amende de 20 à 150 marks, ou bien d'un emprisonnement jusqu'à quatre semaines. La délimitation et l'abornement des rayons de sûreté auront lieu sur les dispositions à prendre par le statthalter, en se conformant aux articles 3 et 8 de la loi d'Empire du 21 décembre 1871 ». Or cette disposition a été expressément maintenue par l'article 18 de la loi de 1883. Elle ne se trouvait pas dans le

projet initial, tel qu'il est sorti des délibérations de la Délégation, et dont l'article 8 n'était formé que par l'alinéa premier de notre article 11 actuel. Le texte actuel ne se retrouve que dans le projet soumis plus tard par le gouvernement à la délibération de l'assemblée. Le gouvernement de l'Empire était à ce moment très préoccupé par la construction de travaux militaires dans les provinces annexées, et il y a lieu de penser que son attention a été attirée par ces circonstances. Enfin, le gouvernement s'est laissé influencer par les dispositions analogues en vigueur dans les autres Etats allemands ; « la prescription de l'alinéa 2, disent les motifs, est commandée par les intérêts militaires et correspond aux dispositions en vigueur dans d'autres Etats allemands ».

Ainsi que nous l'avons déjà observé, des avis ministériels ont été pris pour régler les détails d'exécution de la loi. Ce pouvoir réglementaire a été attribué expressément au ministre par l'article 12 et dernier de la loi, décidant que « les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront prises par le ministère ». En exécution de cette disposition, il n'a pas été pris de règlement d'administration publique sur la matière, mais différents avis ministériels, tels que celui du 12 juillet 1888 réglant les formalités qui devront précéder l'adjudication.

§ 2. — La propriété du gibier

En étudiant la loi sur l'exercice du droit de chasse du 7 février 1881, nous avons pu nous persuader que nulle part il n'est question de la propriété du gibier, c'est-à-dire du droit qu'a le chasseur sur le gibier. C'est donc que pour cette question

il faut se reporter aux principes généraux du droit privé. On pourrait se contenter de renvoyer à ces principes si dans la législation spéciale à l'Alsace-Lorraine on ne trouvait un texte susceptible de faire naître quelques difficultés : l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1883 concernant la police de la chasse, et qui est rédigé en ces termes :

Art. 1^{er} : « La chasse sur les terrains et sur les espaces couverts d'eau s'exerce conformément aux dispositions de la présente loi.

Il est interdit de suivre le gibier blessé ou de s'emparer du gibier tombé sur un domaine de chasse appartenant à autrui (droit de suite), sans l'autorisation de celui à qui le droit de chasse appartient ».

Pour notre part, nous ne croyons pas que cette disposition ait voulu trancher la question de l'attribution du gibier, à laquelle devront s'appliquer les règles du droit commun, et notamment la théorie de l'occupation. Pour discuter le point de savoir si la loi de 1883 a modifié ce droit commun, nous sommes donc logiquement obligés à en exposer les principales règles, telles qu'elles se dégagent de la théorie de l'occupation qui nous vient encore du droit romain et qui est communément admise de nos jours.

Et tout d'abord, que faut-il entendre par « gibier » ? Cela est important à savoir puisque c'est au gibier seulement que s'appliquent les règles que nous allons exposer. La loi n'a rien dit à cet égard. Mais on est d'accord pour décider que le gibier comprend tous les animaux qui font communément l'objet de la recherche et de la poursuite des chasseurs. Tout le monde admet que le gibier ne comprend que les animaux sauvages ; les animaux domestiques ne peuvent pas rentrer

dans cette dénomination, pas plus que les animaux sauvages de leur nature qui ont été apprivoisés. Si toutefois ces derniers avaient repris leur liberté naturelle, ils pourraient de nouveau faire l'objet de poursuites et de véritables actes de chasse. Enfin, pour qu'un animal sauvage puisse être compris dans la catégorie gibier, il faut qu'il s'agisse d'un mammifère ou d'un oiseau. Celui qui tue un poisson avec un fusil fait acte de pêche ; pareillement le pêcheur qui prend dans ses filets une poule d'eau devrait pouvoir être poursuivi pour délit de chasse ; cela n'est pourtant pas le cas pour l'Alsace-Lorraine ; l'article 8 de la loi sur la pêche du 2 juillet 1891 autorise en effet le titulaire du droit de pêche à tuer et à garder pour lui les animaux nuisibles à la pêche, qui ont été énumérés dans le décret du 5 septembre 1899.

Quant à la question de savoir à qui appartient le gibier, elle n'est réglée par aucun texte de loi. Il faut donc se référer aux principes généraux du droit.

Les auteurs sont à peu près unanimes à reconnaître que le gibier rentre dans la catégorie des choses qui n'appartiennent à personne, des choses sans maître ou *res nullius*. Le gibier en état de liberté étant *res nullius*, il devient la propriété du chasseur par occupation. Mais quel fait constitue l'occupation ? A quel moment la propriété du gibier est-elle acquise par occupation ? Celle-ci est définie « un moyen d'acquérir une chose qui n'appartient à personne, par une prise de possession faite avec l'intention d'en devenir propriétaire » (1). Ce mode d'acquérir consiste donc uniquement dans une prise de possession. Partant de là, il ne fait aucun doute que le chasseur

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, IX^e édition, t. I, n° 2645.

devient propriétaire du gibier dont il s'est emparé. Mais faut-il une appréhension matérielle pour conférer au chasseur la propriété du gibier ? On est d'accord pour décider qu'il n'est pas nécessaire que le chasseur ait mis la main sur le gibier ; le gibier tué qu'on n'a plus qu'à ramasser lui appartient également de même que le gibier blessé qui est saisi par les chiens. Et même il suffit — ainsi que l'enseignait déjà Pothier — que de quelque façon que ce soit l'animal soit tombé en son pouvoir de manière à ne plus pouvoir s'échapper ; ainsi l'acquisition de la propriété résulte d'une blessure mortelle ou d'une fatigue telle que la mort soit imminente et certaine. Une blessure est mortelle quand elle met le gibier dans l'impossibilité d'échapper aux poursuites. Il s'agit ici de questions de fait fort difficiles à résoudre et les tribunaux s'aideront de toutes les circonstances possibles pour apprécier la gravité de la blessure et juger si le gibier était sur ses fins ou pouvait encore s'échapper.

Au cas où deux chasseurs ont tiré sur la bête, elle devra être attribuée à celui qui l'a tirée le dernier et qui s'en est emparé, à moins que son contradicteur n'établisse qu'elle avait été mise par lui auparavant dans l'impossibilité de lui échapper. Suivant le principe « *actori inenmbif probatio* », c'est au chasseur qui revendique la pièce de gibier à prouver qu'il avait déjà procédé à un acte d'occupation avant son adversaire ; car c'est le possesseur qui a l'avantage : « *in pari causa, melior est causa possidentis* ».

Est-ce que la nouvelle législation introduite en Alsace-Lorraine — c'est-à-dire la loi sur l'exercice du droit de chasse du 7 février 1881 et la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883 — a modifié sur quelque point la situation résultant de l'application de ces principes traditionnels ?

Nous avons vu que la loi de 1881 ne contient aucune disposition concernant l'acquisition de la propriété du gibier. Quant à la loi du 7 mai 1883, c'est — ainsi que nous l'avons vu — l'article 1^{er} qui touché à la question, lorsque dans son alinéa deuxième il prévoit le cas où un chasseur va saisir sur un terrain où il n'a plus le droit de chasse un animal qui va y mourir des blessures qu'il lui a portées dans son propre district de chasse ; il devra avoir l'autorisation de celui qui détient le droit de chasse sur ce terrain voisin.

Est-ce que cette disposition a pour effet de rendre inapplicables toutes les règles traditionnelles sur l'occupation ? En aucune manière. Lisons le texte. Il ne se prononce pas du tout sur la question de propriété du gibier. Il ne contient qu'une disposition de police qui a pour but de mettre un frein aux abus pouvant résulter du droit de poursuite accordé au chasseur. Cette intention du législateur ressort nettement des travaux préparatoires.

Les motifs du projet de loi s'expriment à cet égard dans les termes suivants : « Le présent projet part d'abord de cette considération que le droit tel qu'il s'applique dans le pays comprend sous la dénomination « chasse » l'ensemble des actes qui tendent à l'appropriation par occupation des animaux sans maître vivant à l'état de liberté naturelle, en tant qu'ils ne font pas l'objet de la pêche, et même au cas où l'animal est déjà mort, mais n'a fait l'objet d'aucun acte d'occupation. En plus, le projet se base sur le principe incontesté que le droit de chasse découle du droit de propriété et que, en tant que ne s'appliquent pas les dispositions de la loi du 7 février 1881, personne n'a le droit de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire (art. 1, al. 2 de la loi du

3 mai 1844). Comme, malgré le respect de ce principe, la question de savoir, si et éventuellement dans quelle mesure le droit de suite existe, a donné lieu à des difficultés, une réglementation légale à cet égard paraît nécessaire. D'après le projet, et conformément à l'état du droit dans presque tous les autres Etats fédéraux, un droit de suite n'est pas reconnu, par contre un arrangement amiable entre voisins de chasse est admis ».

D'autre part, le rapport de la commission spéciale, nommée par la Délégation en vue d'étudier le projet, commente la disposition en question de la façon suivante : « Notre commission spéciale propose d'accepter le paragraphe sans changement.

La législation française ne connaît pas le principe du droit de suite en matière de chasse ; elle a laissé aux soins de la jurisprudence la charge de répondre à la question de savoir à quel moment le gibier devient propriété du chasseur, en d'autres termes s'il est permis de passer sur une propriété d'autrui en poursuivant du gibier. Il résulte à cet égard des arrêts de la Cour de cassation que le fait de blesser un animal sans que cette blessure l'empêche de se soustraire à la poursuite ne suffit pas pour rendre complète l'acquisition de ce gibier par le chasseur et lui en assurer la propriété. Le chasseur ne peut par suite pas poursuivre ce gibier lorsqu'il se réfugie sur un terrain de chasse étranger, mais il peut s'emparer de l'animal qu'il a tiré sur son propre terrain de chasse et qui tombe mort sur le terrain d'autrui, car dans ce cas un acte ayant pour objet de tuer le gibier pour s'en rendre propriétaire n'est plus nécessaire. L'occupation est complète et la propriété acquise, même lorsque le chasseur n'a pas encore mis la main sur le gibier.

Ce droit de suite n'entraîne cependant que des chicanes et met en danger le droit d'autrui. Le chasseur qui poursuit du gibier blessé, emporté par l'ardeur de la poursuite, ne se soucie souvent guère des limites du district de chasse touchant immédiatement le sien ; il continue la poursuite du gibier jusqu'à ce qu'il puisse y mettre la main et met par là en péril les droits des tiers, en tant que le droit de suite lui est accordé sous certaines conditions.

Lorsque la chasse en plaine et la chasse en bois sont séparées, ce qui a lieu fréquemment, le droit de suite est exercé au plus grand détriment de celui qui a le droit de chasse dans la forêt. En effet, le gibier sort le soir du bois pour y rentrer au lever du jour, le chasseur en plaine a donc la meilleure occasion pour blesser sur son district le gibier de l'autre chasseur ; le gibier ne reste-t-il pas sur place, il tâchera de gagner le bois le plus proche, ce que montre l'expérience. Le chasseur en plaine a-t-il le droit d'aller fureter dans la forêt, il en résultera des inconvénients et des préjudices qu'il faut éviter.

C'est pourquoi votre commission a donné son approbation au principe figurant dans le projet et consistant à refuser le droit de suite au titulaire du droit de chasse. Mais comme cependant l'exercice d'un tel droit ne met pas en péril l'intérêt public et comme ce droit repose sur le principe des relations de bon voisinage entre chasseurs, il n'y a pas de motif à leur refuser de s'assurer réciproquement ce droit par voie de contrat.

Faute d'un accord avec les voisins, celui qui poursuit dans un district de chasse étranger du gibier blessé ou va s'emparer du gibier qui y est tombé, commet un délit de chasse dans le sens du Code pénal ».

Il résulte en somme du texte même de l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1883 aussi bien que des travaux préparatoires :

1^o Le fait de poursuivre dans un district de chasse étranger du gibier blessé ou d'aller relever du gibier qui y est tombé constitue un délit de chasse ;

2^o La loi ne dit rien de la question de propriété du gibier.

Il faut en effet bien se garder de confondre — ainsi que cela se fait fréquemment — deux questions très différentes : la question de propriété d'une part, la question du droit de chasse d'autre part. En ce qui concerne la propriété du gibier, il y a lieu de se reporter aux principes du droit civil, desquels il résulte que la sanction de ce droit consiste dans la possibilité d'intenter l'action en revendication ou l'action en réparation de préjudice ; la première, intentée lorsque l'objet existe en nature, tend à obtenir la restitution de la pièce de gibier elle-même ; l'autre est exercée lorsqu'il s'agit de se faire indemniser de la valeur de cette pièce de gibier. Les deux sont portées devant les tribunaux civils. Quant à la question du droit de chasse, elle donnera naissance à une poursuite devant les tribunaux correctionnels et à l'application d'une peine.

Ces deux questions sont indépendantes bien qu'elles puissent se poser simultanément dans une même affaire. C'est précisément le cas dans l'hypothèse qui nous occupe. Un chasseur blesse sur ses terrains de chasse grièvement une pièce de gibier qui va mourir dans la chasse voisine. Sous l'empire de la loi de 1844, ce chasseur avait le droit de poursuivre cette bête et de se l'approprier. Il n'y avait en outre pas délit de chasse, parce qu'on ne considérait pas comme acte de chasse le fait de s'emparer du gibier blessé qui est tombé sur le terrain

d'autrui ; doctrine aussi bien que jurisprudence admettaient que la chasse prend fin non seulement par la capture ou la mort du gibier, mais même par sa blessure mortelle. La Cour de cassation a notamment décidé que ne fait pas acte de chasse et ne commet pas le délit de chasse sans autorisation le chasseur qui se borne à ramasser sur le terrain d'autrui, où elle est tombée morte, une pièce de gibier tirée sur son propre terrain (Crim. cassat., 28 août 1868, D. 68. I. 509). Le propriétaire du fonds pourra demander des dommages-intérêts pour le préjudice que le chasseur pourra avoir causé sur ses terrains, mais il ne sera pas fondé pour revendiquer la pièce de gibier ou sa valeur.

L'article 1^{er} de la loi de 1883 sur la police de la chasse a eu comme unique résultat de toucher à la question du droit de chasse, en érigeant en délit le fait du passage d'un chasseur dans une chasse voisine pour y prendre le gibier qu'il avait blessé sur la sienne ; cet acte du chasseur est considéré comme acte de chasse, ainsi qu'il résulte des motifs de la loi qui parlent de chasse même au cas « où l'animal est déjà mort, mais n'a fait l'objet d'aucun acte d'occupation ». Il n'y a donc aucun doute à cet égard.

Autre chose est la question de savoir à qui appartient ce gibier ; le chasseur n'a pas le droit d'aller s'en emparer sous peine de commettre un délit, c'est entendu. Mais en supposant qu'il en ait pris possession, peut-il le garder, tout en étant condamné pour délit de chasse ? Ou bien, sans passer dans la chasse voisine, a-t-il le droit de demander au chasseur voisin l'extradition de ce gibier et celui-ci est-il obligé de le lui livrer ? Sans aucun doute.

Nous avons eu souci de séparer les deux questions de pro-

priété du gibier et de droit de chasse. Cette distinction était déjà faite par Justinien (1) : les bêtes sauvages et les oiseaux deviennent la propriété du premier occupant ; peu importe que celui qui s'en empare les prenne sur son fonds ou sur celui d'autrui : « nec interest feras, bestias et volucres utrum in suo fundo quisque capiet an in alieno ». En Droit français, même opinion « Ne ce n'a nulle différence si on les prent sur la terre si on l'a, ou en la terre d'autre, car où qu'on les prende par celle même raison et droict sont à celui qui premier les peut prendre » (2). Pothier qui a inspiré les rédacteurs du Code civil est du même avis (3). A côté de lui, de nombreux auteurs professent la même opinion ; parmi eux, Toullier (4), Proudhon (5), Demolombe (6) et Baudry-Lacantinerie (7).

L'accord est donc, on peut dire unanime sur la question de propriété du gibier tombé sur le terrain d'autrui. Mais d'autres ont voulu y mêler la question du droit de chasse pour aboutir à la solution inverse, par le raisonnement que voici : L'acte de chasse sur le terrain d'autrui constitue un délit ; par suite la prise de l'animal fondée sur un délit ne peut mener à la propriété : « nemo ex delicto locupletari potest ». La jurisprudence française, d'accord avec les auteurs décide — nous l'avons vu — qu'il n'y a pas délit dans le fait du chasseur qui va ramasser sur le terrain d'autrui une pièce de gibier qu'il a blessée mortellement sur ses terrains (En ce sens : Paris, 2 décembre

(1) Institutes, L. II, t. I, § 12.

(2) BOUTILLIER, *Somme rural*, L. I, t. XXXVI.

(3) Traité du domaine de propriété, n° 24.

(4) *Droit civil*, t. 4, n° 7.

(5) Traité du domaine de propriété, t. I, nos 385 et 386.

(6) Traité des successions, t. I, n° 23.

(7) Traité des successions, t. I, nos 14 et suiv.

1845, D. 55. II. 140 ; Crim. Cassat., 28 août 1868, D. 68. I. 509 ; Liège, 17 avril 1880, Pasicrisie belge, 80. II. 291).

Ces solutions données par la jurisprudence s'appliquaient également en Alsace-Lorraine, jusqu'à ce que la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883 modifia la situation par les dispositions du 2^e alinéa de son article 1^{er}. Il ne fait aucun doute que cet article a eu pour effet de renverser la situation résultant de la jurisprudence française sur la question de savoir s'il y a délit ou non dans le fait du chasseur qui poursuit et ramasse dans la chasse voisine le gibier qu'il a mortellement blessé dans la sienne ; actuellement et depuis 1883 ce fait est considéré comme acte de chasse. Nous trouvons d'ailleurs à ce sujet une décision de la Cour de Colmar du 13 juillet 1889 (1) qui aboutit aux mêmes conclusions. Les faits étaient les suivants : Un cerf fut blessé par le garde-chasse d'une forêt, propriété privée, de deux coups de fusil dont le deuxième fut mortel, alors que le cerf se trouvait encore dans cette forêt. L'animal passa les limites très proches de la chasse pour aller mourir dans la forêt domaniale voisine, à 45 mètres de ces limites, et où le garde-chasse n'avait plus le droit de chasser. Alors que rien n'avait été convenu quant au droit de suite, le garde-chasse, après avoir déposé son fusil, passa dans la chasse voisine, ramassa le cerf et le remit à son patron. L'arrêt reconnaît l'accusé coupable pour avoir contrevenu aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1883. Les motifs s'appuyent avec raison sur le texte même de cet article, sur les motifs de la loi ainsi que sur le rapport de la commission spéciale. Mais l'arrêt ne touche nullement à la question

(1) Jur. Zeitschr. für Els.-Lothr., t. 14, p. 518.

de propriété, à la question de savoir à qui appartient le cerf. Il dit en particulier : « ... En tant que la théorie de l'occupation par blessure mortelle est contraire à ces dispositions, elle est mise hors de cause par ces dernières ». Or elle y est contraire en tant qu'elle aboutit à ne plus considérer comme acte de chasse l'acte final de l'occupation. Désormais au contraire le fait d'aller s'emparer d'un animal déjà mort représente un véritable acte de chasse et peut constituer un délit. La loi de 1883 a donc mis fin définitivement à la conception qui s'était à cet égard dégagée de la jurisprudence.

Mais c'est la seule modification que la loi de 1883 a apportée à la théorie de l'occupation. La question de propriété n'a pas été touchée. Les principes de l'occupation se concilient très bien avec l'application de l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi sur la police de la chasse. Et on ne peut arguer de la maxime : « *nemo ex delicto locupletari potest* ». Que nul ne puisse garder les fruits de son délit, cela est parfaitement exact, mais ne peut s'appliquer à notre hypothèse. Le gibier demeure *res nullius* ; le délit qu'a commis notre chasseur ne peut lui avoir enlevé ce caractère ; par suite, l'occupation est le fait qui lui a transmis la propriété. C'est elle qui est la cause de son enrichissement et non pas le délit, qui n'a fait qu'accompagner l'exécution de l'acte d'appréhension. La différence apparaît en comparant notre hypothèse au vol, soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui ; le délinquant détient la chose en vertu et par l'effet du délit qu'il a commis et qui est la vraie cause de son enrichissement ; il ne peut invoquer aucun titre, aucun acte pouvant fonder son droit de propriété, à l'opposé du chasseur dont le droit de propriété repose sur l'acte d'occupation, qui est précisément le moyen

d'acquérir une chose qui n'appartient à personne. La propriété de ce chasseur est donc fondée juridiquement. Si le législateur l'en dépouillait, il y aurait là une véritable expropriation ; elle se rencontre à titre de peine accessoire ; mais — *nulla pœna sine lege* — il faut alors un texte impératif et formel. La Chambre criminelle de la Cour de cassation a eu à maintes reprises l'occasion d'affirmer que la confiscation ne peut être prononcée qu'autant que la loi l'ordonne par une prescription formelle. En ce sens un arrêt récent du 25 mars 1922 (D. 1922. 1. 214). Or on ne peut trouver un texte en ce sens pour le cas qui nous occupe. La confiscation est prévue comme peine accessoire par la loi du 7 mai 1833, mais seulement dans deux hypothèses limitativement énumérées. En effet, l'article 13 dispose que « sera puni d'une amende jusqu'à 60 marks ou de la détention simple jusqu'à quatorze jours : ... 3° celui qui contreviendra aux prohibitions de l'article 4 ; 4° celui qui contreviendra aux prohibitions de l'article 8. — Dans les cas prévus par les nos 3 et 4, il devra être procédé, à côté de l'amende ou de la détention simple, à la confiscation du gibier, sans qu'il y ait à distinguer s'il appartient ou non au condamné ». Or dans l'article 4 il s'agit de la vente, du transport et du colportage de gibier pendant la fermeture de la chasse ; dans l'article 8 il s'agit des mêmes actes à propos de gibier pris aux lacets. Il n'est nulle part question du chasseur qui va ramasser chez autrui le gibier qu'il a mortellement blessé dans son propre district de chasse. S'agissant d'une peine, on ne peut étendre les dispositions de l'article 13 à cette dernière hypothèse. Le gibier devra donc demeurer la propriété du chasseur qui l'a mortellement blessé ; il n'est pas dérogé à cet égard aux règles générales concernant l'occupation du gibier.

En résumé, le chasseur qui aura mortellement blessé une pièce de gibier qui est tombée sur un terrain où il n'a plus le droit de chasser ne sera pas autorisé — sous peine de contrevenir aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1883 — à se rendre sur ce terrain pour aller s'emparer du gibier qui s'y trouve. Mais étant propriétaire de ce gibier, il pourra s'adresser au titulaire du droit de chasse dans ce district pour lui en réclamer la remise.

En dehors de ce cas spécial, il n'y a rien à dire de l'acquisition de la propriété du gibier. Il garde le caractère de *res nullius* après comme avant la nouvelle législation et les règles concernant l'occupation continuent à s'appliquer telles qu'elles résultent en définitive de la doctrine et surtout des décisions jurisprudentielles.

§ 3. — Les dommages causés par le gibier

Les dégâts que le gibier peut causer dans les cultures sont souvent très considérables, variables, il est vrai, suivant l'espèce de gibier considéré. En ce qui concerne les sangliers, qui certainement causent les dommages les plus importants, ceux-ci se sont élevés en Alsace et en Lorraine, pour l'année 1927, à la somme respectable de 1,689.748 francs. Dès lors se pose la question de savoir qui sera tenu de supporter ces dommages, en d'autres termes qui en sera civilement responsable. En plus, il y a lieu de rechercher dans quelle mesure et sous quelles conditions s'effectuera cette réparation.

Cette question de responsabilité civile a reçu suivant les époques une solution différente. Nous ne pouvons passer sous

silence cette évolution, dont l'étude est indispensable pour bien comprendre la situation actuelle.

Avant 1900, date de l'application du B. G. B., il n'y avait aucune disposition législative en ce qui concerne la réparation des dégâts causés par le gibier. Ni le Code civil, ni la loi française du 3 mai 1844, ni la loi du 7 février 1881, ni celle du 7 mai 1883 ne contiennent une décision quelconque sur la question. Lorsque celle-ci se présentait devant les tribunaux, les juges étaient bien obligés de recourir aux règles de droit commun sur la responsabilité civile, telles qu'elles résultaient des articles 1382 à 1385 du Code civil. Mais laquelle de ces prescriptions devait-on appliquer ? On pouvait songer à l'article 1385, spécialement consacré aux dommages causés par les animaux. Mais par la lecture attentive du texte nous nous rendons compte qu'il ne peut s'appliquer à notre hypothèse. En effet, « le propriétaire d'un animal — dit la loi — ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ». Cela ne peut donc s'appliquer qu'aux animaux objets de propriété. Il s'appliquera en particulier aux lapins d'une garenne — non pas lapins de garenne — : le propriétaire de la garenne est responsable des dégâts commis par ses lapins, sans qu'il se soit rendu coupable d'aucune faute (Cass., 29 octobre 1889, D. 90. 1, 432). Mais il n'en est plus du tout de même de ce qu'on appelle communément gibier, puisque celui-ci, étant *res nullius*, n'appartient pas au propriétaire du terrain sur lequel il vit ; ni celui-ci, ni le locataire de la chasse, si celle-ci a été louée, ne peuvent donc être rendus responsables en vertu de l'article 1385 des dégâts que les animaux sauvages peuvent

causer dans les cultures voisines. Restait cependant à la jurisprudence la possibilité de recourir à la disposition de l'article 1382 du Code civil ; aussi en a-t-elle fait une application très fréquente (1). Cet article exige, pour donner droit à indemnité, la preuve d'une faute à la charge du propriétaire ou du locataire du droit de chasse. Eu égard à cette législation la victime de dégâts devait, pour faire triompher sa revendication, rapporter la double preuve que voici : 1^o preuve de dommages causés par du gibier ; 2^o preuve d'une faute incombant au propriétaire ou au locataire du droit de chasse. Ce n'est qu'alors que la responsabilité se trouvera engagée en vertu de l'article 1382.

En premier lieu, l'indemnité ne sera accordée qu'après que le demandeur — c'est à lui qu'incombe la charge de la preuve — aura établi que les dégâts dont il se plaint ont été causés par du gibier et non pas par d'autres animaux, tels que les souris, les pies, les pigeons domestiques, les corbeaux. Cette preuve n'est pas inutile, car on a vu des particuliers voulant faire passer pour des dégâts causés par des lièvres ou lapins ceux qu'avaient occasionnés les souris, certaines années très nuisibles.

Le dommage causé devra être sérieux et justifier une action en justice. Sinon « pas d'intérêt, pas d'action ». Il devra d'ailleurs être assez important, la jurisprudence considérant en effet la présence de gibier dans une forêt comme une sorte de servitude naturelle à la charge de la propriété voisine ; le voisinage impose des servitudes dont il faut supporter les inconvénients dans une certaine mesure ; la simple constata-

(1) V. Répertoire Dalloz, *Chasse*.

tion de dégâts ne suffit donc pas pour fonder la demande en réparation. Lors de l'estimation des dégâts il y aura lieu de tenir compte de cette obligation de voisinage.

La preuve de l'existence de dégâts causés par du gibier ne suffit pas. Le demandeur devra en outre établir à la charge du défendeur l'existence d'une faute, aux termes de l'article 1382. Quand cette preuve sera-t-elle fournie ? On ne peut donner de réponse générale ; on peut dire seulement que le système consacré par la jurisprudence aboutissait aux résultats suivants : il y a faute lorsque le propriétaire ou le locataire du droit de chasse ont laissé le gibier se multiplier à l'excès, refusant de le détruire ou de laisser le voisin le détruire. C'est tout ce qu'on peut dégager comme règle générale des innombrables décisions judiciaires sur la question.

Pour compléter le système, il y a lieu de prendre en considération l'attitude du demandeur ; en effet — et en cela il y a simplement application du droit commun — le propriétaire ou locataire d'un champ où des dégâts sont constatés n'a aucun droit à indemnité au cas où ce dommage serait dû à sa propre faute. Notamment, le propriétaire qui cultive à proximité de la forêt des fruits qui sont particulièrement recherchés par le gibier commet une imprudence qui peut être prise en considération pour aboutir à une réduction de l'indemnité (1). Pareillement les dégâts ne seront pas réparés au cas où le propriétaire et plus généralement l'exploitant ont agi par mauvaise foi, et notamment dans une intention de lucre, par exemple celui qui aura planté — uniquement dans le but d'attirer le gibier afin de toucher une forte somme à

(1) V. en ce sens, Cass., 22 avril 1873, D. 73, I, 476.

titre de réparation — des choux, des carottes..., dans le voisinage immédiat de la forêt et sur un sol ne se prêtant nullement à la culture maraîchère.

Les inconvénients, qui résultaient de ce système établi à la longue par une jurisprudence qui n'avait à sa disposition qu'un texte très général, étaient à la fois profonds et nombreux.

Tout d'abord en ce qui concerne la personne du responsable : il y avait à côté du propriétaire le locataire de la chasse au cas où celle-ci était louée. Cette indétermination présentait déjà des inconvénients, l'un cherchant à faire passer la charge sur l'autre. Surtout en ce qui concerne les dégâts causés par les sangliers, la victime était souvent sans protection : le fermier de la chasse en forêt refusait souvent de réparer le dommage causé prétendant qu'il n'avait rien pu faire pour l'empêcher, les sangliers étant apparus subitement des forêts voisines au cours de la nuit, pour détruire les récoltes et continuer leur chemin vers le matin. Ce n'est pas une pure hypothèse ou un cas exceptionnel, le sanglier étant de sa nature un gibier essentiellement migrateur, apparaissant soudain dans un endroit qui n'en avait pas connu pendant longtemps. Aucune faute ne peut donc être mise à la charge du fermier de la chasse ; il ne pourra être condamné à indemniser la victime des dégâts, qui devra donc les supporter personnellement, ce qui est particulièrement onéreux en ce qui concerne ce gibier.

Et là apparaît une autre lacune du système jurisprudentiel ; c'est qu'il ne faisait aucune distinction entre les diverses espèces de gibier et ne mettait pas à part le gibier proprement nuisible.

Enfin et surtout, le fait de faire reposer la responsabilité

du propriétaire ou du locataire du droit de chasse sur l'article 1382, c'est-à-dire sur le principe de la faute était une source d'inconvénients. Nous avons dit qu'il était impossible de donner une réponse précise à la question de savoir ce qu'il fallait entendre par l'expression faute. Car si on était d'accord pour voir l'existence d'une faute dans l'attitude du titulaire du droit de chasse qui laissait le gibier se multiplier à l'excès, il n'y avait pas unité de vue lorsqu'il s'agissait de savoir quand on était en présence d'un tel excès et quand le détenteur du droit de chasse avait négligé de prendre des mesures de destruction suffisantes. Les solutions variaient suivant les tribunaux. La victime des dégâts risquait très souvent de ne pas aboutir devant la conception différente des tribunaux ; elle restait sans défense devant cette jurisprudence hésitante et sans principes fermes.

Les inconvénients de cette situation juridique se faisaient très fortement sentir, surtout après que le droit de chasse avait été l'objet d'une réglementation fondamentale et nouvelle. Aussi la Délégation, dans sa XV^e session (janvier-avril 1888), demanda-t-elle l'intervention du gouvernement. Celle-ci se retrouve sous forme de l'article 19 du cahier des charges établi par le ministère le 12 juillet 1888 et formant la base des conditions générales d'adjudication des chasses communales. Ainsi donc, faute de disposition légale, on cherchait à atténuer les inconvénients en recourant à une réglementation contractuelle de la question. Cette disposition figura en 1888 dans tous les cahiers des charges, à l'exception de 33 ; et elle se retrouve lors des locations postérieures jusqu'à nos jours.

Le cahier des charges fixait exactement la catégorie de gibier dont les dégâts obligeaient à réparation. Il ne mention-

nait pas les sangliers. Par le fait qu'ils changeaient constamment de place, il ne pouvait être question de rendre le fermier entièrement responsable des dégâts. Toutefois la situation nouvelle présentait à coup sûr des avantages sur l'ancien régime.

Quant à la personne responsable, celle-ci était définitivement déterminée ; ce n'était ni le propriétaire, ni la commune, mais le locataire du droit de chasse. Le propriétaire lésé pouvait d'ailleurs attaquer directement le fermier de la chasse, suivant une jurisprudence bien établie de la Cour de Colmar (24 mars 1893 ; 25 février 1895) ; on ne pouvait valablement arguer du fait que le contrat était signé entre le fermier et la commune : en effet, le droit direct du propriétaire à l'égard du fermier se déduisait tant du rôle de la commune dans la conclusion du contrat — elle ne faisait que représenter les propriétaires (art. 2, loi du 7 février 1881) — que de l'article 1122 du Code civil.

En second lieu, le contrat déterminait exactement les espèces de gibier dont il y avait lieu de réparer les dégâts. Il séparait des autres celle qui était la plus nuisible, les sangliers.

Enfin, et cela était très important au point de vue des résultats pratiques, la responsabilité contractuelle était substituée à la responsabilité délictuelle telle qu'elle résultait de l'article 1382 du Code civil. Elle n'était plus subordonnée à l'existence d'une faute, dont la preuve souvent très difficile empêchait dans bien des cas la demande d'aboutir, alors qu'en réalité elle pouvait être très fondée. Le tribunal civil de Strasbourg s'est prononcé en ce sens, par jugement du 20 octobre 1894 : désormais il ne fallait plus prendre en considération la faute éventuelle du fermier, mais uniquement

l'étendue des dégâts. Cependant il ne faudrait pas déduire de là qu'il s'agit d'une responsabilité pleinement objective où la faute ne jouerait plus aucun rôle. Suivant l'article 1156 du Code civil « on doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ». La seule présence du dégât ne peut obliger à réparation. Il faut tenir compte de l'attitude de la victime ; celle-ci peut commettre une faute engageant sa responsabilité selon l'article 1382 ; il faudra en tenir compte lors de l'estimation des dégâts. La disposition du cahier des charges ne peut pas avoir eu pour effet, dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigé, à couvrir la mauvaise foi du réclamant. Aussi bien le jugement précité du tribunal civil de Strasbourg, après avoir précisé qu'il ne fallait plus s'attacher à la faute du fermier, ajoute-t-il, que, conformément à la volonté présumée des parties, il n'y aura pas lieu de réparer tout dommage très minime et dû aux circonstances naturelles ; et que la négligence éventuelle du propriétaire et d'autre part une faute particulière du fermier seront déterminantes pour la fixation de l'indemnité. Dans la suite, le cahier des charges a d'ailleurs comblé cette lacune primitive en prévoyant exactement les cas de responsabilité. Celui de 1928 s'exprime à cet égard dans les termes suivants :

Art. 25. — « ... La responsabilité imposée par la loi en ce qui concerne les dommages causés aux produits détachés du sol, mais non encore rentrés, ne pourra être invoquée à l'égard des locataires de la chasse par ceux qui, sans motif, auront laissé ces produits séjourner sur le sol sans les rentrer.

Si les dégâts proviennent en partie du fait de la personne lésée, l'indemnité qui lui sera attribuée pour ces dommages

sera réduite en proportion correspondante. N'aura droit à aucun dédommagement le cultivateur qui n'aura mis en valeur son terrain que pour exercer un droit à indemnité pour les dommages qui pourront y être causés par le gibier ou qui, dans ce but, aura maintenu ses récoltes sur ces terres au delà du délai habituel.

Le dommage causé aux jardins, vergers, pépinières et arbres isolés ne donnera pas lieu à réparation lorsque le propriétaire, possesseur ou fermier, aura négligé d'installer les clôtures et appareils protecteurs qui, dans les conditions normales, suffisent à empêcher les dégâts...

... Si le dommage peut être partiellement réparé par l'exécution de nouvelles cultures conformes aux usages agricoles, le droit à réparation sera réduit en proportion ».

En même temps, le contrat règle aussi en détail le procédé de constatation et estimation des dégâts, qui donnaient autrefois très souvent lieu à des contestations.

Tels étaient les avantages du nouveau procédé auquel on avait eu recours : la convention. Ils n'étaient certes pas négligeables lorsque l'on envisage l'ancienne situation qui était avant tout caractérisée par une jurisprudence incohérente et aboutissant souvent à des iniquités. Mais ni la nécessité d'une uniformité dans les solutions particulières, ni celle d'une réglementation équitable n'étaient encore entièrement satisfaites. En effet, le fait de recourir à la convention impliquait forcément un certain degré de liberté laissée aux parties en cause. Et particulièrement, les communes n'étaient pas obligées de recourir au type de contrat prévu par l'administration, qui n'avait pas force de loi. Ainsi en 1888, la disposition du cahier des charges concernant la réparation des dégâts

fut repoussée par 33 communes. D'autre part, cette disposition ne s'appliquait qu'aux dégâts causés par certaines espèces de gibier à l'exception des sangliers. Or ce sont précisément ceux-ci qui occasionnent les dégâts les plus importants ; leur réparation demeurerait soumise au régime fâcheux dont nous avons signalé des inconvénients.

Aussi ne faut-il pas s'étonner d'entendre s'élever en Alsace-Lorraine des plaintes nombreuses et vives de la part des exploitants agricoles, principalement en ce qui concerne les dégâts causés par les sangliers ; ils faisaient valoir notamment que pour ces dégâts ils ne pouvaient souvent obtenir une indemnité, étant donné qu'il était très difficile d'établir équitablement à qui incombait la responsabilité, par le fait que le sanglier ne s'arrête pas longtemps dans un endroit déterminé. Aussi, au cours de la XV^e session de la Délégation (janvier-avril 1888) un membre proposa-t-il une élévation du tarif des permis de chasse, devant servir à constituer un fonds de réserve, dans le but de venir en aide aux agriculteurs dont les récoltes auraient été endommagées par les sangliers.

De cette proposition sortit la loi du 7 juillet 1888 prévoyant l'attribution d'indemnités aux agriculteurs ayant souffert de dégâts causés par les sangliers. Mais cette aide financière était des plus réduites.

Ce ne fut que l'introduction du Code civil allemand et surtout de la loi d'exécution de ce Code en Alsace-Lorraine qui amena une réglementation législative de la question, répondant ainsi aux vœux des intéressés, qui désiraient une solution sûre et équitable. La réglementation contenue dans ces lois a été expressément maintenue en Alsace-Lorraine par la loi du 1^{er} juin 1924, mettant en vigueur la législation civile

française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, et qui dans l'article 7 s'exprime dans les termes suivants : « Continuent à être appliquées, telles qu'elles sont encore en vigueur dans les trois départements, les lois locales suivantes :

1^o Les lois locales sur la chasse et la pêche, notamment les articles 835 du Code civil local et 16 à 36 de la loi d'exécution de ce Code en Alsace-Lorraine ».

Le Code civil allemand, à propos de la responsabilité civile et sous le titre « Des actes illicites », s'occupe, à propos des dommages causés par les animaux, des dégâts occasionnés par certaines espèces de gibier. Les dispositions qui y sont relatives figurent dans l'article 835 du Code. D'après ce texte « au cas où des dégâts auront été causés par des sangliers, cerfs, élans, daims, chevreuils ou faisans sur un terrain sur lequel le propriétaire n'a pas le droit de chasser, le titulaire du droit de chasse sera tenu de réparer le dommage à la victime. L'obligation de réparer s'étend au dommage que les animaux causeront aux produits séparés du sol, mais non encore rentrés.

Au cas où l'exercice du droit de chasse appartenant au propriétaire lui est retiré par la loi, celui auquel la loi attribue le droit d'exercer la chasse devra réparer les dégâts.

Lorsque le propriétaire d'un terrain, sur lequel le droit de chasse — étant donné la situation du terrain — ne peut être exercé qu'en même temps que le droit de chasse sur un autre terrain, aura loué le droit de chasse au propriétaire de ce terrain, ce dernier sera responsable du dommage.

Au cas où les propriétaires des terres d'un district, dans le but d'exercer le droit de chasse en commun, sont réunis par la loi dans une association qui en tant que telle n'est pas

responsable, ils seront tenus à réparation proportionnellement à l'étendue de leurs fonds ».

Le Code civil allemand, à l'opposé du Code français, a donc étendu la responsabilité pour dommages causés par les animaux au gibier. Il a eu pour effet de substituer une responsabilité objective à celle qui était jusqu'alors fondée sur la faute. Le seul fait d'être titulaire du droit de chasse oblige à réparer le dommage qui résulte de la présence du gibier. C'est là une solution basée sur la théorie du risque ; celui qui retire des avantages d'une certaine situation, est obligé de supporter les risques inhérents à cette situation ; en conséquence, la personne qui profite de l'exploitation de la chasse, devra supporter les risques qui pourront résulter de cette exploitation, et spécialement les dégâts causés par le gibier. Le titulaire du droit de chasse se trouve dans une situation analogue à celle qu'on retrouve dans le droit français pour le patron d'une exploitation (loi du 9 avril 1898), pour le propriétaire d'un aéronef (loi du 31 mai 1924) et enfin pour l'Etat (théorie du risque administratif, créée par le Conseil d'Etat).

C'est le Code civil allemand qui a donc posé, ainsi que nous venons de le voir, le principe de la responsabilité. Ce fut la loi d'exécution de ce Code en Alsace-Lorraine, qui s'occupa de régler les détails d'application. Les textes qui s'y réfèrent s'étendent de l'article 16 à l'article 36 de cette loi ; ils codifient en réalité toute la question de la responsabilité pour dégâts causés par le gibier. Dans l'exposé que nous en ferons, nous devons étudier séparément la réparation des dégâts causés par les sangliers ; on rencontre en effet en cette matière une législation spéciale qui a été remaniée profondément par la loi du 29 juillet 1925.

1° Dégâts causés par le gibier autre que le sanglier

La loi d'exécution commence par ajouter à la catégorie de gibier prévue par le B. G. B. les lièvres et les lapins ; le dommage qu'ils auront occasionné devra également être réparé. Cette addition s'explique lorsqu'on consulte la loi d'introduction du Code civil allemand, qui dans son article 71-1^o, dispose que demeureront sans changement les dispositions légales des divers pays de l'Empire qui prévoient l'obligation à indemniser les dégâts causés par du gibier appartenant à une catégorie autre que celle dont s'occupe l'article 835 du Code. Elle n'a été faite qu'en conformité avec cet article 71 et pour respecter les solutions traditionnelles dans les trois provinces. Les dégâts pour lesquels l'obligation de réparer est prévue par la loi sont donc en définitive uniquement ceux causés par le gibier suivant : sangliers, cerfs, élans (qui sont à rayer de la liste pour l'Alsace-Lorraine), daims, chevreuils, faisans, lièvres et lapins.

Le législateur a tempéré la rigueur de cette responsabilité, en l'écartant dans un cas de faute commise par la victime. Dans l'article 17, il décide qu'il ne sera pas dû réparation lorsqu'il s'agit de dégâts causés aux jardins, vergers, pépinières et arbres isolés qui auraient pu être normalement évités par l'emploi d'appareils protecteurs. Cette disposition est basée sur l'article 71-4^o de la loi d'introduction du B. G. B. Il ne faudrait pas croire — pas plus qu'en ce qui concerne la responsabilité contractuelle — que la responsabilité objective aboutit régulièrement à la condamnation du chasseur à réparer intégralement le dommage dès qu'il a été constaté.

Elle ne laisse pas une liberté entière à la victime ; si celle-ci a commis une faute lourde intentionnelle, un dol, le tribunal devra la prendre en considération pour diminuer en proportion l'indemnité. Nous ne reviendrons pas à ces exemples de faute de la part de la victime que nous avons eu l'occasion de citer en étudiant la responsabilité qu'elle encourait à raison du cahier des charges. Et la loi du 9 avril 1898, que nous avons précisément citée comme exemple de cette responsabilité objective, prévoit dans l'article 20 le refus d'indemnité à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident et une diminution de pension à l'ouvrier dont une faute inexcusable a causé l'accident. La situation dans notre cas est tout à fait pareille ; on ne saurait admettre une solution différente. Aussi le cahier des charges de la location des chasses communales a-t-il eu soin d'atténuer la responsabilité du fermier de la chasse au cas d'une faute éventuelle de la victime (voir p. 137).

D'après le texte de l'article 835, alinéa 2 du Code civil allemand, la commune serait tenue de réparer le dommage, puisque c'est elle qui est investie du droit d'exercer la chasse au nom et pour le compte des propriétaires (loi du 7 février 1881, art. 2). Mais comme elle exerce ce droit par voie de location, il serait injuste de mettre à sa charge la réparation des dégâts, alors qu'elle est impuissante à régler par elle-même la quantité de gibier. Aussi faut-il approuver la solution de l'article 18 de la loi d'exécution, qui a profité de la liberté que lui laissait l'article 71-6° de la loi d'introduction du B. G. B., pour décider que le fermier de la chasse sera tenu aux lieu et place de la commune. Celle-ci ne se verra mise en cause qu'au cas de l'insolvabilité tant du fermier que de la caution, cas qui sera extrêmement rare. La

commune pourra d'ailleurs se retourner contre ces derniers.

Dans la suite, la loi règle en détail le procédé de constatation des dégâts, dans le but évident de mettre fin aux contestations, dans la mesure du possible.

En résumé, en ce qui concerne les dégâts causés par le gibier à l'exception des sangliers : — responsabilité absolue du titulaire du droit de chasse, propriétaire ou fermier, — sauf à tenir compte de la faute éventuelle de la victime, dont la gravité est à apprécier en s'appuyant sur les dispositions contenues dans le cahier des charges.

2^o Dégâts causés par les sangliers

Leur réparation n'est plus soumise aujourd'hui à la réglementation contenue dans la loi d'exécution. Elle a été remaniée entièrement par la loi du 29 juillet 1925. Mais nous ne pourrions nous expliquer la réforme survenue qu'en examinant rapidement le régime qui l'a précédée.

a) *La loi d'exécution*

C'est dans les articles 26 à 36 que cette loi s'occupe de régler la réparation des dégâts causés par les sangliers en Alsace-Lorraine. Elle en impose la charge aux communes, qui y participeront toutes, l'ensemble formant une association, la « Wildschadengenossenschaft », ayant pour objet d'aboutir à une répartition proportionnelle de la charge entre les différentes communes (art. 26).

Le législateur est parti du fait que le sanglier ne s'arrête

jamais longtemps dans un endroit déterminé, mais change si souvent de séjour qu'il serait contraire à l'équité de déclarer responsable le fermier de la chasse où des dégâts ont été occasionnés, ou la commune. Il n'est pas possible d'arriver à une répartition équitable des charges autrement que par l'association des personnes qui en seront tenues. La loi d'exécution a décidé que ce seront les communes du pays. Nous verrons par la suite le changement survenu à cet égard par la loi du 29 juillet 1925.

L'association est une personne morale du droit public ; on peut la ranger dans la catégorie des établissements d'utilité publique. Elle est par suite soumise aux règles générales concernant les personnes morales. Un comité de neuf membres élus pour cinq ans par les conseils d'arrondissement en a la direction. Des statuts règlent en détail le fonctionnement de l'association.

Il est à remarquer que l'association ne remboursera à la commune qui aura été obligée de réparer des dégâts que les quatre cinquièmes de ses dépenses, un cinquième restant à la charge de la commune (art. 31). Les motifs de la loi font valoir que l'exonération totale de la commune aurait pu entraîner des demandes d'indemnités exagérées. En laissant à la charge de la commune une partie des dégâts, celle-ci aura un intérêt direct à s'opposer aux réclamations outrancières des propriétaires en même temps qu'elle tendra à favoriser la destruction des sangliers. L'ordonnance du 27 août 1917 dispose que le syndicat ne remboursera à chaque commune, après expiration de l'année de location, que les trois cinquièmes des indemnités et des frais qu'a dû dépenser cette commune pendant la dite année pour la réparation des

dégâts de sangliers. De telle sorte que les communes auront à supporter les deux cinquièmes des dits dégâts au lieu de un cinquième auparavant. D'ailleurs, la commune qui aura été obligée de concourir de cette façon à la réparation des dégâts, verra sa charge allégée par l'effet d'une double contribution. Tout d'abord, d'après l'article 36 de la loi d'exécution, le ministre pourra accorder une indemnité aux communes qui auront utilisé plus de 20 0/0 du produit de la location de leur chasse à l'effet de liquider la part que l'article 31 leur impose ; cette subvention sera prélevée sur le fonds résultant de l'augmentation du tarif des permis de chasse prévue par la loi du 9 juillet 1888. En second lieu, le cahier des charges, après avoir exonéré le fermier de la responsabilité pour dégâts causés par les sangliers, lui impose le versement d'un supplément de 10 0/0 du prix d'adjudication dans la caisse communale. Ces 10 0/0 serviront à couvrir les dépenses de la commune prévues par l'article 31.

Cette réglementation a subsisté de 1900 à 1925 lorsqu'une loi nouvelle est venue renverser tout le système.

b) *La loi du 29 juillet 1925*

Cette loi intitulée « Loi relative à la réparation des dégâts causés par les sangliers dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle » a été promulguée à la suite de réclamations vives et nombreuses de la part des communes. En effet, celles-ci voyaient une injustice dans la décision qui mettait à leur charge la réparation des dégâts, alors qu'elles n'étaient en fait pas titulaires du droit de chasse et n'en tiraient pas directement profit ; celui qui réellement disposait du gibier qui

causait les dégâts, celui qui aussi pouvait prendre à sa guise toutes les mesures propres à limiter l'étendue du dommage, était presque totalement exempt. En outre, les contributions que les communes devaient fournir atteignaient certaines années des sommes considérables, de telle sorte qu'une grande partie du produit de la location échappait aux communes : ainsi en 1920 la participation des communes à la réparation des dégâts s'élevait à 25 0/0 du produit de la location, en 1921 à 32 0/0. La commune était donc privée d'un tiers du produit de la location. Avant-guerre, la part de la commune ne dépassait guère 10 0/0, c'est-à-dire la contribution supplémentaire à verser dans la caisse communale par le fermier selon le cahier des charges. L'augmentation très sensible de la cotisation communale provenait principalement de l'élévation du prix des denrées, alors que les revenus que les communes retiraient de la location du droit de chasse étaient toujours ceux de 1919. Dans certaines communes, la quote-part à verser pour la réparation des dégâts dépassait le produit de la location. Cela était d'autant plus choquant qu'il s'agissait souvent de communes sur le territoire desquelles pendant toute l'année ne se rencontrait pas un seul sanglier ! Or précisément, ces communes qui voyaient ainsi fondre leurs revenus légitimes de la chasse alors qu'on ne pouvait constater aucune trace de sangliers, et encore moins de dégâts, étaient très nombreuses. Il y avait notamment opposition significative entre l'Alsace et la Lorraine, cette dernière tuant pour ainsi dire le sanglier, l'Alsace payant les dégâts.

Aussi ne faut-il pas s'étonner des réclamations qui, à plusieurs reprises, se firent entendre. La consultation des communes sur le maintien de la législation locale est intéressante à

cet égard ; la majorité se prononça pour le maintien de la législation locale, tout en demandant une modification dans le procédé de réparation des dégâts causés par les sangliers ; quant au reste des communes qui demandaient les unes une modification législative du droit de chasse, les autres l'introduction de la législation française, il est incontestable que cette question a été déterminante dans le vote. Le conseil consultatif, en 1924, fit entendre des plaintes concernant le fonctionnement de la Wildschadensgenossenschaft. Les groupements de cultivateurs demandaient une réglementation législative de la question. Un groupement comprenant plus de 30.000 membres exigeait pour la réparation des dégâts la substitution des fermiers de chasse aux communes ; les chasseurs en forêt en assumeraient les quatre cinquièmes et les chasseurs en plaine un cinquième. Enfin, la presse tant agricole que cynégétique consacrait à tout moment des articles souvent tendancieux à ce sujet.

Il fallait absolument aboutir à une réglementation législative nouvelle. Car le système tel qu'il demeurerait en vigueur risquait de compromettre le maintien même de la loi locale sur la chasse, en servant d'argument à ceux qui — surtout par intérêt électoral — désiraient l'introduction de la législation française. Aussi comprendra-t-on que le syndicat des chasseurs ait poussé au vote d'une loi qui pourtant était contraire aux intérêts immédiats des chasseurs.

Le 5 juillet 1923 fut déposé un projet de loi émanant de la commission d'agriculture de la Chambre. Après adoption par le conseil consultatif, il fut soumis à la commission d'Alsace-Lorraine, chargée de l'examiner. Le rapport fait au nom de cette commission par un de ses membres, expose les raisons

devant déterminer le vote de la loi en ces termes : « L'énorme augmentation des dommages constatés a eu pour résultat d'enlever à certaines communes le plus clair des bénéfices résultant pour elles de la location des chasses. C'est un fait qu'au cours de ces dernières années, cette charge est devenue extrêmement lourde et particulièrement insupportable aux communes dépourvues elles-mêmes de dommages et qui ne sont imposées que par solidarité...

...Tout le monde reconnaît que dans ces conditions les indemnités payées sont ruineuses pour les communes, et l'opinion publique, dans les trois départements, est unanime à juger indispensable une modification sérieuse du régime existant pour remédier aux charges écrasantes que supportent nos communes rurales du fait de la législation actuelle. Le mécontentement dans les milieux agricoles est si grand que pour pouvoir procéder à la destruction radicale des animaux nuisibles et à la suppression de tous les dégâts causés par le gibier, 770 communes des trois départements ont demandé l'introduction du régime métropolitain sur la chasse. Toutes ces communes ne la demandent certes pas d'une manière générale, mais toutes réclament au moins de reconnaître aux communes le droit d'en appliquer les dispositions... ».

Le projet de loi fut adopté sans modification par les deux assemblées et promulgué le 29 juillet 1925. Quel est le changement réalisé par cette loi dans le régime antérieur ? C'est de substituer la responsabilité des chasseurs, et particulièrement des chasseurs en forêt, à celle des communes. Ils ont en effet les moyens pour réduire le nombre des sangliers, bien plus que les communes. Au conseil consultatif, l'avis avait prévalu — à tort d'ailleurs, car le nombre des sangliers

abattus en Alsace-Lorraine s'est élevé dans la période 1919-1924 de 830 à 1.983 — que les chasseurs ne s'adonnaient pas avec assez de soins à la destruction des sangliers.

Mais la loi n'a pas pu mettre les dégâts causés par les sangliers sur le même pied que ceux causés par les autres espèces de gibier. Elle n'a pas pu déclarer le chasseur individuellement responsable pour les dégâts qui seront constatés sur sa chasse, étant donné que les sangliers changent souvent rapidement de séjour. Le locataire de la chasse pouvait avoir pris tous les soins nécessaires à la destruction des sangliers sans pouvoir empêcher les dégâts. Mettre ceux-ci, souvent extrêmement élevés, entièrement et directement à sa charge, serait contraire à toute équité. Il ne restait plus qu'une solution, celle à laquelle avait déjà abouti la loi d'exécution et qu'on peut appeler la responsabilité collective. Une fois qu'on était d'accord pour faire peser la responsabilité sur les chasseurs en forêt, il fallait arriver à une répartition des dégâts sur l'ensemble des chasseurs. La loi est arrivée à ce résultat par la réunion en un syndicat obligatoire de tous les locataires de chasses en forêt d'Alsace et de Lorraine, que ces chasses soient communales ou domaniales. C'est en somme la substitution à l'ancien « syndicat des dégâts de sangliers » ou « Wildschadensgenossenschaft » de ce que la loi appelle le « syndicat général des chasseurs en forêt ». A l'image de son prédécesseur et pour éviter les triples frais d'administration, ce syndicat sera commun aux trois départements et siégera à Strasbourg. Mais il aura un budget de recettes et de dépenses spécial à chacun des trois départements. Ce budget sera alimenté (art. 4) par le versement déjà acquis dans le système actuel des 10 0 0 supplémentaires au produit de tous les baux

de chasse, qui allaient auparavant au syndicat des communes. Mais, vu l'importance prise par les dégâts, il était à prévoir que cette contribution serait insuffisante pour couvrir les dépenses incombant au syndicat dans un département à titre d'indemnité pour dégâts constatés et de frais d'administration ; dans ce cas, dit l'article 5 de la loi, l'excédent de ces dépenses sera réparti entre les membres du syndicat dans le département proportionnellement à la surface de leur chasse en forêt. La loi règle ensuite les opérations de constatation des dégâts, et à cet égard laisse au syndicat la possibilité de prendre une part active aux opérations d'évaluation ; l'expert est désigné par le syndicat. Mais la procédure contradictoire de vérification et d'évaluation prévoit la possibilité de recourir à un tiers arbitre.

Les charges qui jusqu'alors incombait aux communes, sont donc par l'effet de la loi reportées sur les chasseurs en forêt. Elles ont d'ailleurs étonné plus d'un d'entre eux et soulevé des protestations nombreuses ; c'est qu'en 1926, la cotisation supplémentaire à payer par hectare s'élevait à 3 fr. 20 pour le Bas-Rhin, 3 fr. 40 pour le Haut-Rhin et 6 fr. 20 pour la Moselle. Ces fortes sommes sont d'ailleurs dues uniquement à la cherté des denrées ; ainsi les blés ont été taxés à 210 francs environ contre 110 l'année précédente. D'ailleurs, l'année suivante la cotisation baissa sensiblement et atteignit respectivement les chiffres de 3 francs, 2 fr. 60 et 4 fr. 60.

Il est d'ailleurs impossible en cette matière d'arriver à une solution parfaitement équitable. Cela provient du fait qu'on ne peut rendre le locataire de la chasse directement responsable des dégâts. Il arrive donc par l'effet de la responsabilité

collective que des chasseurs n'ayant jamais l'occasion de rencontrer un sanglier dans leurs chasses, soient obligés de payer leur cotisation supplémentaire tout comme d'autres qui en tirent un grand nombre. C'était le cas autrefois pour les communes.

Cependant, il ne faut pas oublier que les locataires de chasses de plaine ont souvent l'occasion de tirer le sanglier de la forêt. Car, séjournant habituellement dans les forêts, ce gibier sort dans les champs avoisinants pour y chercher sa nourriture. Et cependant la responsabilité incombe presque entièrement aux chasseurs en forêt. Il y a là une inégalité dont les chasseurs en forêt ont demandé la suppression ou du moins l'atténuation par l'effet d'un prélèvement de 20 0/0, au lieu de 10 0/0, sur le prix du bail de toutes les chasses à partir du 2 février 1929, date qui fait courir la nouvelle période de location. Cette réforme serait facile à réaliser, puisque l'obligation de verser le supplément de 10 0/0 se fonde sur une disposition du cahier des charges, sans qu'il y ait eu intervention des autorités législatives. L'augmentation du taux serait donc également possible sans prescription légale. Cependant cette augmentation n'a pas été insérée dans le cahier des charges pour les nouvelles adjudications de chasses, tant domaniales que communales. On en est resté au prélèvement de 10 0/0, tel qu'il figure dans le cahier des charges depuis 1897.

Cette question de la réparation des dégâts causés par les sangliers nous amène — en guise de conclusion — à dire quelques mots des attaques portées contre la législation que nous venons d'étudier. C'est qu'en effet ces dégâts s'étant avec les

années élevés constamment — reflétant par là l'élévation progressive du coût de la vie — alors que les communes obligées à les réparer voyaient fondre les revenus de leur chasse qui eux ne suivaient pas ce mouvement ascendant, il s'est trouvé des publicistes et aussi des députés qui ont attribué ces résultats malheureux à la législation locale, et qui, en faisant miroiter devant un public mal informé les prétendus avantages de la loi de 1844, ont travaillé à introduire dans le régime local des modifications conformes aux principes de 1844.

A cette question des dégâts causés par les sangliers s'ajoute celle des dégâts causés par les lapins dans certaines régions du Haut-Rhin. Pour donner satisfaction à un groupement agricole du Haut-Rhin se composant d'une petite minorité de cultivateurs de ce département, une proposition de loi a été soumise au parlement à l'effet de modifier l'article 2 de la loi du 7 février 1881, en accordant aux propriétaires groupés en syndicat communal le droit de déterminer toutes les conditions de la location de la chasse. La commission d'agriculture a renvoyé la proposition aux chambres d'agriculture ; celles du Bas-Rhin (séance extraordinaire du 22 février 1928) et de la Moselle (séance du 20 mai 1928) se sont prononcées pour le maintien intégral de la loi de chasse en vigueur, en condamnant l'idée de faire rédiger le cahier des charges par les syndicats des propriétaires. Et en effet, l'on ne voit pas les avantages qui en résulteraient par rapport au système actuellement en vigueur. D'une part, la question de la réparation des dégâts causés par les sangliers a reçu par la loi du 29 juillet 1925, une solution qui est tout à l'avantage des cultivateurs, qui se voient indemnisés sans difficultés et sans

que les communes soient obligées d'y contribuer. D'autre part, en ce qui concerne les dégâts causés par les lapins, il serait d'une méthode singulière d'arriver à un bouleversement de la législation afin de donner satisfaction à une infime minorité, d'autant plus que les dispositions en vigueur protègent suffisamment les intéressés ; nous ne signalons que l'article 5 de la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883, qui confère aux administrations des attributions très larges au point de vue de la destruction du gibier nuisible, notamment le droit de permettre aux propriétaires ou fermiers de détruire le gibier nuisible se trouvant sur leurs terres, et, le cas échéant, d'ordonner des battues par voie administrative ; l'article 15 du cahier des charges qui autorise même la commune à résilier le bail au cas où le détenteur du droit de chasse néglige la destruction du gibier nuisible ; et, spécialement, en ce qui concerne les dégâts causés par les lapins, l'article 20 qui interdit formellement l'introduction de lapins de garenne sur le territoire de chasse, sous peine d'une amende conventionnelle de 500 francs par pièce ; cet article permet en outre au maire, avec l'assentiment du sous-préfet, d'autoriser des personnes offrant des garanties désirables à détruire ces animaux par tous les moyens qu'autorisent et qu'autoriseront les lois et règlements ; il attribue enfin les lapins capturés ou tués dans ces conditions à ceux qui les auront tués ou capturés. En plus, à ces dispositions du droit local peuvent éventuellement s'appliquer les textes de la législation française relatifs à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, introduite dans les trois départements par décret du 27 août 1922.

Il serait étonnant qu'une négligence éventuelle de certaines

autorités administratives puisse aboutir à une réforme législative, qui, ainsi que l'a très justement remarqué la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin, serait incompatible avec la loi nouvelle qui règle la réparation des dégâts causés par les sangliers et entraînerait d'un autre côté des complications et mésententes dans les différentes communes.

Toute modification dans le sens de la loi du 3 mai 1844 anéantirait tous les avantages qui résultent de la législation locale en matière de chasse. Non seulement — nous l'avons vu — cette législation aboutit à une richesse en gibier ignorée auparavant, mais encore protège très efficacement les intérêts de l'agriculture. Comment, par exemple sous le régime de la loi de 1844, arriverait-on à une réparation des dégâts causés par les sangliers qui soit aussi favorable à la culture que celle résultant de la loi du 29 juillet 1925. Le caractère nomade qui distingue ce gibier permet au chasseur, sous l'empire de la loi française, d'envisager avec tranquillité la solution jurisprudentielle qui devra dans la plupart des cas aboutir à une décision d'irresponsabilité. Il en est de même — quoique cela soit moins apparent — pour les autres catégories de gibier. Et certes la majorité des paysans français verraient avec joie l'introduction d'une législation qui leur épargne le recours continuel à la jurisprudence, devant laquelle ils reculent vu les frais et chicanes qui les attendent. C'est ce que traduit la proposition d'un membre de la Chambre qui, lors de la discussion de la loi du 29 juillet 1925, demanda l'extension de ses dispositions aux départements limitrophes de l'Alsace-Lorraine. Mais cette législation ne saurait s'adapter aux principes de 1844 actuellement en vigueur.

C'est pourquoi il faudra de toute nécessité aboutir à un

remaniement profond de la législation cynégétique, à l'exemple de celle que nous venons d'étudier. D'ailleurs, dans les faits ce changement s'annonce déjà par une pratique que l'on rencontre dans certaines communes, visiblement inspirée de la même idée et dont le but est de procurer les avantages du système étudié. Il devient d'usage dans ces communes d'affermir la chasse sur les biens communaux et sur les terres des propriétaires qui l'ont renoncé à l'exercer, moyennant une redevance payable à la caisse municipale. Mais il suffira du mauvais vouloir d'un des propriétaires pour entraver ou même faire échouer la combinaison. La nécessité d'une solution par voie législative est indéniable. La question d'une réforme du droit de chasse en France a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses propositions, dont aucune n'a abouti. Dans la séance du 25 juin 1926 la commission permanente de la chasse a décidé de nommer une sous-commission chargée d'étudier les pièces et d'élaborer une nouvelle loi de chasse, qui sera soumise à l'agrément de la commission permanente et ensuite du parlement. L'exemple de l'Alsace-Lorraine ne manquera certainement pas d'exercer une influence prépondérante dans l'élaboration de la législation nouvelle, pourvu toutefois que les propositions qui s'en inspirent n'échouent pas, comme leurs devancières, devant l'indifférence du parlement.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la Thèse,

HITIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Baudry-Lacantinerie.** — Traité des successions, t. I, n^{os} 14 et s.
- Boutillier.** — Somme rural, L. I, t. XXXVI.
- E. Bruck.** — Die Jagd-und Vogelschutzgesetzgebung in Elsass-Lothringen, Strasbourg 1907.
- Débats de la Délégation d'Alsace-Lorraine, 1875-1881.**
- A. Deléclaz.** — Où en est la chasse en France.
- Demolombe.** — Traité des successions, t. I, n^o 23.
- Gaius.** — Digeste, L. XLI.
- Ch. Guyot.** — La chasse en Alsace-Lorraine. Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Nancy, 1886. Paris, 1886.
- R. Huber.** — Die Jagdgesetze Elsass-Lothringens, Strasbourg 1895.
- Juristische Zeitschrift für Elsass-Lothringen,** t. 14, p. 518 ; t. 25, p. 329
t. 26, p. 211 ; t. 30, p. 23.
- Justinien.** — Institutes, L. II et V.
- Loi sur l'exercice du droit de chasse en Alsace-Lorraine.** — Texte allemand et français avec annotations par un membre du Landesausschuss, Strasbourg, 1881.
- L. Moyat.** — Etude historique, critique et comparée sur le droit de chasser en général, Paris 1900.
- Planhol.** — Traité élémentaire de droit civil, IX^e édition, t. I, n^{os} 2187 et 2564.
- Pothier.** — Traité du domaine de propriété, n^o 24.
- Proudhon.** — Traité du domaine de propriété, t. I, n^{os} 385 et 386.
- Répertoire Dalloz.** — V. Chasse.
- Ripert.** — De l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines, Paris 1902.
- G. Rörlig.** — Jagd, Wild und Bodenkultur, Neudamm 1912.
- Saleilles.** — Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil de l'empire allemand, Paris 1901.
- Toullier.** — Droit civil, t. IV, n^o 7.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

Le droit de chasse résultant de la loi du 2 mai 1844

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique de la législation antérieure.	5
CHAPITRE II. — Le droit de chasse au propriétaire, principe fondamental de la loi de 1844.	11

DEUXIÈME PARTIE

Le droit de chasse en Alsace-Lorraine

CHAPITRE PREMIER. — La chasse en Alsace-Lorraine avant 1881. — Inconvénients de la législation de 1844. — Origine de la loi du 7 février 1881.	15
CHAPITRE II. — L'état actuel de la législation cynégétique en Alsace et en Lorraine.	39
§ 1. — La loi du 7 février 1881 sur l'exercice du droit de chasse.	39
§ 2. — La propriété du gibier.	117
§ 3. — Les dommages causés par le gibier.	130
BIBLIOGRAPHIE.	157

